



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Renseignements généraux

Document préparé par la Direction de la gestion budgétaire et financière
Avril 2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.1	LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 : A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR; B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION; C. LES PERSONNES RENCONTRÉES; D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.); E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION; F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS; G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT : - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES; - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR; H. LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ; I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS; J. LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS; K. TOUTE CONSIGNE SANITAIRE ENCADRANT LE RETOUR DE CES MISSIONS.	1
G.2	POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2020-2021 : A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT; B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR; C. LES COÛTS VENTILÉS; D. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.; E. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.	3
G.3	LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT : A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2020-2021, ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022; B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES; C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); D. LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES; E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE; G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.	4
G.4	LISTE DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ EFFECTUÉES SPÉCIFIQUEMENT SUR INTERNET (FACEBOOK, AMAZON, ETC.) EN INDIQUANT : A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2020-2021, ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022; B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES; C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); D. LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES; E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; F. LE RAPPORT STATISTIQUE SUR LA PORTÉE ET LA CLIENTÈLE VISÉE. LORSQUE LE CONTRAT EST CONCLU PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UNE FIRME DE PUBLICITÉ, DÉTAILLER LES PUBLICITÉS EFFECTUÉES SUR INTERNET.	7

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.5	LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT : <u>PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :</u> A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; C. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; D. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT. <u>PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</u> E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; F. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; G. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; H. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT. <u>PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :</u> I. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; J. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ; K. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); L. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.; M. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; N. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; O. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.	9
G.6	LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION : <u>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</u> A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; C. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE. <u>DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :</u> D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022; E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS; F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS OU/ET DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU; H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; I. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.	11
G.7	LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION ORGANISÉE POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS EN INDIQUANT : A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022; B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; C. LA NATURE DE LA FORMATION; D. LES PERSONNES OU LA FIRME QUI ONT DONNÉ LA FORMATION; E. LES PERSONNES QUI ONT REÇU LA FORMATION AINSI QUE LE TITRE DE LEUR FONCTION.	13
G.8	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2020-2021, EN INDIQUANT : A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL); C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ); D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT; E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS; F. L'ÉCHÉANCIER; G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS. LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.	14
G.9	LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT : A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE; B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS; C. LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX; D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT; E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.	40

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.10	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021 : A. LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT; B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE); C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS; D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ; E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT; F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT; G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT; H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.	44
G.11	POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2020-2021, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER : A. LE NOM DU PROJET; B. LA NATURE DU PROJET; C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU); D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET; E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET; F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE; G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET; H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES; I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR; J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET; K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE : - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS; L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS; M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2020-2021.	45
G.12	POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE EN INFONUAGIQUE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER : A. LE NOM DU PROJET; B. LA NATURE DU PROJET; C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU); D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET; E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET; F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE; G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET; H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES; I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR; J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET; K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE : - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS; L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.	49

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.13	DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2020-2021, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES : A. LA PHOTOCOPIE; B. LE MOBILIER DE BUREAU; C. L'AMEUBLEMENT; D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES; E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE; F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT; G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT; H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS; I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES; J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT : I. A) AU QUÉBEC; II. B) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.	50
G.14	DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2020-2021, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE : A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL; B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL; C. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS; D. LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS; E. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES; F. LES NOMS DES FOURNISSEURS; G. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES; H. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; I. LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; J. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU; K. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL.	51

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.15	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2020-2021 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022 : A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS; B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS; C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL; D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI; E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) : - LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL; F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL; G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI; H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE; I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPs, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS; J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS); K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR; L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE; M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS); N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES; O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES; P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART; Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI; R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS; S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.	52
G.16	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISMES, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2020-2021 DE : A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES; B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES; C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2020-2021 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES; D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.	102
G.17	LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2020-2021 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX : A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION; B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ; C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE; D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE; E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ; F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION; G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS; H. LA DURÉE DU BAIL; I. PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ; J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT; K. S'IL S'AGIT D'UN RENOUVELLEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE; L. EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.	105

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.18	CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021, FOURNIR : A. LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS; B. LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI; C. LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL; D. LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.	117
G.19	PORTAIT DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES, RATIO LOCATION PROPRIÉTÉ ET NOUVEAU PIED-CARRÉS EN PROPRIÉTÉ.	118
G.20	POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2020-2021, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT : A. LES DATES DES TRAVAUX; B. LES COÛTS; C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.	119
G.21	DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2020-2021, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT : A. LES DATES DES TRAVAUX; B. LES COÛTS; C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.	120
G.22	LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2020-2021, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU : A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT; B. LE TITRE DE LA FONCTION; C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE; D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS; E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT; F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS; G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE; H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES; I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2021-2021; J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET; K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET; L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE; M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.	121
G.23	LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2020-2021, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT : A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE; B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE; C. LE MONTANT ATTRIBUÉ; D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	123
G.24	LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE : A. LE NOM DE LA PERSONNE; B. LE POSTE OCCUPÉ; C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT; D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE; E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU; G. LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	124
G.25	LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT : A. LE POSTE INITIAL; B. LE SALAIRE; C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU; D. LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ; E. LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	125

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.26	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT : A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.); B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE; C. PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	126
G.27	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, LEUR PORT D'ATTACHE (PAR EXEMPLE DANS UN BUREAU RÉGIONAL) AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	127
G.28	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET DE L'EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, PAR MISSION.	128
G.29	LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT : A. LE NOM DE LA PERSONNE; B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME; C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT; D. L'ASSIGNATION INITIALE; E. L'ASSIGNATION ACTUELLE; F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).	129
G.30	LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2020-2021, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT : A. LE COÛT DE CHACUN; B. LE FOURNISSEUR; C. LA NATURE DU SERVICE. VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.	130
G.31	LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU CABINET MINISTÉRIEL EN 2020-2021, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT : A. LE COÛT DE CHACUN; B. LE FOURNISSEUR; C. LA NATURE DU SERVICE. VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.	134
G.32	LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.	135
G.33	POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE : A. LE NOM DU SITE WEB; B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE; C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE; D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR; E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT); F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »); G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR; H. LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE; I. LES NOMS DE DOMAINES RÉSERVÉS; J. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.	136
G.34	NOMINATIONS, POUR 2020-2021, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE : A. LA LISTE; B. LE NOM DE LA PERSONNE; C. LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES; D. LE DÉTAIL DES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT; E. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ; F. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES; G. LES SOMMES IMPLIQUÉES.	141

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.35	POUR 2020-2021, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT : A. LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES; B. LES PERSONNES ET ORGANISMES RENCONTRÉS; C. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS; D. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT; E. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR; F. LES COÛTS VENTILÉS; G. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.	142
G.36	LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIEES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2020-2021 : A. LE DÉTAIL DES MANDATS; B. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.); C. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES; D. LE NOMBRE DE RENCONTRES; E. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE; F. L'OBJET; G. LES DATES.	143
G.37	LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.	144
G.38	LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2020-2021 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.	145
G.39	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	146
G.40	L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2021-2022.	147
G.41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2020-2021 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2020 POUR 2021-2022.	148
G.42	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2020-2021, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022 ET 2022-2023, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	149
G.43	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	152
G.44	POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS VERSÉS AU PERSONNEL DE CABINET.	153
G.45	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	154
G.46	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	155
G.47	POUR 2020-2021, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE : A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	156
G.48	POUR 2020-2021, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS. POUR CHAQUE PERSONNE : A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.	157

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.49	LA LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2021-2022. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2020-2021, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2021-2022, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.	158
G.50	INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTES MAJORATIONS APPORTÉES À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.	159
G.51	NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD EN 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	160
G.52	VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ AU PLAN NORD POUR 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	161
G.53	NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	162
G.54	VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉE À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022.	163
G.55	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS VERT.	164
G.56	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES/FONDS ÉNERGIE.	165
G.57	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD.	166
G.58	POUR CHACUNE DES CINQ ANNÉES, LES SOMMES ALLOUÉES À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICE JURIDIQUE ET PRÉCISER LA RAISON POUR LAQUELLE LES SERVICES ONT ÉTÉ TRAITÉS À L'EXTERNE AINSI QUE LES PROFESSIONNELS QUI ONT DONNÉ CES SERVICES.	167
G.59	CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) : A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL); B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS; C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES; D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI; E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.	168
G.60	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021, LE MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	169
G.61	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	170
G.62	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN 2020-2021 EN INDIQUANT POUR CHACUN : A. LE SUJET; B. LA OU LES RAISONS POUR LESQUELLES IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ; C. LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION; D. LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU. PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.	171
G.63	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT : A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS; B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION; C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.	172
G.64	LA LISTE DE TOUTE RENCONTRE D'ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, DE RENCONTRES DIPLOMATIQUES OU DE SOMMETS GOUVERNEMENTAUX, DE GRANDES RENCONTRES POLITIQUES ET DE NÉGOCIATIONS IMPORTANTES, DE TOUTE NATURE, AUXQUELLES A PRIS PART LE MINISTÈRE OU ORGANISME. POUR CHAQUE RENCONTRE, INDIQUER LA DATE, LA NATURE, ET LE LIEU DE LA RENCONTRE.	175

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.65	POUR CHAQUE RENCONTRE D’ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, POUR CHAQUE RENCONTRE DIPLOMATIQUE ET SOMMET GOUVERNEMENTAL, POUR CHAQUE GRANDE RENCONTRE POLITIQUE ET NÉGOCIATION IMPORTANTE DE TOUTE NATURE AUXQUELS PREND PART LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, INDIQUER : A. LA DATE; B. LA NATURE; C. LES PARTICIPANTS; D. SI L’ÉVÉNEMENT A EU LIEU SUR LE TERRITOIRE DE LA CAPITALE-NATIONALE, CONFORMÉMENT À L’ARTICLE 4 DE LA CHARTE DE LA VILLE DE QUÉBEC, CAPITALE NATIONALE DU QUÉBEC.	176
G.66	POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D’OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME, INDIQUER : A. LA DATE; B. LA NATURE; C. LES QUESTIONS POSÉES; D. LES RÉPONSES; E. LA FIRME RETENUE; F. LES COÛTS.	177
G.67	POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME, INDIQUER : A. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT; B. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.	178
G.68	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE JEUNESSE DU QUÉBEC EN 2020-2021.	179
G.69	AU SUJET DU TRANSFERT D’EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION, FOURNIR TOUT SCÉNARIO ET ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME AINSI QUE TOUTE ACTION RÉALISÉE EN 2020-2021.	180
G.70	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME AU SUJET DE LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS ET DES COMPÉTENCES DES PERSONNES IMMIGRANTES EN 2020-2021.	181
G.71	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME VISANT LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS EN 2020-2021.	182
G.72	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE CULTURELLE DU QUÉBEC EN 2020-2021.	183
G.73	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DES RECOMMANDATIONS DE L’ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES.	184
G.74	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION D’ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS AU QUÉBEC (RAPPORT VIENS).	185
G.75	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS 2017-2022 « FAIRE PLUS, FAIRE MIEUX ».	186
G.76	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D’ACTION INTERMINISTÉRIEL EN DÉPENDANCE 2018-2028, « PRÉVENIR, RÉDUIRE ET TRAITER ».	187
G.77	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D’ACTION INTERMINISTÉRIEL 2017-2021 DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DE PRÉVENTION EN SANTÉ.	188
G.78	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023 : « CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE, AGISSONS ».	189
G.79	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE D’ACTION EN MATIÈRE D’IMMIGRATION, DE PARTICIPATION ET D’INCLUSION 2016-2021 : « ENSEMBLE, NOUS SOMMES LE QUÉBEC ».	190
G.80	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE NATIONALE SUR LA MAIN-D’ŒUVRE 2018-2023.	191
G.81	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D’ACTION POUR LA MAIN D’ŒUVRE.	192
G.82	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D’ACTION 2018-2023 : « UN QUÉBEC POUR TOUS LES ÂGES ».	193
G.83	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL DE CONTRIBUTION À L’OCCUPATION ET À LA VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2022.	194
G.84	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE D’ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF 2020-2025.	195
G.85	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D’AGRICULTURE DURABLE 2020-2030.	196
G.86	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL EN ÉCONOMIE SOCIALE 2020-2025.	197

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.87	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION POUR LA CROISSANCE ET LES TECHNOLOGIES PROPRES 2018-2023.	198
G.88	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN ENTREPRENEURIAT—OSER ENTREPRENDRE 2017-2022.	199
G.89	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION 2017-2022.	200
G.90	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DES SCIENCES DE LA VIE 2017-2027.	201
G.91	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE L'AÉROSPATIALE 2016-2026.	202
G.92	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION EN ÉCONOMIE NUMÉRIQUE 2016-2021.	203
G.93	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE MARITIME 2015-2030.	204
G.94	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ALUMINIUM 2015-2025.	205
G.95	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE DES PRODUITS FORESTIERS 2018-2023.	206
G.96	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC 2018-2020.	207
G.97	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN POUR UNE ÉCONOMIE VERTE 2020-2030.	208
G.98	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2015-2020.	209
G.99	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE L'EAU 2018-2030.	210
G.100	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN DIRECTEUR EN TRANSITION, INNOVATION ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DU QUÉBEC.	211
G.101	TOUTES ACTION, NOTE OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE.	212
G.102	TOUTE ACTION, NOTE, OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 EN APPLICATION DE L'ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES (ADS).	213
G.103	TOUTE ACTION, NOTE OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS.	214
G.104	TOUTE ACTION, NOTE OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA RÉTENTION DES TRAVAILLEURS D'EXPÉRIENCE.	215
G.105	AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2020-2021, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME : A. NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ; B. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAINT TOUJOURS AU 31 MARS 2021; C. PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ.	216
G.106	COÛT TOTAL DES PRIMES COVID-19 ACCORDÉES AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, MONTANT INDIVIDUEL DE CES PRIMES ET NOMBRE D'EMPLOYÉS QUI EN ONT BÉNÉFICIÉ EN 2020-2021.	217
G.107	NOMBRE DE MISES À PIEDS ET DE NON-RENOUVELLEMENT DE CONTRATS DÉCOULANT DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN 2020-2021.	218
G.108	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE L'ACQUISITION DE MATÉRIEL POUR FINS DE TÉLÉTRAVAIL (TABLETTES, CELLULAIRES, AMÉNAGEMENT DE BUREAU, REMBOURSEMENT DE FRAIS D'INTERNET, ETC.).	219
G.109	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INFORMATIQUE EN SPÉCIFIANT PRÉCISÉMENT LES SOMMES DÉPENSÉES EN FRAIS DE CONSULTANTS EN SÉCURITÉ INFORMATIQUE.	220
G.110	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 POUR L'ACQUISITION DE SERVICES DE VIDÉO-CONFÉRENCE (ZOOM, TEAMS, ETC.) : A. LISTE DES CONTRATS; B. NOM DU FOURNISSEUR; C. MONTANT DÉBOURSÉ.	221
G.111	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.	222
G.112	NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT ÉTÉ ABSENT DU TRAVAIL POUR CAUSE DE QUARANTAINE LIÉE À LA COVID-19 OU EN RETRAIT PRÉVENTIF LIÉ À LA COVID-19 AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021 AINSI QUE L'ESTIMATION DES COÛTS EN DÉCOULANT.	223

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.113	CONCERNANT TOUTE MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021 : A. LES SOMMES DÉPENSÉES; B. LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE); C. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.	224
G.114	CONCERNANT L'ACHAT DE MATÉRIEL DE PROTECTION INDIVIDUEL PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 : A. TOTAL DES DÉPENSES RÉALISÉES; B. TYPE DE MATÉRIEL DE PROTECTION ACQUIS (GANTS, GELS, VISIÈRES, ETC.); C. LISTE DES FOURNISSEURS RETENUS; D. COÛTS D'INSTALLATION; E. LISTE DES CONTRATS ACCORDÉS ET MONTANTS DÉBOURSÉS; F. SI LES CONTRATS ONT ÉTÉ ACCORDÉS DE GRÉ À GRÉ, EN FOURNIR LE MOTIF.	225
G.115	CONCERNANT L'ENTRETIEN MÉNAGER ET LA DÉSINFECTION DES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021, FOURNIR : A. LE TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES; B. LE NOM DES FOURNISSEURS RETENUS; C. LA LISTE DES CONTRATS.	230
G.116	FOURNIR CHAQUE AVIS REÇU PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DE LA PART DE LA DIRECTION NATIONALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE, L'INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (INSPQ) OU, EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE DE LA COVID-19.	231
G.117	COÛT TOTAL DE MISE EN PLACE DE MESURES DÉCOULANT DES VISITES DE LA CNESST DANS LES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME AINSI QU'UNE LISTE DES RECOMMANDATIONS EFFECTUÉES.	232
G.118	NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE DE COVID-19. PRÉCISER LE NOMBRE DE PLAINTES PROVENANT DES EMPLOYÉS ET LE NOMBRE DE PLAINTES PROVENANT DU PUBLIC.	233
G.119	CONSIGNES ET DIRECTIVES DONNÉES AUX EMPLOYÉS DES CABINETS MINISTÉRIELS EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET LEUR PRÉSENCE AU BUREAU EN 2020-2021.	234
G.120	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2020-2021 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT : A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS; B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; D. LE MONTANT ACCORDÉ; E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE.	235
G.121	LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES CONTRATS ACCORDÉS EN VERTU DES ARTICLES 118 ET 123 DE LA LOI SUR LA SANTÉ PUBLIQUE, EN INDIQUANT : A. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL); C. LE COÛT; D. L'ÉTAT DE PRESTATION DES SERVICES; E. L'ÉCHÉANCIER.	236
G.122	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2020-2021, EN INDIQUANT : A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT; C. LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL); D. LE COÛT; E. L'ÉCHÉANCIER; F. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.	237
G.123	NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME EN 2020-2021 : A. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION; B. LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE); C. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; D. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS.	238
G.124	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.	239
G.125	POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.	240

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.126	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES, EN 2020-2021, INDIQUER LE NOMBRE DE DIVULGATIONS D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES REÇUES, LE NOMBRE D'ENQUÊTES (DÉBUTÉES, EN COURS OU TERMINÉES), AINSI QUE LE NOMBRE DE DIVULGATIONS FONDÉES, Y COMPRIS CELLES AYANT MENÉ À DES MESURES CORRECTIVES. PRÉCISER, POUR CHAQUE DIVULGATION, LA CATÉGORIE D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES VISÉE À L'ARTICLE 4 DE LA LOI FACILITANT LA DIVULGATION D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES À L'ÉGARD DES ORGANISMES PUBLICS (2016, CHAPITRE 34).	241
G.127	NOMBRE DE POSTES OUVERTS POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2019-2020 ET 2020-2021 ; ET NOMBRE DE POSTES COMBLÉS POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI PRÉSENTE AU SEIN DU MINISTÈRE.	242
G.128	VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES DEPUIS 2016 : A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS; B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉS; C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.	243
G.129	FOURNIR UNE DESCRIPTION DE LA DOTATION DE VÉHICULES AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, VENTILÉE PAR RÉGION ET INCLUANT : A. NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES; B. LE TYPE DE VÉHICULES; C. LE NOMBRE DE VÉHICULES HYBRIDES; D. LE NOMBRE DE VÉHICULES HYBRIDES RECHARGEABLES; E. LE NOMBRE DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES.	244
G.130	VEUILLEZ FOURNIR UNE LISTE DES ACTIONS EFFECTUÉES DANS LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN LIEN AVEC LE PACC 2020, POUR 2019-2020, INCLUANT : A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR CHAQUE ACTION; B. LE NOMBRE D'ETC DÉDIÉS AU SUIVI OU À LA MISE EN ŒUVRE DE CHAQUE ACTION.	245
G.131	FOURNIR LA LISTE DES RENCONTRES AVEC DES REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES, AVEC LA DATE DE LA RENCONTRE, LES NATIONS REPRÉSENTÉES ET L'OBJET DE LA RENCONTRE.	246
G.132	FAIRE UNE LISTE DE TOUTES LES ANALYSES DIFFÉRENCIÉES SELON LES SEXE (ADS+) EFFECTUÉES AU SEIN DE TOUS LES MINISTÈRES ET TOUS LES ORGANISMES. DONNER LE COÛT POUR EFFECTUER CHACUN DE CES ANALYSES EN ETC OU LE MONTANT DU CONTRAT OCTROYÉ.	247

N.B. À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2021.

G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 :

- A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;
- B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
- C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);
- E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
- G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;
 - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;
 - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;
- H. INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS;
- I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS;
- J. LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS;
- K. TOUTE CONSIGNE SANITAIRE ENCADRANT LE RETOUR DE CES MISSIONS.

MINISTÈRE

VOYAGE	Coût
JEAN-VINCENT LACROIX (JURISTE), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (CANADA) DU 21 AU 23 SEPTEMBRE 2020	884 \$
FRANCIS DEMERS (JURISTE), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (CANADA) DU 23 AU 24 SEPTEMBRE 2020	207 \$
DOMINIQUE ROUSSEAU (JURISTE), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (CANADA) DU 23 AU 24 SEPTEMBRE 2020	385 \$
CATHERYNE BÉLANGER (JURISTE), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (CANADA) DU 12 AU 13 OCTOBRE 2020	860 \$

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MINISTRES, LES TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR ET LEURS ACCOMPAGNATEURS, EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, SONT DIFFUSÉS SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 18).

[HTTPS://WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/MINISTERE/ACCES-A-LINFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS/](https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels/).

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

- G.2** **POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2020-2021 :**
- A.** LES RAISONS DU DÉPLACEMENT
 - B.** L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
 - C.** LES COÛTS VENTILÉS;
 - D.** LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
 - E.** POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.

MINISTÈRE

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

- G.3** **LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :**
- A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR **2020-2021**, ET LES PRÉVISIONS POUR **2021-2022**;
 - B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
 - C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
 - D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;
 - E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
 - G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

MINISTÈRE

FIRME	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
COMMUNICATION CNW	GRÉ À GRÉ	DIFFUSION DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE	5 109 \$
LES ÉDITIONS NITRAM	GRÉ À GRÉ	MOT DE LA MINISTRE DANS LE MAGAZINE FUGUES (HOMOPHOBIE)	1 660 \$

FONDS D’ACCÈS À LA JUSTICE
AUCUNE.

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

FIRME	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
CARRÉMENT IMPRESSION	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	DÉPLIANTS - CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	4 667 \$
CENTRE D’ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES	GRÉ À GRÉ	APPEL DE PROJETS EXTRAORDINAIRE VISANT À MODERNISER L’ACCESSIBILITÉ ET L’OFFRE DE SERVICES AUX PERSONNES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS EN CONTEXTE PANDÉMIQUE	2 817 \$
GROUPE ETR	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	DÉPLIANTS ET BANNIÈRE - CENTRE D'AIDES AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	2 516 \$

FONDS DES REGISTRES
AUCUNE.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUNE.

L’INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D’INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 24).
<https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels/>

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FIRME	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
ABORIGINAL PEOPLES TELEVISION NETWORK INCORPORATED	GRÉ À GRÉ	PLACEMENT MÉDIA « LA DPJ EST DANS TA VIE » CAMPAGNE PUBLICITAIRE – DROITS DES ENFANTS	228 \$
CNW TELBEC	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D’EXÉCUTION	DIFFUSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE	3 506 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	DIFFUSIONS DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE « QUAND LA DPJ EST DANS TA VIE » ET DANS LE CADRE DU LANCEMENT DE LA PLATEFORME WEB FUGITIFS.CA	541 \$
LE DEVOIR	GRÉ À GRÉ	PUBLICATION D’UNE PLEINE PAGE CAHIER A2 DE L’ÉDITION DU 7 NOVEMBRE 2020 (14 MOTIFS)	10 106 \$
LINKEDIN	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE L’APPEL DE CANDIDATURES POUR LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS	232 \$
MAISON DU CINÉMA	GRÉ À GRÉ	DIFFUSION DE LA CAPSULE RECRUTER SANS DISCRIMINER SUR L’ENTREVUE D’EMBAUCHE	600 \$

FIRME	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
SPOTIFY	GRÉ À GRÉ	CAMPAGNE QUAND LA DPJ EST DANS TA VIE VISANT LES JEUNES PRIS EN CHARGE PAR LA DPJ (PRODUCTIONS RAFALES)	31 \$
SOCIÉTÉ RADIO-CANADA (MÉDIA SOLUTIONS)	GRÉ À GRÉ	CAMPAGNE PUBLICITAIRE SUR LES DROITS DES ENFANTS DANS ESPACES AUTOCHTONES	1 441 \$
SOCIÉTÉ RADIO-CANADA (MÉDIA SOLUTIONS)	GRÉ À GRÉ	CAMPAGNE PUBLICITAIRE SUR LES DROITS DES ENFANTS TOU.TV	2 000 \$
TÉLÉ-QUÉBEC (SITE INTERNET JEUNESSE)	GRÉ À GRÉ	CAMPAGNE QUAND LA DPJ EST DANS TA VIE VISANT LES JEUNES PRIS EN CHARGE PAR LA DPJ (PRODUCTIONS RAFALES)	5 053 \$
YOUTUBE	GRÉ À GRÉ	CAMPAGNE QUAND LA DPJ EST DANS TA VIE VISANT LES JEUNES PRIS EN CHARGE PAR LA DPJ (ENREGISTREMENT PAR PRODUCTIONS RAFALES ET VOIX PAR ANTOINE PILON ET SAMIAN)	4 962 \$
UDA, ANTOINE PILON ET CAISSE DE SÉCURITÉ DES ARTISTES	GRÉ À GRÉ	DROITS DE DIFFUSION ANTOINE PILON CAMPAGNE QUAND LA DPJ EST DANS TA VIE	1 679 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 24).
[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FIRME	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
ALLIANCE 9000	GRÉ À GRÉ	AFFICHES POUR NOUVEAUX BARÈMES D'AIDE JURIDIQUE	1 928 \$
BELL CANADA	GRÉ À GRÉ	DIFFUSION DES COORDONNÉES DE LA CSJ DANS LES BOTTINS TÉLÉPHONIQUES DU QUÉBEC	329 \$
CNW TELBEC	GRÉ À GRÉ	DIFFUSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE	954 \$
IMPRIMERIE SOCIALE	GRÉ À GRÉ	ENCARTS POUR LE SERVICE ADMINISTRATIF DE RAJUSTEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES	4 198 \$
SERVICES GRAPHIQUES DEUX-MONTAGNES	GRÉ À GRÉ	DÉPLIANTS « AIDE JURIDIQUE EN LANGUE INUKTITUT »	350 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 24).
[HTTPS://WWW.CSJ.QC.CA/COMMISSION-DES-SERVICES-JURIDIQUES/ACCES-A-LINFORMATION/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION.ASPX](https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx)

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUNE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FIRME	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
ADOBE STOCK	GRÉ À GRÉ	ACHAT DE PHOTOS POUR DIVERSES PUBLICATIONS	71 \$
AGENCE LA FLÈCHE INC.	GRÉ À GRÉ	CONSEIL ET ACCOMPAGNEMENT EN PUBLICITÉ	3 516 \$
CNW TELBEC	GRÉ À GRÉ	DIFFUSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE	1 443 \$
COMMUNICATION CNW QUÉBEC INC.	GRÉ À GRÉ	DIFFUSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE	2 717 \$
DROIT-INC.COM LTÉE	GRÉ À GRÉ	PUBLICATION D'UN APPEL DE CANDIDATURES	395 \$
DROIT-INC.COM LTÉE	GRÉ À GRÉ	PUBLICITÉ POUR LE PROCESSUS PROVINCIAL DE QUALIFICATION À LA FONCTION DE PROCUREUR	454 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PROMOTION SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	1 472 \$
FRANÇOIS SYBILLE DESIGN GRAPHIQUE INC.	GRÉ À GRÉ	CONCEPTION GRAPHIQUE POUR UNE CAMPAGNE VISANT À FAIRE CONNAÎTRE LE BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES ET LE TRAVAIL DE SES PROCUREURS	1 820 \$
GOOGLE	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE TROIS BALADOS VISANT À FAIRE CONNAÎTRE LE BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES ET LE TRAVAIL DE SES PROCUREURS	500 \$

FIRME	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
LINKEDIN	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE TROIS BALADOS VISANT À FAIRE CONNAÎTRE LE BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES ET LE TRAVAIL DE SES PROCUREURS	750 \$
NATIFS INC.	GRÉ À GRÉ	CONSEIL ET ACCOMPAGNEMENT EN PUBLICITÉ	1 150 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	GRÉ À GRÉ	INSCRIPTION AU FESTIVAL VIRTUEL DES JOURNÉES CARRIÈRE DU SERVICE DE PLACEMENT DE L'UNIVERSITÉ LAVAL	350 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU DPCP EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 24).

[HTTP://WWW.DPCP.GOUV.QC.CA/DOCUMENTATION/DIFFUSION_INFORMATION/CONTRAT_PUBLICITE.ASPX](http://www.dpcp.gouv.qc.ca/documentation/diffusion_information/contrat_publicite.aspx)

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUNE.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

FIRME	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
BANQUES ALIMENTAIRES	GRÉ À GRÉ	COMMANDITE	1 025 \$
BLOOM SEARCH MARKETING	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE PRODUITS	2 500 \$
CONCOURS PIERRE-BASILE-MIGNAULT	GRÉ À GRÉ	COMMANDITE	1 500 \$
ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES ACRÉÉS	GRÉ À GRÉ	COMMANDITE	8 505 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE PRODUITS	1 203 \$
FIBROSE KYSTIQUE	GRÉ À GRÉ	COMMANDITE	1 000 \$
FONDATION BARREAU DU QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	COMMANDITE	900 \$
GET SITE CONTROL	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE PRODUITS	1 292 \$
JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	GRÉ À GRÉ	COMMANDITE	16 500 \$
LE JOURNAL DE L'ASSURANCE	GRÉ À GRÉ	COMMANDITE	3 350 \$
LINKEDIN	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE PRODUITS	2 265 \$
PHOTO SERVICE	GRÉ À GRÉ	LANCEMENT MÉDIATIQUE VIRTUEL JURIDIQC	549 \$
PRO BONO QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	COMMANDITE	10 000 \$
SENDIBLE LTD	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE PRODUITS	389 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 24).

[HTTPS://SOQUIJ.QC.CA/FR/A-PROPOS/ACCES-A-L-INFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS](https://soquij.qc.ca/fr/a-propos/acces-a-l-information-et-protection-des-renseignements-personnels)

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUNE.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 24).

[HTTPS://WWW.TAQ.GOUV.QC.CA/FR/A-PROPOS-DU-TRIBUNAL/SERVICES-OFFERTS/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION](https://www.taq.gouv.qc.ca/fr/a-propos-du-tribunal/services-offerts/diffusion-de-l-information)

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

LES COÛTS RELIÉS AUX FRAIS DE PUBLICITÉ CONCERNANT LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINET ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.4 LISTE DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ EFFECTUÉES SPÉCIFIQUEMENT SUR INTERNET (FACEBOOK, AMAZON, ETC.) EN INDIQUANT :

- A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2020-2021, ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022;
- B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
- C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D’OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;
- E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- F. LE RAPPORT STATISTIQUE SUR LA PORTÉE ET LA CLIENTÈLE VISÉE.

LORSQUE LE CONTRAT EST CONCLU PAR L’INTERMÉDIAIRE D’UNE FIRME DE PUBLICITÉ, DÉTAILLER LES PUBLICITÉS EFFECTUÉES SUR INTERNET.

MINISTÈRE

AUCUNE.

FONDS D’ACCÈS À LA JUSTICE

AUCUNE.

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

FIRME	MODE D’OCTROI	OBJET	Coût
CENTRE D’ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES	GRÉ À GRÉ	APPEL DE PROJETS EXTRAORDINAIRE VISANT À MODERNISER L’ACCESSIBILITÉ ET L’OFFRE DE SERVICES AUX PERSONNES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS EN CONTEXTE PANDÉMIQUE	2 817 \$

FONDS DES REGISTRES

AUCUNE.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUNE.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FIRME	MODE D’OCTROI	OBJET	Coût
ABORIGINAL PEOPLES TELEVISION NETWORK INCORPORATED	GRÉ À GRÉ	PLACEMENT MÉDIA « LA DPJ EST DANS TA VIE » CAMPAGNE PUBLICITAIRE – DROITS DES ENFANTS	228 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	DIFFUSIONS DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE « QUAND LA DPJ EST DANS TA VIE » ET DANS LE CADRE DU LANCEMENT DE LA PLATEFORME WEB FUGITIFS.CA	541 \$
LINKEDIN	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE L’APPEL DE CANDIDATURES POUR LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS	232 \$
SPOTIFY	GRÉ À GRÉ	CAMPAGNE « QUAND LA DPJ EST DANS TA VIE » VISANT LES JEUNES PRIS EN CHARGE PAR LA DPJ (PRODUCTIONS RAFALES)	31 \$
SOCIÉTÉ RADIO-CANADA (MÉDIA SOLUTIONS)	GRÉ À GRÉ	CAMPAGNE PUBLICITAIRE SUR LES DROITS DES ENFANTS DANS ESPACES AUTOCHTONES	1 441 \$
SOCIÉTÉ RADIO-CANADA (MÉDIA SOLUTIONS)	GRÉ À GRÉ	CAMPAGNE PUBLICITAIRE SUR LES DROITS DES ENFANTS TOU.TV	2 000 \$
TÉLÉ-QUÉBEC (SITE INTERNET JEUNESSE)	GRÉ À GRÉ	CAMPAGNE « QUAND LA DPJ EST DANS TA VIE » VISANT LES JEUNES PRIS EN CHARGE PAR LA DPJ (PRODUCTIONS RAFALES)	5 053 \$
YOUTUBE	GRÉ À GRÉ	CAMPAGNE « QUAND LA DPJ EST DANS TA VIE » VISANT LES JEUNES PRIS EN CHARGE PAR LA DPJ (PRODUCTIONS RAFALES)	4 962 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUNE.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUNE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FIRME	MODE D’OCTROI	OBJET	Coût
DROIT-INC.COM LTÉE	GRÉ À GRÉ	PUBLICATION D'UN APPEL DE CANDIDATURES	395 \$
DROIT-INC.COM LTÉE	GRÉ À GRÉ	PUBLICITÉ POUR LE PROCESSUS PROVINCIAL DE QUALIFICATION À LA FONCTION DE PROCUREUR	454 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	AUGMENTER LE NOMBRE DE PERSONNES AIMANT LA PAGE FACEBOOK DU DPCP POUR FAIRE CONNAÎTRE DAVANTAGE LE RÔLE DE L'INSTITUTION	330 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PROMOUVOIR LE CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ANNOTÉ 2019	128 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE TROIS BALADOS VISANT À FAIRE CONNAÎTRE LE BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES ET LE TRAVAIL DE SES PROCUREURS	614 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PROMOTION D'UNE ANIMATION VIDÉO SUR LA MARCHÉ À SUIVRE POUR RÉSILIER SON BAIL RÉSIDENTIEL DANS UNE SITUATION DE VIOLENCE CONJUGALE OU APRÈS AVOIR SUBI UNE AGRESSION SEXUELLE	200 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PROMOTION D'UNE ENTREVUE VIDÉO PRÉSENTANT LA NOUVELLE PORTE-PAROLE DU DPCP	200 \$
GOOGLE	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE TROIS BALADOS VISANT À FAIRE CONNAÎTRE LE BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES ET LE TRAVAIL DE SES PROCUREURS	500 \$
LINKEDIN	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE TROIS BALADOS VISANT À FAIRE CONNAÎTRE LE BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES ET LE TRAVAIL DE SES PROCUREURS	750 \$

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUNE.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

FIRME	MODE D’OCTROI	OBJET	Coût
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE PRODUITS	1 203 \$
LINKEDIN	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE PRODUITS	2 265 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUNE.

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L’INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L’OBJET D’UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L’ADMINISTRATION PUBLIQUE.

- G.5** LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :
- PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :**
- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
 - B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
 - D. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.
- PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :**
- E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
 - F. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - G. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
 - H. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.
- PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :**
- I. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
 - J. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
 - K. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ);
 - L. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;
 - M. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - N. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
 - O. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

MINISTÈRE	
TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
CONFÉRENCE DE PRESSE VIRTUELLE – RENTRÉE JUDICIAIRE	497 \$
CONFÉRENCE DE PRESSE VIRTUELLE – TOURNAGE FIERTÉ MONTRÉAL	2 138 \$
CONFÉRENCE DE PRESSE VIRTUELLE – TOURNAGE LANGUE FRANÇAISE	1 006 \$
CONFÉRENCE DE PRESSE VIRTUELLE – TOURNAGE PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI	2 999 \$
CONFÉRENCE DE PRESSE VIRTUELLE – JURIDIQC	2 166 \$

ORGANISMES	
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE	
TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
LANCEMENT VIRTUEL – LANCEMENT DE LA PLATEFORME INTERACTIVE FUGITIFS 24 AOÛT 2020 FOURNISSEUR : GESTION DU FACEBOOK LIVE ITERVALLE.TV	270 \$
LANCEMENT VIRTUEL - RAPPORT TRIENNAL DES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ À L'EMPLOI 9 JUIN 2020 FOURNISSEUR : GESTION DU FACEBOOK LIVE ITERVALLE.TV	270 \$
CONFÉRENCE DE PRESSE VIRTUELLE - DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL 2019-2020 - 7 OCTOBRE 2020 FOURNISSEURS : INTERPRÉTATION EN LANGUE DES SIGNES – SIVET, INVITATIONS AUX MÉDIAS – CNW TELBEC	511 \$
CONFÉRENCE DE PRESSE VIRTUELLE - SORTIE DU BILAN DU RAPPORT SUR LE PROFILAGE RACIAL – 21 OCTOBRE 2020 FOURNISSEURS : INTERPRÉTATION EN LANGUE DES SIGNES – SIVET, INVITATIONS AUX MÉDIAS – CNW TELBEC	511 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

TYPE D’ÉVÉNEMENT	Coût
LANCEMENT VIRTUEL DU SITE JURIDIQC	549 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

G.6 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022;
- E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;
- F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;
- H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

MINISTÈRE

AUCUNE.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUNE.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUNE.

FONDS DES REGISTRES

AUCUNE.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUNE.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ORGANISÉ PAR L'ORGANISME

AUCUNE.

ORGANISÉ PAR UNE FIRME EXTERNE

FOURNISSEURS	TITRE DE LA FORMATION	COÛT	BUT VISÉ
CONFÉRENCE LES AFFAIRES	L'INTRANET : COMMENT EN FAIRE UN OUTIL DE COMMUNICATION ACTUEL ET INCONTOURNABLE	500 \$	AMÉLIORER LES OUTILS ET COMPÉTENCES DE L'AGENT D'INFORMATION RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS INTERNES POUR LA RÉVISION DE L'INTRANET DE LA COMMISSION

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHES 22 ET 23).

[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUNE.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUNE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUNE.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUNE.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

AUCUNE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

ORGANISÉ PAR L'ORGANISME

AUCUNE.

ORGANISÉ PAR UNE FIRME EXTERNE

FOURNISSEURS	TITRE DE LA FORMATION	COÛT	BUT VISÉ
ISARTA – ISARTA INC.	RÉDIGER POUR LE WEB	449 \$	OPTIMISER LES CONTENUS WEB EXISTANTS ET EN CRÉER DE NOUVEAUX. MAÎTRISER LES TECHNIQUES DE RÉDACTION WEB ET ADAPTER LE STYLE DE RÉDACTION. EXPLOITER LA PORTÉE STRATÉGIQUE DU CONTENU WEB

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHES 22 ET 23).
[HTTP://WWW.TAQ.GOUV.QC.CA/FR/A-PROPOS-DU-TRIBUNAL/SERVICES-OFFERTS/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION](http://www.taq.gouv.qc.ca/fr/a-propos-du-tribunal/services-offerts/diffusion-de-l-information)

- G.7** LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION ORGANISÉE POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS EN INDIQUANT :
- A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022;
 - B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - C. LA NATURE DE LA FORMATION;
 - D. LES PERSONNES OU LA FIRME QUI ONT DONNÉ LA FORMATION;
 - E. LES PERSONNES QUI ONT REÇU LA FORMATION AINSI QUE LE TITRE DE LEUR FONCTION.

MINISTÈRE

AUCUNE.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUNE.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUNE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUNE.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUNE.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

AUCUNE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUNE.

G.8 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN **2020-2021**, EN INDIQUANT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- D. LA DATE D’OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- F. L’ÉCHÉANCIER;
- G. DANS LE CAS D’UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L’INDIQUER.

MINISTÈRE

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
ATELIERS DE CONVERSATION ANGLAISE (ACA)	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	Gré à Gré	5 400 \$
ACCEO SOLUTIONS INC.	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	11 851 \$
AÉRONOLISEMENT	SERVICES DE TRANSPORTS AÉRIENS	Gré à Gré	5 745 \$
AÉRONOLISEMENT	SERVICES DE TRANSPORTS AÉRIENS	Gré à Gré	1 825 \$
AÉRONOLISEMENT	SERVICES DE TRANSPORTS AÉRIENS	Gré à Gré	3 651 \$
AÉRONOLISEMENT	SERVICES DE TRANSPORTS AÉRIENS	Gré à Gré	5 745 \$
AÉRONOLISEMENT	SERVICES DE TRANSPORTS AÉRIENS	Gré à Gré	2 646 \$
AÉRONOLISEMENT	SERVICES DE TRANSPORTS AÉRIENS	Gré à Gré	3 162 \$
AHMAD, NASEEM	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	5 052 \$
ALOUPA, LIZZIE	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	9 900 \$
ALPHA TRADUCTION ET INTERPRÉTATION INC.	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	3,650 \$
ANACHINAPÉO, MICHELINE	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	1 130 \$
ANCTIL, GILLES (HUISSIER)	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 077 \$
AVANCIE INC.	SERVICES INFORMATIQUES POUR GESTION DOCUMENTAIRE	Gré à Gré	6 484 \$
BARITEAU, WENDY	SERVICES DE RÉDACTION	Gré à Gré	20 000 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
BEESUM COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE RÉVISION DE FORMULAIRES JUDICAIRE EN LANGUE CRIE	Gré à Gré	5 155 \$
BELL CANADA	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	15 246 \$
BELL CANADA	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	24 468 \$
BELL CANADA	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	24 069 \$
BELL CANADA	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	15 143 \$
BELL CANADA	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	24 743 \$
BELL CANADA	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	24 998 \$
BELL CANADA	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	20 400 \$
BELL CANADA	SERVICES DE COMMUNICATIONS	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	1 606 \$
BERTRAND & PILON, HUISSIER DE JUSTICE INC.	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 298 \$
BEST WESTERN	SERVICES DE LOCATION DE SALLES	Gré à Gré	2 837 \$
BHULLER TEJINDER, SINGH	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	12 686 \$
BLA BLA RÉDACTION S.E.N.C	SERVICES DE RÉVISION LINGUISTIQUE DE DOCUMENTS MINISTÉRIELS	Gré à Gré	9 509 \$
BLIER, PIERRE	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 688 \$
BLOUIN, CLAUDE	SERVICES PROFESSIONNELS EN CONSEIL AXÉ SUR LA GOUVERNANCE	Gré à Gré	20 000 \$
BOURLAKOVA, ANASTASIA	SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 091 \$
BRISEBOIS HUISSIER INC.	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 989 \$
CAMIQ INC.	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	Gré à Gré	8 280 \$
CAPITAL HUMAIN CONCILIUM	SERVICES PROFESSIONNELS EN COACHING	Gré à Gré	2 125 \$
CARPENTIER, HUISSIERS DE JUSTICE	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	13 944 \$
CBCI TELECOM	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	21 946 \$
CBCI TELECOM	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	10 000 \$
CBCI TELECOM	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	10 000 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
CDS Computer Data Source	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	6 480 \$
CFO MASQUÉ	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	1 500 \$
CHATTMAN, CARRI	SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 235 \$
CHAREST, MARIE-EVELINE	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	GRÉ À GRÉ	7 732 \$
CHARRON BOISÉ LÉVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	23 000 \$
CLUB VOYAGES - ABITIBI	SERVICES DE TRANSPORT AÉRIEN	GRÉ À GRÉ	11 851 \$
COMPUGEN INC.	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	1 505 \$
CONFÉRENCES SYLVAIN BOUDREAU, LES	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	5 700 \$
CONSEIL DE LA NATION INNU MATIMEKUSH & LAC JOHN	SERVICES DE LOCATION DE SALLES	GRÉ À GRÉ	7 350 \$
CONVERGE NET	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	2 362 \$
CÔTÉ, SYLVIE	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	8 410 \$
CPE DIVISION B INC.	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	6 800 \$
CPE DIVISION B INC.	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	5 605 \$
CRÉON HUISSIERS INC.	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 181 \$
DARVEAU & ASSOCIÉ HUISSIERS	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 407 \$
DBA UBTRAK INC.	SERVICES PROFESSIONNELS EN ACCOMPAGNEMENT INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	7 120 \$
DÉMÉNAGEMENT EXPRESS	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	GRÉ À GRÉ	1 958 \$
DÉMÉNAGEMENT MONT-BRUNO/LAKESHORE	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	GRÉ À GRÉ	2 235 \$
DÉMÉNAGEMENT SI-TÔT INC.	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	GRÉ À GRÉ	6 276 \$
DONALD J. BRAYLEY HUISSIER	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 491 \$
DOUZE SERVICES CONSEILS INC.	SERVICES MISE EN PLACE PLATEFORME WEB	GRÉ À GRÉ	9 000 \$
DUPONT, JOSÉE	SERVICES PROFESSIONNELS POUR IMPLICATION AU COMITÉ D'AUDIT INTERNE	GRÉ À GRÉ	21 000 \$
ÉCOVIRAGE	SERVICES DE TRANSPORT	GRÉ À GRÉ	20 790 \$
ÉCOVIRAGE	SERVICES DE TRANSPORT	GRÉ À GRÉ	20 790 \$
ÉLITE COMMUNICATION	SERVICES DE TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	6 540 \$
ENTRETIEN P.E.A.C.E PLUS INC.	SERVICES D'ENTRETIEN MÉNAGER	GRÉ À GRÉ	12 768 \$
ENTRUST DATACARD LIMITED	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	24 989 \$
ÉTUDE BROUILLARD, HUISSIERS DE JUSTICE	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 917 \$

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
ÉTUDE DANIEL JEAN HUISSIER	SERVICES D’HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D’EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	3 575 \$
ÉTUDE D'HUISSIER MB	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	2 711 \$
ÉTUDE D'HUISSIERS MARTIMBAULT	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	2 222 \$
ÉTUDE GAÉTAN ROY	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	3 047 \$
ÉTUDE JEAN-MARC CLAVEAU	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	1 321 \$
ÉTUDE J-F BOUCHARD INC., HUISSIER	SERVICES D’HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	4 998 \$
ÉTUDE JOSÉE FORTIN, HUISSIER DE JUSTICE	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	4 315 \$
ÉTUDE KEVIN PLANTE	SERVICES D’HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	7 683 \$
ÉTUDE MARIO BRUNET	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	5 103 \$
ÉTUDE PASCAL GAUMOND	SERVICES D’HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	6 421 \$
ÉTUDE PIERRE MICHAUD	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	14 763 \$
ÉTUDE PIERRE PELLETIER HUISSIER DE JUSTICE	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	3 993 \$
FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES DU NOUVEAU-QUÉBEC	SERVICES D’HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	Gré à Gré	1 326 \$
FFA SERVICES D'EXPERTISES MÉDICALES	SERVICES D’HÉBERGEMENT	Gré à Gré	7 910 \$
FORTIER TOURIGNY HUISSIERS	EXPERTISE MÉDICALE		
FRANÇOIS LE BLANC, HUISSIER DE JUSTICE	SERVICES D’HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	3 741 \$
FUJITSU CONSEIL [CANADA] INC.	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	7 432 \$
GAGNON & GAGNON	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	5 556 \$
GASTON ROY, HUISSIER	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	1 041 \$
GAUTIER, ÉWA	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	3 047 \$
GRAPHICA IMPRESSION INC.	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	3 526 \$
GROUPE MAGNITUDE INC.	SERVICES D’IMPRESSION	Gré à Gré	1 578 \$
GUY TRUCHON HUISSIER	SERVICES D’IMPRESSION	Gré à Gré	1 634 \$
HARNEET-KAUR SINGH	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	2 724 \$
HENRY DESCOTEAUX, HUISSIER	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	1 811 \$
HÔTEL ALT VILLE DE QUÉBEC	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	1 760 \$
HÔTEL FORESTEL	SERVICES DE LOCATION DE SALLES	Gré à Gré	1 234 \$
HÔTEL GOUVERNEUR SHERBROOKE	SERVICES DE LOCATION DE SALLES	Gré à Gré	2 203 \$
HÔTEL INTERCONTINENTAL	SERVICES DE LOCATION DE SALLES	Gré à Gré	2 559 \$
HÔTEL PALACE ROYAL	SERVICES DE LOCATION DE SALLES	Gré à Gré	18 176 \$
		Gré à Gré	1 349 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
HUMAN SOFT CANADA [HSC] INC.	SERVICES PROFESSIONNELS EN ACCOMPAGNEMENT INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	4 200 \$
INDUSTRIELLE ALLIANCE (IA) GROUPE FINANCIER	SERVICES DE SÉCURITÉ ET SURVEILLANCE	GRÉ À GRÉ	13 070 \$
INDUSTRIELLE ALLIANCE (IA) GROUPE FINANCIER	SERVICES DE SÉCURITÉ ET SURVEILLANCE	GRÉ À GRÉ	17 043 \$
INDUSTRIELLE ALLIANCE (IA) GROUPE FINANCIER	SERVICES D'ENTRETIEN MÉNAGER	GRÉ À GRÉ	4 450 \$
INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RÉFORME DU DROIT ET DE LA JUSTICE	SERVICES PROFESSIONNELS EN RECHERCHE	GRÉ À GRÉ	20 000 \$
ISARTA INC.	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	10 570 \$
JASMIN & PIRRO	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 851 \$
JETBRAINS AMERICAS	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	7 455 \$
KEVLAR - COMPLEXE DE VILLE	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	GRÉ À GRÉ	2 714 \$
KOMUTEL	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	1 536 \$
LAFORTUNE LÉGAL INC.	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	12 012 \$
LAFORTUNE TECHNOLOGIES INC.	SERVICES PROFESSIONNELS EN ACCOMPAGNEMENT ET CONSEIL POUR LA COUR D'APPEL	GRÉ À GRÉ	21 700 \$
LATRAVERSE HUISSIERS DE JUSTICE	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 321 \$
LÉGER, CAROLINE (HUISSIER)	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 171 \$
LES CONSEILLERS ACTI-COMMUNICATIONS INC.	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	8 800 \$
LES SERVICES ASSESSMED	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	7 290 \$
LÉVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 210 \$
LIBEO INC.	SERVICES INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	2 726 \$
LIZOTTE MÉDICO EXPERTS	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	11 105 \$
M2D LEADERSHIP	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	24 312 \$
M2D LEADERSHIP	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	12 790 \$
MAGISTRAD - ÉCOLE DE PERFECTIONNEMENT EN TRADUCTION	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	1 850 \$
MARTINEZ, DAVID	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	GRÉ À GRÉ	10 139 \$
MATHIEU, ANDRÉ G	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 088 \$
MESSARA, ANTOINE	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	GRÉ À GRÉ	17 659 \$
MICHEL GAUCHER, HUISSIER DE JUSTICE & ASSOCIÉS	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	10 178 \$
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	11 645 \$
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	6 018 \$
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	2 539 \$
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	11 645 \$

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
MINP LTÉE	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	3 500 \$
MONETTE EXPRESS	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	7 561 \$
MULTIRECYCLE	SERVICES DE TRANSPORT	Gré à Gré	1 146 \$
MUNICIPALITÉ DE NATASHQUAN, LOCATION DU NORD	SERVICES DE LOCATION DE SALLES	Gré à Gré	2 300 \$
NASKAPI COMMUNITY CENTRE	SERVICES DE LOCATION DE SALLES	Gré à Gré	7 500 \$
NATRIX TECHNOLOGIES INC.	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	24 639 \$
NIMBLE INFORMATION STRATEGIES INC.	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	23 148 \$
NIMBLE INFORMATION STRATEGIES INC.	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	8 352 \$
OPEN TEXT CORPORATION	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	4 591 \$
ORACLE CANADA ULC	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	8 627 \$
OUELLET, FRANCE	SERVICES PROFESSIONNELS PRÉSIDENTE DU COMITÉ AUDIT INTERNE DU MINISTÈRE	Gré à Gré	21 000 \$
PARISEAU, LYNE	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	1 245 \$
PATIN, AURÉLIE	SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	7 517 \$
PILON & MÉNARD, HUISSIER	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	7 931 \$
POIRIER HUISSIERS DE JUSTICE	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	1 548 \$
PORT DE HAVRE-SAINT-PIERRE	SERVICES D’HÉBERGEMENT POUR LA COUR ITINÉRANTE	Gré à Gré	2 908 \$
POULIN, GUILLAUME	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	2 842 \$
PROCESSUS LEAN SCAN INC.	SERVICES PROFESSIONNELS	Gré à Gré	1 200 \$
PROULX, LISE	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	3 846 \$
QUINTIN & ASSOCIÉS, HUISSIERS DE JUSTICE SENC	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	4 222 \$
QURAISHI, WASSIMA	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	7 944 \$
R. GAUTHIER, HUISSIER DE JUSTICE	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	1 370 \$
REMORQUAGE NORMAND D'IONNE	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	Gré à Gré	4 400 \$
RENARD, PASCAL	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	1 181 \$
REZA NOUSHADJMAL, MOHAMMAD	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	1 494 \$
RIVERIN, MARIE-MARTHE	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	12 757 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	11 113 \$

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	6 520 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	4 368 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	4 804 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	10 327 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	4 640 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	4 932 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	7 171 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	4 133 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	4 847 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	10 680 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	4 457 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	5 074 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	7 342 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	4 638 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	3 798 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	10 609 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	11 271 \$

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	7 389 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	3 603 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	4 247 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	6 222 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	10 332 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	9 493 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	5 826 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	3 657 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	3 554 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	2 968 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	3 318 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	5 457 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	9 239 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	2 929 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	3 138 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	8 071 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	5 570 \$

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	8 352 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	3 066 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	3 118 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	5 278 \$
SALOTTI-BANVILLE, AUDREY	SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	5 491 \$
SAMY, AROKIA	SERVICES D’INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	1 176 \$
SAS INSTITUTE [CANADA] INC.	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	6 091 \$
SÉCURITÉ B.S.L. LTÉE	SERVICES DE SÉCURITÉ ET SURVEILLANCE	Gré à Gré	1 462 \$
SINISA ANDREÏ, SÉCULIN	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	9 457 \$
SOFTCHOICE LP	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	15 185 \$
SOFTCHOICE LP	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	3 611 \$
SOFTCHOICE LP	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	1 239 \$
SOFTCHOICE LP	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	7 797 \$
SOFTCHOICE LP	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	4 969 \$
SOFTCHOICE LP	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	13 362 \$
SOFTCHOICE LP	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	9 975 \$
SOFTCHOICE LP	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	10 755 \$
SOFTCHOICE LP	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	6 994 \$
SOFTCHOICE LP	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	11 655,00 \$
SOLUTIONS BOOSTA INC.	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	Gré à Gré	3 000 \$
SOLUTIONS PIXIM INC.	SERVICES D’IMPRESSION	Gré à Gré	15 261 \$
SOLUTIONS PIXIM INC.	SERVICES D’IMPRESSION	Gré à Gré	17 493 \$
SOLUTIONS PIXIM INC.	SERVICES D’IMPRESSION	Gré à Gré	6 769 \$
SOLUTIONS PIXIM INC.	SERVICES D’IMPRESSION	Gré à Gré	15 186 \$
SOLUTIONS PIXIM INC.	SERVICES D’IMPRESSION	Gré à Gré	2 176 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
SOLUTIONS XMEDIUS INC., LES	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	8 799 \$
SOM	SERVICES PROFESSIONNELS EN SONDAGES	Gré à Gré	11 200 \$
SOUMA, NADINE	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	7 213 \$
SQL SENTRY, LLC DBA SENTRYONE	SERVICES D'ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	4 000 \$
ST-ÉLMIRE, VALÉRIE	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	2 425 \$
STERICYCLE ULC (SHRED-It)	SERVICES DE DÉCHIQUETAGE	Gré à Gré	24 000 \$
ST-GEORGES, FRANCIS	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	9 357 \$
TALL, AISSATA	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	1 482 \$
TECHNOLOGIA FORMATION	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	Gré à Gré	16 000 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	6 605 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	1 838 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	1 233 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	3 645 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	13 011 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	1 711 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	4 957 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	2 006 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	2 327 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	2 751 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	3 308 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	3 174 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	3 139 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	2 548 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	6 453 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	4 516 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	4 678 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	3 638 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	7 248 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	3 253 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	7 462 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	3 368 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	2 201 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	3 631 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	10 662 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES	COMMANDE DE BIENS/ DEMANDES D'EXÉCUTION	3 290 \$
TIGER TEL	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	GRÉ À GRÉ	2 114 \$
TOURGA COMMUNICATIONS	SERVICES PROFESSIONNELS EN EXPERTISE DE SITES INTRANETS	GRÉ À GRÉ	6 300 \$
TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	SERVIDE DE TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	4 385 \$
TRANSPORT MICHEL	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	GRÉ À GRÉ	3 150 \$
TREMBLAY RAIFFAUD, HUISSIERS	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 118 \$

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
TURCOTTE, JEAN-ROBERT	EXPERTISE MÉDICALE	Gré à Gré	9 500 \$
VEILLEUX, RICHARD	SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D’OFFRES SUR INVITATION	2 370 \$
VILLE DE LAC-MÉGANTIC	SERVICES DE LOCATION DE SALLES	Gré à Gré	1 760 \$
VISION-TRAVAIL ABITIBI- TÉMISCAMINGUE (NORD-DU-QUÉBEC)	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	Gré à Gré	7 896 \$
VIZANT SOFTWARE	SERVICES D’ENTRETIEN MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUES	Gré à Gré	17 209 \$
ZAHRA ALSADAT NAVABZADEH SHAHRE BABAKI	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	3 403 \$

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
9374-3078 QUÉBEC INC. – MYSMART JOURNEY	PROJET FUGITIFS - LICENCE ANNUELLE PLATE-FORME EN LIGNE MYSMARTJOURNEY	Gré à Gré	8 230 \$
ACADÉMIE SYLBERT INC.	FORMATION EN LIGNE ONEDRIVE ET TEAMS (PROJET 20-234)	Gré à Gré	10 938 \$
ACADÉMIE SYLBERT INC.	FORMATION GESTIONNAIRE CDPDJ - MICROSOFT 365 ONEDRIVE, TEAMS ET SHAREPOINT (#DEV-21133)	Gré à Gré	9 625 \$
ACCES INFORMATION MANAGEMENT OF CANADA ULC	SERVICE DE DESTRUCTION SÉCURISÉE DES DOCUMENTS	Gré à Gré	1 364 \$
AEDIFICA INC.	ACCOMPAGNEMENT DE LA COMMISSION PROJET D'AMÉNAGEMENT (SÉLECTION - MOBILIER ET DEVIS, SUIVI DE L'APPEL D'OFFRES ET SURVEILLANCE)	Gré à Gré	6 480 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	ADMINISTRATEUR OFFICE 365 (MS-030T00)	Gré à Gré	2 840 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	ADMINISTRATEUR OFFICE 365 (MS-030T00)	Gré à Gré	2 840 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	MICROSOFT AZURE ADMINISTRATEUR (AZ-104T00)	Gré à Gré	1 652 \$
ALIA CONSEIL INC.	PRÉPARATION ET ANIMATION GROUPES DE DISCUSSION EN LIEN AVEC LE LEVIER DE GESTION « APPRÉCIATION » - NIVEAU D'ENGAGEMENT	Gré à Gré	4 830 \$
ASSOCIATION POUR LA PRÉSERVATION DE LA LANGUE MOHAWK	TRADUCTION DE LA CHARTE SIMPLIFIÉE DE L'ANGLAIS EN LANGUE MOHAWK (KANJEN'HÉHA)	Gré à Gré	2 600 \$
BÉCHARD, DONALD ME	FORMATION: PREUVE PAR EXPERT (VIRTUELLE) AUX EMPLOYÉS DES AFFAIRES JURIDIQUES	Gré à Gré	5 000 \$
BLANKO - 9254-3685 QUÉBEC INC.	AMÉLIORATION DU SITE WEB	Gré à Gré	21 600 \$
BOISVERT YVES PH.D.	FORMATION-CONFÉRENCE: LE MANAGEMENT DES RISQUES ÉTHIQUES, LE NOUVEAU DÉFI DES DIRIGEANTS DES INSTITUTIONS PUBLIQUES	Gré à Gré	1 500 \$
BOURASSA, MARLÈNE-B	DESIGN GRAPHIQUE - CHARTE SIMPLIFIÉE EN LANGUE MOHAWK	Gré à Gré	1 500 \$
BOURASSA, MARLÈNE-B	DESIGN GRAPHIQUE, MISE EN PAGE - CHARTE SIMPLIFIÉE - ALGONQUIN	Gré à Gré	1 800 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
CAISSEY TRANSLATIONS	CONTRAT OUVERT: SERVICE DE TRADUCTION ET RÉVISION DE TRADUCTION (FRANÇAIS-ANGLAIS)	GRÉ À GRÉ	9 486 \$
CASSENDO, DIMANI MATHIEU	PRODUCTION DE 5 ILLUSTRATIONS RELATIVES À LA TROUSSE ÉDUCATIVE - PROJET FUGITFS	GRÉ À GRÉ	2 530 \$
CLIMATISATION J.F.P. INC.	ENTRETIEN PRÉVENTIF - SALLE DES SERVEURS	GRÉ À GRÉ	1 213 \$
CNW TELBEC	DIFFUSION DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	3 506 \$
COGECO CONNEXION INC.	SERVICE DE TÉLÉCOMMUNICATION - SEPT-ÎLES ET TROIS-RIVIÈRES	GRÉ À GRÉ	2 435 \$
COLLEEN BILODEAU	CONTRAT OUVERT: SERVICES DE TRADUCTION ET RÉVISION (FRANÇAIS-ANGLAIS)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 334 \$
COLLEEN BILODEAU	SERVICES DE TRADUCTION - PROJET FUGITFS	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 175 \$
COMMUNICATIONS CASACOM INC.	SERVICE-CONSEIL, GESTION DES ENJEUX	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 825 \$
CONSULTATION BORÉALE (9080-1267 QUÉBEC INC.)	CONTRAT OUVERT - ACCESSIBILITÉ DOCUMENT PDF	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 372 \$
DENISE BABIN COMMUNICATION	SERVICES DE TRADUCTION ET RÉDACTION / DÉCLARATION AUTOCHTONE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 226 \$
DENISE BABIN COMMUNICATION	SERVICES DE TRADUCTION: CAHIER « RECRUTER SANS DISCRIMINER »	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 446 \$
DIÈSE, SOLUTIONS VISUELLES ET DESIGN INC.	CONCEPTION ET COORDINATION D'UNE AFFICHE FRANÇAIS-ANGLAIS POUR LA CAMPAGNE « LOUER SANS DISCRIMINER » ET IMPRESSION	GRÉ À GRÉ	2 231 \$
DIÈSE, SOLUTIONS VISUELLES ET DESIGN INC.	CONCEPTION DE 2 GRAPHIQUES EXPLICATIFS : LE CYCLE DE LA DISCRIMINATION ET LES 14 MOTIFS DE DISCRIMINATION	GRÉ À GRÉ	1 640 \$
DUFOUR, PASCALE	RAPPORT EXPERTISE ET PRÉSENCE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	2 250 \$
DUPUIS-DÉRY, FRANCIS	RAPPORT EXPERTISE ET PRÉSENCE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	2 350 \$
ÉVALUATION PERSONNEL SÉLECTION INTERNATIONAL INC. (EPSI)	ÉVALUATION, TESTS CANDIDATS	GRÉ À GRÉ	8 396 \$
FIBRE NOIRE INTERNET INC.	FIBRE OPTIQUE- MONTRÉAL ET QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	10 527 \$
FIBRE NOIRE INTERNET INC.	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT INTERNET AVEC REHAUSSEMENT À 900Mbps	GRÉ À GRÉ	6 640 \$
FORTINET INC.	RENOUVELLEMENT LICENCE FORTIGATE 300D	GRÉ À GRÉ	7 725 \$
GESTION GEORGES COULOMBE INC.	ENTRETIEN DES LOCAUX ET APPELS DE SERVICE	GRÉ À GRÉ	16 407 \$
GRAPHISCAN MONTRÉAL INC.	IMPRESSIONS AFFICHES « 14 MOTIFS DE DISCRIMINATION » (12 500)	GRÉ À GRÉ	1 240 \$
GRAPHISCAN MONTRÉAL INC.	IMPRESSIONS « RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2019-2020 »	GRÉ À GRÉ	2 118 \$
GRAPHISCAN MONTRÉAL INC.	IMPRESSIONS BROCHURE SYNTHÈSE « PROFILAGE RACIAL 32 PAGES (200 FRANÇAIS ET 50 ANGLAIS)	GRÉ À GRÉ	1 463 \$
GRAPHISCAN MONTRÉAL INC.	IMPRESSIONS BROCHURE « CHARTE SIMPLIFIÉE » EN LANGUE ALGONQUINE (200)	GRÉ À GRÉ	1 081 \$
GRAPHISCAN MONTRÉAL INC.	IMPRESSIONS « CHARTE SIMPLIFIÉE EN LANGUE INNUÉ, MOHAWK ET CRI (3x200) »	GRÉ À GRÉ	2 772 \$
GROUPECHO CANADA INC.	SERVICE DE RECHERCHE - DÉPISTAGE	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	1 343 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
INFORMATIQUE ProCONTACT	GARANTIE DE SUPPORT POUR LE SERVEUR: TRINITY DL360	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	1 099 \$
IMAGES & TECHNOLOGIE (3686035 CANADA INC.)	HÉBERGEMENT SITE DE RELÈVE CDPDJ	GRÉ À GRÉ	11 078 \$
IMAGES & TECHNOLOGIE (3686035 CANADA INC.)	VEEAM BACKUP POUR MICROSOFT OFFICE 365 -COPIE DE SÉCURITÉ ET SUPPORT	GRÉ À GRÉ	3 900 \$
IMAGES & TECHNOLOGIE (3686035 CANADA INC.)	REMPLACEMENT DE L'ÉQUIPEMENT DE STOCKAGE PRINCIPAL	GRÉ À GRÉ	6 900 \$
IMAGES & TECHNOLOGIE (3686035 CANADA INC.)	SAUVEGARDE DES ACTIFS INFORMATIONNELS, PERFORMANCE DES SYSTÈMES ET CONFIGURATION D'ÉQUIPEMENT	GRÉ À GRÉ	4 000 \$
IMAGES & TECHNOLOGIE (3686035 CANADA INC.)	PROLONGATION DE GARANTIE DU SAN EQUALLOGIC PS6100	GRÉ À GRÉ	1 530 \$
INSTITUT TSHAKAPESH	TRADUCTION DE LA CHARTE SIMPLIFIÉE DE L'ANGLAIS EN LANGUE INNUE	GRÉ À GRÉ	2 518 \$
CLIMATISATION J.F.P. INC.	ENTRETIEN PRÉVENTIF - SALLE DES SERVEURS	GRÉ À GRÉ	1 400 \$
IRON MOUNTAIN CANADA OPERATIONS ULC.	LOCATION D'ESPACE - ARCHIVAGE ET MANUTENTION	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	12 492 \$
J.L. ENTRETIEN ENR.	ENTRETIEN MÉNAGER - HORS CONTRAT ENTENTE OCCUPATION	GRÉ À GRÉ	11 774 \$
JVOIX COMMUNICATIONS (JULIE ROBITAILLE)	ENREGISTREMENT DES MESSAGES RV1 (RÉPONSE VOCALE INTERACTIVE) POUR LE CENTRE D'APPEL CDPDJ - NOUVEAU SYSTÈME	GRÉ À GRÉ	1 092 \$
KOMA FILMS INC.	PRODUCTION D'UNE VIDÉO « CONNAISSEZ-VOUS LA COMMISSION? »	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	11 955 \$
LAFORTUNE LEGAL	CONFECTION MÉMOIRE ET CAHIER DE SOURCE (DOSSIER J GABRIEL)	GRÉ À GRÉ	3 319 \$
LE DEVOIR INC.	PUBLICATION D'UNE PLEINE PAGE CAHIER A2 DE L'ÉDITION DU 7 NOVEMBRE 2020 (14 MOTIFS)	GRÉ À GRÉ	10 106 \$
LEMAIRE, JULIE (STÉNOGRAPHE)	SERVICE DE STÉNOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	3 976 \$
LERICHE-GIONET, SAMANTHA	ILLUSTRATION D'UNE CARTE DE VŒUX	GRÉ À GRÉ	1 200 \$
LEXISNEXIS CANADA INC.	FRAIS CODE D'ACCÈS / BASE DE DONNÉES	GRÉ À GRÉ	5 090 \$
LIVINGSTONE, ANNE-MARIE	EXPERTISE ET RAPPORT IDENTIFIANT STÉRÉOTYPES ASSOCIÉS AUX HOMMES NOIRS	GRÉ À GRÉ	2 500 \$
MAGNETO	MISE EN LIGNE BALADO EXPOSITION FUGITIFS VERSION FRANÇAISE ET ANGLAISE	GRÉ À GRÉ	1 475 \$
MATHIEU ST-PIERRE, STÉNOGRAPHE	TRANSCRIPTION DES NOTES STÉNOGRAPHIQUES - TÉMOIGNAGE	GRÉ À GRÉ	2 534 \$
MELOCHE, FRANCIS ME	SERVICES-CONSEILS RELATIONS DE TRAVAIL	GRÉ À GRÉ	12 000 \$
MONETTE BARAKETT S.E.N.C.	CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA CDPDJ DANS LE CADRE DE L'ACCÈS À L'INFORMATION	GRÉ À GRÉ	1 930 \$
MORGAN ANTHONY N.	OFFRIR UNE FORMATION SUR LES BIAIS INCONSCIENTS AU PERSONNEL DE LA CDPDJ EN VISIOCONFÉRENCE	GRÉ À GRÉ	3 500 \$
MOWATT, FRANCIS	TRADUCTION DE LA « CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS SIMPLIFIÉE » DU FRANÇAIS À L'ALGONQUIN (ANICINAPE)	GRÉ À GRÉ	2 845 \$
NDIAYE, ALI (WEBSTER)	DÉVELOPPEMENT D'UNE TROUSSE ÉDUCATIVE SUR L'ESCLAVAGE - EXPOSITION - PROJET FUGITIF	GRÉ À GRÉ	4 000 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
NOËL ET ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L. (ME PIERRE LANDRY)	CORRESPONDANT DE LA CDPDJ DEVANT LA COUR SUPRÊME DU CANADA	GRÉ À GRÉ	2 293 \$
ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGRÉÉS	AFFICHAGE DE POSTE (3)	GRÉ À GRÉ	1 335 \$
ORIZON MOBILE	ACHAT DE CASQUE D'ÉCOUTE SANS FIL PLANTRONICS (3)	GRÉ À GRÉ	1 225 \$
OSE DESIGN INC.	MISE EN PAGE DU RAPPORT TRIENNAL PAÉE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 722 \$
OSE DESIGN INC.	ACCESSIBILITÉ RAPPORT TRIENNAL PAÉE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 975 \$
OSE DESIGN INC.	INFOGRAPHIE RAG 2019-20	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 670 \$
OSE DESIGN INC.	ACCESSIBILITÉ RAG 2019-20	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 465 \$
OSE DESIGN INC.	PRODUCTION CAHIER DROITS JEUNESSE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 203 \$
PILON ANTOINE (CONTRAT UDA)	CAMPAGNE « LA DPJ EST DANS TA VIE » PUBLICITÉ 30 SECONDES - RADIO	GRÉ À GRÉ	1 349 \$
PRO ACTIF	INFOGRAPHIE « BILAN PROFILAGE RACIAL »	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 850 \$
PRO ACTIF	INFOGRAPHIE RECOMMANDATIONS PROFILAGE RACIAL	GRÉ À GRÉ	1 050 \$
PRODUCTION GO (MARC-ANDRÉ BEAUPRÉ)	PRODUCTION D'UNE CAPSULE VIDÉO RETRAÇANT LE CHEMINEMENT D'UNE PLAINTÉ DÉPOSÉE À LA COMMISSION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 977 \$
PRODUCTION GO (MARC-ANDRÉ BEAUPRÉ)	PRODUCTION D'UNE CAPSULE VIDÉO SUR LE TRAITEMENT D'UNE DÉNONCIATION D'EXPLOITATION À LA CDPDJ	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 990 \$
PRODUCTION GO (MARC-ANDRÉ BEAUPRÉ)	RÉALISATION DE 2 « TEASERS » DE 30 SECONDES - CONTESTATION, V.F. (PRODUCTION ET POSTPRODUCTION)	GRÉ À GRÉ	1 696 \$
PURULATOR INC.	SERVICE DE MESSAGERIE	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	3 932 \$
REACT ACADEMY	FORMATION: LES FONDEMENTS DE REACT	GRÉ À GRÉ	1 787 \$
REACT ACADEMY	FORMATION: REACT AVANCÉ	GRÉ À GRÉ	1 787 \$
RENAUD, CÉLINE	AGIR À TITRE DE CHARGÉ DE RESPONSABLE DE CHANTIER DE TRAVAIL, MISE EN ŒUVRE ET BILAN - PROCESSUS TRAITEMENT DES PLAINTES	GRÉ À GRÉ	19 050 \$
RENAUD, CÉLINE	AGIR À TITRE DE CHARGÉ DE RESPONSABLE DE CHANTIER DE TRAVAIL - PROCESSUS TRAITEMENT DES DOSSIERS D'EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES	GRÉ À GRÉ	12 450 \$
RENSEIGNEMENTS STRATÉGIQUES	SERVICE DE DÉPISTAGE	GRÉ À GRÉ	2 130 \$
RÉSEAU RH D'ANNIE INC.	FORMATION DYNAMIQUE « VIRTUALISER SES FORMATIONS »	GRÉ À GRÉ	3 996 \$
ROBINSON, SHEPPERD, SHAPIRO S.E.N.C.R.L. (ME PATRICK HENRY)	FORMATION: THÈME DE L'ADMINISTRATION DE LA PREUVE CIVILE (VIRTUELLE)	GRÉ À GRÉ	5 152 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	SERVICE DE TÉLÉCOMMUNICATION	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	3 338 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	FRAIS CODE D'ACCÈS / BASE DE DONNÉES	GRÉ À GRÉ	9 013 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
SOM - STRATÉGIE, ORGANISATION ET MÉTHODE SOM INC.	RÉALISATION D'UN SONDAGE AFIN DE MESURER LA CONNAISSANCE DES PRINCIPALES FONCTIONS DE LA COMMISSION AUPRÈS DE LA POPULATION - ÉTUDE DE NOTORIÉTÉ ET PERCEPTION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 393 \$
SPIRALIS CONSULTANTS INC.	CONFÉRENCE SUR LE « DIALOGUE AUTHENTIQUE »	GRÉ À GRÉ	3 800 \$
TELUS COMMUNICATION INC.	SERVICE DE TÉLÉCOMMUNICATION	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	4 685 \$
TRADUCFORM	ÉVALUATION TEST D'ANGLAIS, ORAL, ÉCRIT ET RÉDACTION	GRÉ À GRÉ	6 735 \$
TREMBLAY, RÉAL	SUIVI DES INSATISFACTIONS DE LA CLIENTÈLE DE LA COMMISSION - QUALITÉ DES SERVICES	GRÉ À GRÉ	17 920 \$
TRIBU GRAFIK (LA)	RÉALISATION DU VISUEL (AFFICHE) POUR LE PD&L 2020	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 250 \$
VIDÉOTRON LTÉE	SERVICE DE TÉLÉCOMMUNICATION MONTRÉAL, QUÉBEC, SAGUENAY, SAINT-JÉRÔME ET SHERBROOKE	GRÉ À GRÉ	4 764 \$
YOUTUBE VIA GOOGLE ADS	PLACEMENT MÉDIA « LA DPJ EST DANS TA VIE »	GRÉ À GRÉ	4 962 \$
ZAAZAA, AMEL	DÉVELOPPEMENT D'UNE TROUSSE ÉDUCATIVE SUR L'ESCLAVAGE -RÉDACTION - PROJET FUGITIF	GRÉ À GRÉ	5 000 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
ALLIANCE 9000	AFFICHES ET FEUILLETS POUR NOUVEAUX BARÈMES D'AIDE JURIDIQUE	GRÉ À GRÉ	1 928 \$
BEANFIELD METROCONNECT	TÉLÉCOMMUNICATIONS, INTERNET	GRÉ À GRÉ	9 000 \$
BETTINA KARPEL	TRADUCTION DE TEXTES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	1 757 \$
BGA INC.	SERVICES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	1 250 \$
BIJOUTERIE ST-JEAN	RÉALISATION D'ÉPINGLETTES POUR « PRIX MÉRITE »	GRÉ À GRÉ	1 314 \$
COGNAT INC.	SERVICE DE SAUVEGARDES INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	9 950 \$
COGNAT INC.	SERVICE D'ENTRETIEN INFORMATIQUE; MIGRATION OFFICE 365	GRÉ À GRÉ	21 902 \$
COGNAT INC.	SERVICE D'ENTRETIEN INFORMATIQUE; MIGRATION ACCPAC	GRÉ À GRÉ	8 500 \$
DGI - COMPLEXE	ENTRETIEN GÉNÉRAL DES LOCAUX	GRÉ À GRÉ	5 154 \$
FORMATION QUALITEMPS INC.	FORMATIONS	GRÉ À GRÉ	2 100 \$
GESTAR INC.	SOUTIEN ANNUEL LOGICIEL E-DOCUMENTIK	GRÉ À GRÉ	1 927 \$
GROUPE DL SOLUTIONS INFORMATIQUES	FORMATIONS	GRÉ À GRÉ	16 491 \$
HARIEKA GROUPE CONSEIL INC.	FORMATIONS	GRÉ À GRÉ	4 625 \$
HORS-PISTE S.E.N.C.	FORMATIONS	GRÉ À GRÉ	5 000 \$
HUB INTERNATIONAL QUÉBEC LIMITÉ	TRAVAUX DE DÉMARRAGE DU COMITÉ BIPARTITE SUR L'ASSURANCE MALADIE	GRÉ À GRÉ	8 400 \$
HUB INTERNATIONAL QUÉBEC LIMITÉ	RÉVISION DES ÉTATS FINANCIERS PRODUITS PAR SSQ	GRÉ À GRÉ	2 682 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
HUB INTERNATIONAL QUÉBEC LIMITÉ	SUPPORT AU COMITÉ BIPARTITE SUR L'ASSURANCE MALADIE	GRÉ À GRÉ	17 525 \$
IMPRIMERIE MULTIPRESS INC.	IMPRESSION DE DOCUMENTS	GRÉ À GRÉ	2 150 \$
IMPRIMERIE SOCIALE	IMPRESSION D'ENCARTS POUR LE SARPA	GRÉ À GRÉ	4 198 \$
LITHOGRAPHIE ANDRÉ LACHANCE INC.	IMPRESSION DE CHÈQUES	GRÉ À GRÉ	1 534 \$
LAFORTUNE LÉGAL	RÉDACTION DE MÉMOIRE POUR LE SERVICE D'AVOCATS-CONSEILS ET CONTENTIEUX	GRÉ À GRÉ	2 525 \$
LUSSIER DALE PARIZEAU	ASSURANCE COMMERCIALE	GRÉ À GRÉ	19 586 \$
AC MARRIOTT MONTRÉAL CENTRE-VILLE	RÉSERVATION DE SALLE POUR CONFÉRENCE	GRÉ À GRÉ	1 428 \$
COURTYARD MARRIOTT MONTRÉAL	RÉSERVATION DE SALLE POUR CONFÉRENCE	GRÉ À GRÉ	2 875 \$
ME FRANCIS MELOCHE	SERVICES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	4 184 \$
MONERIS	FRAIS DE SERVICES POUR SYSTÈME DE PAIEMENT MONERIS	GRÉ À GRÉ	11 398 \$
MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DE LA QUALITÉ	FORMATIONS	GRÉ À GRÉ	1 930 \$
NETHRIS	FRAIS DE SERVICES POUR SYSTÈME DE PAIE	GRÉ À GRÉ	2 934 \$
PRICEWATERHOUSECOOPERS LLP/S.R.L./S.E.N.C.R.L.	EXPERTISE COMPTABLE; PROCÉDURES SPÉCIFIQUE COVID-19	GRÉ À GRÉ	16 250 \$
PRICEWATERHOUSECOOPERS LLP/S.R.L./S.E.N.C.R.L.	EXPERTISE COMPTABLE; ENTENTE FÉDÉRALE / PROVINCIALE	GRÉ À GRÉ	11 250 \$
LES REBELLES - BOÎTE DE PUBLICITÉ	GRAPHISME POUR LE RAPPORT ANNUEL	GRÉ À GRÉ	2 601 \$
SERVICES GRAPHIQUES DEUX-MONTAGNES	IMPRESSION RAPPORT ANNUEL	GRÉ À GRÉ	5 268 \$
SOCIÉTÉ PLACE DES ARTS	STATIONNEMENTS	GRÉ À GRÉ	8 737 \$
SOM INC.	RÉALISATION D'UN SONDAGE	GRÉ À GRÉ	4 480 \$
LES MESSAGERIES SPEEDO LTÉE.	SERVICE DE MESSAGERIE	GRÉ À GRÉ	1 193 \$
TELUS COMMUNICATION INC.	TÉLÉPHONIE MOBILE	GRÉ À GRÉ	6 356 \$
VUMETRIC SOLUTIONS INC.	AUDIT DE SÉCURITÉ INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	2 125 \$

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
VORTEX SOLUTION INC.	CONCEPTION DE SITE WEB	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	24 250 \$
STEIN MONAST SENCRL	SERVICES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	14 461 \$
PICHÉ OLIVIER BENOÎT	SERVICE DE STÉNOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	1 810 \$
TRADUCTIONS AMÉRIQUE	SERVICE DE TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 778 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEUR		OBJET	MODE D'ŒCTROI	MONTANT
141273 CANADA INC. (MONETTE EXPRESS)		EMBALLAGE ET MANUTENTION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	19 293 \$
9156-9483 QUÉBEC INC. (FORMATION SHAKESPEARE)		FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	1 105 \$
9156-9483 QUÉBEC INC. (FORMATION SHAKESPEARE)		FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	2 150 \$
ACADÉMIE DE GESTION		FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	2 555 \$
ACADÉMIE DE GESTION		FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	2 555 \$
ACCENT FORMATION		FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	1 795 \$
ACCENT FORMATION		FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	1 795 \$
ACCENT FORMATION		FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	2 395 \$
AÉRONOLISEMENT		VOYAGES PAR AVIONS NOLISÉS/TRANSPORT DE PASSAGERS	GRÉ À GRÉ	14 171 \$
AGENCE DE VOYAGE VACANCES INTER INC.		AVIONS COMMERCIAUX À HÉLICES - PASSAGERS/AÉRONEFS	GRÉ À GRÉ	1 507 \$
AIR CREEBEC INC.		VOYAGES PAR AVIONS NOLISÉS/TRANSPORT DE PASSAGERS	GRÉ À GRÉ	3 044 \$
ARTURUS SERVICES DE TRADUCTION		RÉDACTION ET TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 840 \$
AUBERT, LINDA (STÉNOGRAPHE)		SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 298 \$
BÉLIVEAU, SYLVIE (002)		SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	9 000 \$
BIASI, SABINE		RÉDACTION ET TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 083 \$
BIASI, SABINE		RÉDACTION ET TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 069 \$
BLA BLA RÉDACTION S.E.N.C.		SERVICES DE CORRECTION D'ÉPREUVES/RÉDACTION ET TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	18 000 \$
BOISJOLI TRANSPORT INC.		TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	GRÉ À GRÉ	1 400 \$
BOISJOLY, BÉDARD & ASSOCIÉS INC.		SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	6 527 \$
BOLDUC, FRÉDÉRIC (NEUROPSYCHOLOGUE)		SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	8 000 \$
BONDI, ANGELINA (TRADUCTRICE)		RÉDACTION ET TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 146 \$
BONDI, ANGELINA (TRADUCTRICE)		SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	12 400 \$
BRIO CONSEILS		FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	5 000 \$
CALTABANIS, CONSTANTINOS		SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	4 717 \$
CALTABANIS, CONSTANTINOS		SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	3 070 \$
CAPITALE ASSURANCES GÉNÉRALES INC., LA		SERVICES DE PSYCHIATRIE/EXERCICE DE LA MÉDECINE	GRÉ À GRÉ	1 238 \$
CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS		FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	7 407 \$
CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS		FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	5 793 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET D'APPRENTISSAGE LIBELLULE, LE (9307-7253 QUÉBEC INC.)	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	1 350 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	COTISATION À DES ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS CIVIQUES/ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS CIVIQUES	GRÉ À GRÉ	2 965 \$
CHARRON BOISSÉ LÉVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	SERVICES DE HUISSIER DE JUSTICE/SERVICES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	1 364 \$
CLAUDE GUEDJ & ASSOCIÉS PSYCHOLOGIE INDUSTRIELLE ET ORGANISATIONNELLE INC.	SERVICES-CONSEILS EN GESTION	GRÉ À GRÉ	24 000 \$
CNW GROUP LTD.	PHOTOCOPIE/SERVICES DE REPROGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	17 216 \$
COMINAR	SERVICES RELIÉS À LA GESTION IMMOBILIÈRE/SERVICES IMMOBILIERS	GRÉ À GRÉ	5 800 \$
CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA	COTISATION À DES ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS CIVIQUES/ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS CIVIQUES	GRÉ À GRÉ	7 500 \$
CONFIDENTIEL DÉCHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	DESTRUCTION SUR PLACE DE DOCUMENTS PAPIER (DÉCHIQUETAGE)/SÛRETÉ ET SÉCURITÉ PERSONNELLE	GRÉ À GRÉ	2 000 \$
CONSEIL EN GMO	SERVICES-CONSEILS EN GESTION	GRÉ À GRÉ	9 600 \$
COUPAL-NOËL, NICOLAS (PSYCHOLOGUE)	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	1 000 \$
COURRIER PARLEMENTAIRE, LE (PUBLICATION MASS-MÉDIA INC.)	SUPPORTS IMPRIMÉS	GRÉ À GRÉ	2 000 \$
CRÉATION NEWMOOD INC.	SERVICES DE SYSTÈME DE RÉPONSE VOCALE INTERACTIF/SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION	GRÉ À GRÉ	2 960 \$
DANIEL BLOUIN, MÉDECIN INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	2 000 \$
DANIEL DIOTTE	HÔTELS ET LIEUX D'HÉBERGEMENT ET DE RÉUNION	GRÉ À GRÉ	5 400 \$
DELISLE, SUZANNE (003)	COMPTABILITÉ ET VÉRIFICATION	GRÉ À GRÉ	1 000 \$
DÉMÉNAGEMENT BYE BYE (6842569 CANADA INC.)	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	GRÉ À GRÉ	2 504 \$
DÉMÉNAGEMENT BYE BYE (6842569 CANADA INC.)	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	GRÉ À GRÉ	1 225 \$
DÉMÉNAGEMENT DE L'OURS INC.	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	GRÉ À GRÉ	1 752 \$
DÉMÉNAGEMENT HAUTES-LAURENTIDES	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	GRÉ À GRÉ	3 925 \$
DÉMÉNAGEMENT MONT-BRUNO/LAKESHORE INC.	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	GRÉ À GRÉ	1 165 \$
DÉMÉNAGEMENTS TREMBLAY EXPRESS LTÉE, LES	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	GRÉ À GRÉ	4 279 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	15 000 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	10 000 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	15 000 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	16 000 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	7 000 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	20 000 \$
DR YVES TURGEON, PSYCHOLOGUE CLINICIEN INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	6 475 \$
DRUIDE INFORMATIQUE INC.	ENTRETIEN ET SUPPORT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE/SERVICES INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	7 754 \$
ÉCOLE LINGO CANADA	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	1 543 \$
EXPERTISE CHANTAL LAMBERT INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	12 500 \$
EXPERTISES ALAIN LACOURSÈRE INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	5 400 \$
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER ALLIED	SERVICES D'HOMMES À TOUT FAIRE/SERVICES DE CONSTRUCTION, DE RÉPARATION ET D'ENTRETIEN D'IMMEUBLES	GRÉ À GRÉ	2 095 \$
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER ALLIED	PARTIES OU ACCESSOIRES ASSOCIÉS À L'INSTALLATION DE BUREAU/AMEUBLEMENT COMMERCIAL ET INDUSTRIEL	GRÉ À GRÉ	1 187 \$
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	SERVICES DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN	GRÉ À GRÉ	1 889 \$
FORMATION QUALITIMPS INC.	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	1 280 \$
FORMATION RRSPT	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	16 825 \$
FOUR POINTS BY SHERATON & CENTRE DE CONFÉRENCES GATINEAU-OTTAWA	HÔTELS ET LIEUX D'HÉBERGEMENT ET DE RÉUNION	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 008 \$
FRANÇOIS SYBILLE DESIGN GRAPHIQUE INC.	GRAPHISME	GRÉ À GRÉ	23 800 \$
G. CHAMBERLAND, M.D. INC	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	10 000 \$
G. CHAMBERLAND, M.D. INC	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	10 000 \$
G. CHAMBERLAND, M.D. INC	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	10 000 \$
GAGNÉ, MARIO (DÉMÉNAGEMENT MARIO GAGNÉ)	SERVICES DE LIVRAISON DE COURRIER OU DE PETITS COLIS LOCAUX/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	GRÉ À GRÉ	15 000 \$
GESTION B.L. (9300-4877 QUÉBEC INC.)	SERVICES D'AMÉNAGEMENT DE BUREAU - GESTION DE PARC MOBILIER	GRÉ À GRÉ	2 000 \$
GESTION MANON CLÉROUX INC.	SERVICES CONSEILS EN GESTION	GRÉ À GRÉ	4 675 \$
GROUPE CONSEIL CFC INC.	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	1 450 \$
GROUPE INFORMATIQUE TECHNOLOGIA INC.	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	3 000 \$
GROUPE INFORMATIQUE TECHNOLOGIA INC.	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	1 290 \$
HABITAT HONGUEDO INC.	LOCATION DE PROPRIÉTÉS OU D'IMMEUBLES/SERVICES IMMOBILIERS	GRÉ À GRÉ	2 000 \$
HÔTEL LE GERMAIN (GROUPE GERMAIN INC.)	HÔTELS ET LIEUX D'HÉBERGEMENT ET DE RÉUNION	GRÉ À GRÉ	1 000 \$
HÔTEL LE GERMAIN (GROUPE GERMAIN INC.)	HÔTELS ET LIEUX D'HÉBERGEMENT ET DE RÉUNION	GRÉ À GRÉ	1 000 \$
INDIGO PARC CANADA INC.	DROITS DE STATIONNEMENT/TRANSPORT DE PASSAGERS	GRÉ À GRÉ	2 322 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
INTERNATIONAL ASSOCIATION OF PROSECUTORS	INSCRIPTION À DES CONGRÈS OU COLLOQUES/ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS CIVIQUES	GRÉ À GRÉ	3 040 \$
JASMIN, PHILIPPE-OLIVIER	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	6 500 \$
KABANE AGENCE DE MARQUES INC.	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	1 530 \$
LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE	RÉDACTION ET TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	6 300 \$
LAFORTUNE LÉGAL	IMPRESSION/SERVICES DE REPROGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	2 514 \$
LAFRANCHISE, NATHALIE (FORMATRICE CONSULTANTE)	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	6 500 \$
LÉGER	SERVICES DE SONDAGE - ÉCHANTILLON DE LA POPULATION/SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES	GRÉ À GRÉ	2 500 \$
LORD, LYNN (002)	SERVICES-CONSEILS EN GESTION	GRÉ À GRÉ	15 000 \$
MAX AVIATION INC.	VOYAGES PAR AVIONS NOLISÉS/TRANSPORT DE PASSAGERS	GRÉ À GRÉ	5 707 \$
MCLAUCHLIN, MATTHEW (INTERPRÈTE)	SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 184 \$
NATIFS INC.	SERVICES D'AGENCE PUBLICITAIRE/PUBLICITÉ	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	9 500 \$
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	2 135 \$
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC	COTISATION À DES ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS CIVIQUES/ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS CIVIQUES	GRÉ À GRÉ	1 116 \$
PARAMED CLINIQUE SERVICES SANTÉ	SERVICES D'ORTHOPÉDIE/EXERCICE DE LA MÉDECINE	GRÉ À GRÉ	2 000 \$
PAULETTE HOUDE S.O.	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	3 487 \$
PMC PROJET MANAGEMENT CENTRE INC.	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	1 390 \$
PROPAIR INC.	VOYAGES PAR AVIONS NOLISÉS/TRANSPORT DE PASSAGERS	GRÉ À GRÉ	1 013 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	1 650 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	7 800 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	COTISATION À DES ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS CIVIQUES/ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS CIVIQUES	GRÉ À GRÉ	2 905 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	CAPSULES VIDÉO	GRÉ À GRÉ	3 014 \$
REGROUPEMENT DES INTERVENANTS EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE (RIMAS)	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	GRÉ À GRÉ	1 057 \$
RELOCALISATION QUALI-T-PLUS	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	GRÉ À GRÉ	1 500 \$
SAUVÉ, JEAN-MARC (JEAN-MARC SAUVÉ, ADMINISTRATEUR ET CONSEILLER STRATÉGIQUE)	SERVICES-CONSEILS - GESTION DES AFFAIRES/SERVICES CONSEILS EN GESTION	GRÉ À GRÉ	18 000 \$
SERVICES D'EXPERTISES MÉDICO-LÉGALES JURIMED INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	10 000 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
SIEMENS CANADA LIMITEE	ENTRETIEN OU SURVEILLANCE DE SYSTEMES D'ALARME OU DE SURVEILLANCE/SURETE ET SECURITE PERSONNELLE	Gré à Gré	20 692 \$
SIEMENS CANADA LIMITEE	SYSTEMES D'ALARME/SECURITE, SURVEILLANCE ET DETECTION	Gré à Gré	19 033 \$
SOCIÉTÉ PARC-AUTO DU QUÉBEC INC.	DROITS DE STATIONNEMENT/TRANSPORT DE PASSAGERS	Gré à Gré	1 292 \$
SOCIÉTÉ PARC-AUTO DU QUÉBEC INC.	DROITS DE STATIONNEMENT/TRANSPORT DE PASSAGERS	Gré à Gré	1 033 \$
SOCIÉTÉ PARC-AUTO DU QUÉBEC INC.	DROITS DE STATIONNEMENT/TRANSPORT DE PASSAGERS	Gré à Gré	1 033 \$
SOCIÉTÉ PARC-AUTO DU QUÉBEC INC.	DROITS DE STATIONNEMENT/TRANSPORT DE PASSAGERS	Gré à Gré	1 033 \$
SOCIÉTÉ PARC-AUTO DU QUÉBEC INC.	DROITS DE STATIONNEMENT/TRANSPORT DE PASSAGERS	Gré à Gré	1 292 \$
SOCIÉTÉ PARC-AUTO DU QUÉBEC INC.	DROITS DE STATIONNEMENT/TRANSPORT DE PASSAGERS	Gré à Gré	1 292 \$
SOFTCHOICE LP	MAINTENANCE OU SOUTIEN POUR LE MATÉRIEL INFORMATIQUE/SERVICES INFORMATIQUES	Gré à Gré	3 780 \$
SOFTCHOICE LP	MAINTENANCE OU SOUTIEN POUR LE MATÉRIEL INFORMATIQUE/SERVICES INFORMATIQUES	Gré à Gré	4 079 \$
STENOEXPRESS	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	Gré à Gré	1 068 \$
STÉNOFAC INC.	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	Gré à Gré	3 328 \$
STERICYCLE, ULC	DESTRUCTION SUR PLACE DE DOCUMENTS PAPIER (DÉCHIQUETAGE)/SÛRETÉ ET SÉCURITÉ PERSONNELLE	Gré à Gré	10 000 \$
SYSTEMES NWD [MONTRÉAL] INC	TRAITEMENT DE DONNÉES EN LIGNE/SERVICES INFORMATIQUES	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	13 420 \$
TECHNOLOGIA	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	Gré à Gré	4 200 \$
TECHNOLOGIA	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	Gré à Gré	2 550 \$
TECHNOLOGIES LOGMELN CANADA	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	Gré à Gré	2 760 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	RÉDACTION ET TRADUCTION	Gré à Gré	1 432 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	RÉDACTION ET TRADUCTION	Gré à Gré	1 043 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	RÉDACTION ET TRADUCTION	Gré à Gré	1 436 \$
UBIQUUS CANADA INC.	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	Gré à Gré	3 725 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	VOYAGES PAR AVIONS NOLISÉS/TRANSPORT DE PASSAGERS	Gré à Gré	17 106 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	VOYAGES PAR AVIONS NOLISÉS/TRANSPORT DE PASSAGERS	Gré à Gré	1 153 \$

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
ADHOC	TESTS UTILISATEURS- PARCOURS- DIVORCE AMIABLE	GRÉ À GRÉ	10 085 \$
ALLSTREAM INC.	SERVICE D’ENTRETIEN	GRÉ À GRÉ	17 488 \$
APISUM CONSULTANT INC.	SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA MIGRATION DU LOGICIEL BUSINESS OBJECT	GRÉ À GRÉ	8 060 \$
A.R.C. INFORMATIQUE INC.	NOMS DE DOMAINE	GRÉ À GRÉ	1 936 \$
ATELIER MONARQUE ARCHITECTURE	HONORAIRES PROFESSIONNELS	GRÉ À GRÉ	9 519 \$
BINATEK INC.	MAINTENANCE ET SERVICE POUR LOGICIEL ET IMPRIMANTE, FOURNITURES	GRÉ À GRÉ	1 023 \$
BLOOM SEARCH MARKETING INC.	GESTION DE CAMPAGNE NUMÉRIQUE	GRÉ À GRÉ	2 500 \$
CARRÉ, JOHANNE	SERVICES DE RÉVISION-CORRECTION	GRÉ À GRÉ	7 515 \$
CHAMPAGNE, DANIEL	RÉDACTION DE RÉSUMÉS	GRÉ À GRÉ	7 932 \$
CHAMPAGNE, DANIEL	SERVICES DE TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	18 447 \$
CLEVERBRIDGE (ALTARO)	ENTRETIEN POUR LES SYSTÈMES DE SAUVEGARDE	GRÉ À GRÉ	1 395 \$
COMMUNICATIONS GRENIER INC.	FRAIS POUR AFFICHAGES DE POSTES	GRÉ À GRÉ	1 172 \$
COPYCO INC.	IMPRESSION CARTES D’AFFAIRES ET RAPPORT ANNUEL	GRÉ À GRÉ	1 820 \$
CYCLONE SANTÉ INC.	FRAIS POUR DES EXPERTISES MÉDICALES	GRÉ À GRÉ	4 190 \$
DELL CANADA INC.	CONTRATS DE SERVICES SUR ÉQUIPEMENT DE LA SALLE DES SERVEURS	GRÉ À GRÉ	3 095 \$
DESIGN RSTS INC.	ASSEMBLAGE ET MONTAGE DE L’ASSS	GRÉ À GRÉ	1 171 \$
DÉTAILS INVESTIGATION	AUDIT DE SÉCURITÉ	GRÉ À GRÉ	1 964 \$
DROIT INC.	FRAIS POUR AFFICHAGE DE POSTES	GRÉ À GRÉ	1 410 \$
DRUIDE INFORMATIQUE INC.	MAINTENANCE D’UN LOGICIEL	GRÉ À GRÉ	1 173 \$
ELAPSE TECHNOLOGIES 2.0 INC.	SERVICES PROFESSIONNELS POUR TESTS TECHNIQUES	GRÉ À GRÉ	2 625 \$
GESTION MICHEL CLAIR	SERVICES PROFESSIONNELS EN GOUVERNANCE	GRÉ À GRÉ	1 000 \$
GETSITECONTROL	PLACEMENT MÉDIA GMAIL	GRÉ À GRÉ	1 292 \$
GLOBALIA INC.	DÉVELOPPEMENT OUTIL CALCUL DE COÛTS	GRÉ À GRÉ	7 892 \$
GROUPE INFOPRESSE	FRAIS DE FORMATION	GRÉ À GRÉ	2 503 \$
H2O ADVENTURES INC.	ÉVÈNEMENT VIRTUEL	GRÉ À GRÉ	2 875 \$
IRON MOUNTAIN	SERVICES DE SAUVEGARDE SUR BANDE MAGNÉTIQUE	GRÉ À GRÉ	7 425 \$
ISARTA INC.	FRAIS POUR AFFICHAGES DE POSTES	GRÉ À GRÉ	1 355 \$
JB DATALUTION MARKETING INC.	SERVICES PROFESSIONNELS EN SUPPORT WEB ANALYTICS	GRÉ À GRÉ	1 275 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
JÉRÉMY BOUTARIC	SERVICES PROFESSIONNELS EN GOOGLE ANALYTICS ET GOOGLE TAG MANAGER	GRÉ À GRÉ	8 330 \$
JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	PARTENARIAT ANNUEL	GRÉ À GRÉ	16 500 \$
JETBRAINS	MAINTENANCE D'UN OUTIL D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT LOGICIEL	GRÉ À GRÉ	1 873 \$
LANGLOIS, JOANIE	RÉDACTION DE RÉSUMÉS	GRÉ À GRÉ	15 242 \$
LAVERY DE BILLY	SERVICES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	10 000 \$
LES CARRIÈRES JOBWINGS	FRAIS POUR AFFICHAGES DE POSTES	GRÉ À GRÉ	1 300 \$
LINKBYNET INC.	TESTS D'INTRUSION ET VULNÉRABILITÉS	GRÉ À GRÉ	3 000 \$
LINKEDIN	FRAIS POUR AFFICHAGES DE POSTES	GRÉ À GRÉ	4 546 \$
LINKEDIN IRELAND UNLIMITED	FRAIS – MATÉRIEL PUBLICITAIRE	GRÉ À GRÉ	2 265 \$
LOGICIELS SATURNE	MAINTENANCE DU SYSTÈME DE GESTION DES RELEVÉS DE TEMPS	GRÉ À GRÉ	16 789 \$
MAÎTRE D	FRAIS – MATÉRIEL PUBLICITAIRE	GRÉ À GRÉ	20 853 \$
MARIE-LYNE BOSSÉE	SERVICES PROFESSIONNELS EN COMPTABILITÉ	GRÉ À GRÉ	9 450 \$
MAXIME ST-JEAN BERGERON	SERVICES PROFESSIONNELS EN MARKETING NUMÉRIQUE	GRÉ À GRÉ	2 594 \$
NILOBSTAT	SERVICES PROFESSIONNELS EN PLANIFICATION STRATÉGIQUE	GRÉ À GRÉ	2 480 \$
OPENCONNECT SYSTEMS	MAINTENANCE DES LICENCES POUR UN CONVERTISSEUR DE DONNÉES	GRÉ À GRÉ	8 306 \$
OPTIMUM TALENT	FRAIS POUR DES TESTS PSYCHOMÉTRIQUES	GRÉ À GRÉ	4 100 \$
ORACLE CANADA ULC	MAINTENANCE POUR LES SERVEURS UNIX SUN	GRÉ À GRÉ	18 202 \$
ORDRE DES CONSEILLERS ET CONSEILLÈRES EN RESSOURCES HUMAINES	PARTENARIAT ANNUEL	GRÉ À GRÉ	8 505 \$
PCI PERRAULT CONSEIL	SERVICES PROFESSIONNELS EN RÉMUNÉRATION	GRÉ À GRÉ	15 656 \$
PG SOLUTIONS INC.	MAINTENANCE D'UN LOGICIEL DE TRANSFERT DES DONNÉES	GRÉ À GRÉ	9 700 \$
PROMOTIONS UNIVERSELLES	FRAIS CORPORATIFS	GRÉ À GRÉ	1 223 \$
QUALITIFIED SAS	SERVICES PROFESSIONNELS POUR ACCOMPAGNEMENT DU LOGICIEL DE GESTION DOCUMENTAIRE	GRÉ À GRÉ	7 784 \$
QUEST SOFTWARE CANADA INC.	MAINTENANCE DU LOGICIEL DE SAUVEGARDE	GRÉ À GRÉ	9 122 \$
RANDY DELPIERRE	SERVICES PROFESSIONNELS EN CONCEPTION WEB	GRÉ À GRÉ	10 720 \$
REP SOLUTION	FRAIS DE PRODUCTION DE MATÉRIEL PUBLICITAIRE	GRÉ À GRÉ	12 868 \$
RITCHTER S.E.N.C.R.L.	SERVICES PROFESSIONNELS EN VÉRIFICATION	GRÉ À GRÉ	2 520 \$
ROBIC	SERVICES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	22 299 \$
ROBIC	ENREGISTREMENT ET PROTECTION – MARQUE DE COMMERCE	GRÉ À GRÉ	12 903 \$
ROY, VINCENT	RÉDACTION DE RÉSUMÉS	GRÉ À GRÉ	1 704 \$
SAP CANADA INC.	MAINTENANCE DES LICENCES DU LOGICIEL BUSINESS OBJECT	GRÉ À GRÉ	9 559 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
SECTIGO - COMODO	RENOUVELLEMENT DES CERTIFICATS DE SÉCURITÉ	Gré à Gré	1 839 \$
STRIPE	FRAIS FORMATION	Gré à Gré	9 659 \$
STUDIO HOC	SERVICES PROFESSIONNELS EN PUBLICITÉ	Gré à Gré	2 710 \$
SVI eSOLUTIONS INC.	LOCATION DE SALLES DE FORMATION	Gré à Gré	1 372 \$
UXPERTISE	LOCATION ET SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA PLATEFORME DE FORMATION	Gré à Gré	2 289 \$
VERTIGE	ENTRETIEN DES PLANTES	Gré à Gré	3 212 \$
VIDEOTRON S.E.N.C.	HÉBERGEMENT ET SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION ET Gré à Gré	6 262 \$
WP ENGINE INC.	HÉBERGEMENT SaaS	Gré à Gré	1 249 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
GESTION MANON CLÉROUX INC.	SERVICE PROFESSIONNEL	Gré à Gré	20 575 \$
LAOUFI RYM	SERVICE PROFESSIONNEL	Gré à Gré	8 000 \$
ÉVEIL CONSEIL	SERVICE PROFESSIONNEL	Gré à Gré	1 600 \$
PERFORMANCE PROJETS SERVICES CONSEILS INC.	SERVICE PROFESSIONNEL	Gré à Gré	24 750 \$
LES SOLUTIONS VICTRIX INC.	SERVICE PROFESSIONNEL	Gré à Gré	14 000 \$
OCTOPUS-ITSM.COM INC.	SERVICE PROFESSIONNEL	Gré à Gré	1 200 \$
PROFESSIONNELS EN RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS S.A.	SERVICES JURIDIQUES	Gré à Gré	24 500 \$
ME DANIEL CHÉNARD	SERVICES JURIDIQUES	Gré à Gré	9 500 \$
LÉVESQUE LAVOIE AVOCATS INC.	SERVICES JURIDIQUES	Gré à Gré	2 148 \$
MÉNAGEZ-VOUS INC.	ENTRETIEN	Gré à Gré	22 570 \$
BERNACHE CONSEIL INC.	FORMATION	Gré à Gré	6 000 \$
LES ATELIERS DE CONVERSATION ANGLAISE	FORMATION	Gré à Gré	5 400 \$
FORUM OUVERT HS	FORMATION	Gré à Gré	3 325 \$
PAQUETTE CLAUDE	FORMATION	Gré à Gré	1 500 \$
MICRO LOGIC	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	Gré à Gré	8 677 \$
MICRO LOGIC	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	Gré à Gré	7 786 \$
MULTIRECYCLE - 6611800 CANADA INC.	SERVICE DE TRANSPORT	Gré à Gré	1 612 \$

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
Monette Express Quebec	Service de transport	Gré à Gré	1 576 \$
Monette Express Quebec	Service de transport	Gré à Gré	1 341 \$
Monette Express Quebec	Service de transport	Gré à Gré	1 164 \$
La Capitale Immobilière MFQ Inc.	Aménagement des locaux	Gré à Gré	3 483 \$
Delta Sherbrooke	Location de salle	Gré à Gré	1 515 \$
Four Points Hotel Hull/Ottawa	Location de salle	Gré à Gré	1 087 \$
Ffa	Expertise médicale	Gré à Gré	1 915 \$
BCL Purificateurs d'eau Inc.	Entretien et maintenance	Gré à Gré	1 125 \$

* Dépense ou limite contractuelle

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’Administration Publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du Gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

- G.9 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D’OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L’ORGANISME, EN INDIQUANT :**
- A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;**
 - B. LA GRILLE D’ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;**
 - C. LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;**
 - D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L’APPEL D’OFFRES ET L’OCTROI DU CONTRAT;**
 - E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D’OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L’ANNULATION.**

MINISTÈRE

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	MONTANT
2018-09	
LES SERVICES CONSEILS ABNA INC. *	2 356 200 \$
SIRIUS, SERVICES CONSEILS	2 771 153 \$
R3D CONSEIL INC.	2 847 075 \$
ALITHYA SERVICES-CONSEILS INC.	2 969 560 \$
LA SOCIÉTÉ CONSEIL LAMBDA INC.	3 087 931 \$
SERTI PLACEMENT TI INC.	3 161 235 \$
TRANSITION SERVICES CONSEILS INC.	3 272 500 \$
2019-16	
VOLET 1 : COFOMO QUÉBEC *	5 306 878 \$
VOLET 1 : LEVIO-CPU	5 516 616 \$
VOLET 1 : SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS	5 592 750 \$
VOLET 2 : COFOMO QUÉBEC * (PRIX AJUSTÉ LE PLUS BAS**)	8 389 072 \$
VOLET 2 : LEVIO-CPU	8 140 202 \$
VOLET 2 : CGI INC.	10 413 940 \$
2019-17	
ALITHYA CANADA INC. *	2 382 560 \$
LEVIO-CPU	2 455 210 \$
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS	2 976 706 \$
COMPUGEN INC.	4 063 383 \$
2019-21	
COFOMO QUÉBEC *	5 393 018 \$
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS	5 986 200 \$
CGI INC.	6 754 616 \$
2019-30	
BDO CANADA LLP*	1 386 000 \$
2019-31	
COFOMO QUÉBEC*	5 306 502 \$
2019-36	
MNP SENCRL*	1 111 000 \$
2020-02	
LEVIO CONSEILS INC.*	6 067 895 \$
COFOMO QUÉBEC	7 852 183 \$
CGI INC.	NON ACCEPTABLE***
TRANSITION SERVICES CONSEILS INC.	NON ACCEPTABLE***
2020-04	
MICRO FOCUS SOFTWARE (CANADA) ULC*	132 089 \$
2020-05	
MICRO LOGIC*	134 511 \$
2020-08	
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS*	792 000 \$
SERTI PLACEMENT TI INC.	1 071 840 \$
2020-10	
VOLET 01 : LEVIO CONSEILS INC.* (PRIX AJUSTÉ LE PLUS BAS**)	2 840 640 \$
VOLET 01 : COFOMO INC.	2 829 473 \$
VOLET 01 : CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	2 993 760 \$
VOLET 01 : TRANSITION SERVICES CONSEILS INC.	NON ACCEPTABLE***
VOLET 02 : LEVIO CONSEILS INC.*	3 334 901 \$

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	MONTANT
VOLET 02 : COFOMO INC.	3 347 183 \$
VOLET 02 : CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	3 696 000 \$
VOLET 02 : SYSTEMATIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.	NON ACCEPTABLE***
VOLET 02 : TRANSITION SERVICES CONSEILS INC.	NON ACCEPTABLE***
VOLET 03 : LEVIO CONSEILS INC.*	997 920 \$
VOLET 03 : ALITHYA CANADA INC.	1 019 403 \$
VOLET 03 : CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	1 108 800 \$
VOLET 03 : SYSTEMATIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.	1 314 390 \$
VOLET 03 : COFOMO INC.	NON ACCEPTABLE***
VOLET 03 : TRANSITION SERVICES CONSEILS INC.	NON ACCEPTABLE***
2020-11	
ANNEXE A CIRCUIT BAIE JAMES : PROPAIR*	401 280 \$
ANNEXE B CIRCUIT CHIBOUGAMAU - NEMASKA : PROPAIR*	214 850 \$
ANNEXE C CIRCUIT HUDSON INUKJUAU : AIR CREEBEC INC.*	1 609 745 \$
ANNEXE D CIRCUIT UNGAVA	AUCUNE SOUMISSION
ANNEXE E CIRCUIT PROTECTION CRIE : PROPAIR*	198 163 \$
ANNEXE F CIRCUIT PROTECTION INUITE : PROPAIR*	409 780 \$
2020-12	
CIAO TECHNOLOGIES INC.*	1 126 944 \$
OSÉDEA	1 368 423 \$
2020-13	
LA SOCIÉTÉ CONSEIL LAMBDA INC.*	5 789 414 \$
2020-26	
VOLET A : EQUIFAX CANADA CO*	394 800 \$
VOLET B : EQUIFAX CANADA CO*	124 350 \$

*SOUMISSIONNAIRE RETENU.

** PRIX AJUSTÉ SELON L’ANNEXE 2 DU RÈGLEMENT SUR CERTAINS CONTRATS DE SERVICES DES ORGANISMES PUBLICS (CHAPITRE C-65.1, R. 4) OU RÈGLEMENT SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS EN MATIÈRE DE TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION (CHAPITRE C-65.1, R. 5.1).

*** SOUMISSION N’AYANT PAS REÇUE UNE NOTE FINALE D’AU MOINS 70 POINTS AU TERME DE LA TENUE DU COMITÉ DE SÉLECTION.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	MONTANT
TRAVAUX À EXÉCUTION SUR DEMANDE EN ARCHITECTURE DANS LE DOMAINE DES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION	
VOLET 01 : ALITHYA CANADA INC.*	24 600 \$
VOLET 01 : COFOMO QUÉBEC*	27 613 \$
VOLET 01 : M3P SERVICES-CONSEILS*	31 449 \$
VOLET 01 : LEVIO CONSEILS INC.*	32 760 \$
VOLET 01 : TRANSITION SERVICES CONSEILS INC.*	111 195 \$
VOLET 01 : MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.	130 200 \$
VOLET 01 : R3D CONSEIL INC.	140 666 \$
VOLET 02 : LES SERVICES CONSEIL ABNA INC.*	85 386 \$
VOLET 02 : TRANSITION SERVICES CONSEILS INC.*	96 600 \$
VOLET 02 : ALITHYA SERVICES-CONSEILS INC.*	97 680 \$
VOLET 02 : LEVIO CONSEILS INC.*	99 120 \$

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	MONTANT
VOLET 02 : R3D CONSEIL INC.*	99 750 \$
VOLET 02 : COFOMO QUÉBEC	105 924 \$
VOLET 02 : M3P SERVICES-CONSEILS	113 400 \$
VOLET 03 : R3D CONSEIL INC.*	147 825 \$
VOLET 03 : LES SERVICES CONSEILS ABNA INC.*	151 613 \$
VOLET 03 : PROCOM*	153 230 \$
VOLET 03 : TRANSITION SERVICES CONSEILS INC.*	154 000 \$
VOLET 03 : COFOMO QUÉBEC*	160 884 \$
VOLET 03 : ALITHYA SERVICES-CONSEILS INC.	161 700 \$
VOLET 03 : LEVIO CONSEIL INC.	166 320 \$
VOLET 03 : M3P SERVICES-CONSEILS	183 260 \$
VOLET 04 : LEVIO CONSEILS INC.*	82 320 \$
VOLET 04 : COFOMO QUÉBEC*	87 755 \$
VOLET 04 : TRANSITION SERVICES CONSEILS INC.*	92 400 \$
VOLET 04 : MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.*	92 400 \$
VOLET 04 : ALITHYA CANADA*	94 800 \$
VOLET 05 : TRANSITION SERVICES CONSEILS INC.*	79 800 \$
VOLET 05 : ALITHYA CANADA INC.*	82 200 \$
VOLET 05 : LEVIO CONSEILS INC.*	82 320 \$
VOLET 05 : COFOMO QUÉBEC*	86 394 \$
VOLET 05 : MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.*	92 400 \$
VOLET 06 : PROCOM*	218 295 \$
VOLET 06 : LES SERVICES CONSEILS ABNA INC.*	234 119 \$
VOLET 06 : TECHNOCONSEIL (TC) INC.*	237 930 \$
VOLET 06 : TRANSITION SERVICES CONSEILS INC.*	254 100 \$
VOLET 06 : COFOMO QUÉBEC*	266 320 \$
VOLET 06 : ALITHYA CANADA INC.	270 600 \$
VOLET 06 : M3P SERVICES-CONSEILS	272 580 \$
VOLET 06 : MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.	277 200 \$
VOLET 06 : LEVIO CONSEILS INC.	295 680 \$
VOLET 07 : LES SERVICES CONSEILS ABNA INC.*	156 079 \$
VOLET 07 : TECHNOCONSEIL (TC) INC.*	167 860 \$
VOLET 07 : M3P SERVICES-CONSEILS*	181 720 \$
VOLET 07 : MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.*	184 800 \$
VOLET 07 : TRANSITION SERVICES CONSEILS INC.*	184 800 \$
VOLET 07 : COFOMO QUÉBEC	190 236 \$
VOLET 07 : ALITHYA CANADA INC.	193 600 \$
VOLET 07 : LEVIO CONSEILS INC.	195 580 \$
VOLET 08 : LEVIO CONSEIL INC.*	249 480 \$
VOLET 08 : TECHNOCONSEIL (TC) INC.*	251 790 \$
VOLET 08 : ALITHYA CANADA INC.*	277 200 \$
VOLET 09 : TECHNOCONSEIL (TC) INC.*	83 720 \$
VOLET 09 : MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.*	88 550 \$
VOLET 09 : LEVIO CONSEILS INC.*	94 185 \$
VOLET 09 : ALITHYA CANADA INC.*	98 900 \$
ÉQUIPEMENTS DE VISIOCONFÉRENCES	
CBCI TELECOM CANADA INC.*	167 154 \$
AVI-SPL CANADA LTÉE	240 603 \$

*SOUMISSIONNAIRE RETENU.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	MONTANT
2021-007	
COFOMO INC.	ANNULÉ
PROCOM MONTRÉAL	ANNULÉ
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS (MONTRÉAL)	ANNULÉ

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	MONTANT
DESINFECTION DES SURFACES DE CONTACT - MONTREAL	
AUDEA INC.*	158 280 \$
ÉRIC DEBROISE	159 000 \$
CONCIERGERIE SPEICO INC.	163 335 \$
LES SERVICES MÉNAGERS ROY LTÉE	167 460 \$
2439-5584 QUÉBEC INC. (LES ENTREPRISES MARTIN ET LEBLANC)	177 638 \$
JIREH AUTOMATISATION ET ENTRETIEN (9214-9475 QUÉBEC INC.)	192 750 \$
MÉNAGEZ-VOUS INC.	194 940 \$
GROUPE HOLLYWOOD	195 000 \$
SERVICES ENTRETIEN D'IMMEUBLES CONTROLNET INC.	199 500 \$
GLOBOTASK INC.	201 338 \$
LES ENTREPRISES FERVEL INC.	207 000 \$
ENTRETIENS ET INVESTIGATIONS SÉCURES INC.	210 000 \$
SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC.	238 500 \$
KLEEN SERVICES D'ENTRETIEN	242 130 \$
9428-9923 QUEBEC INC.	324 000 \$
DJ ELECTRIK INC.	510 000 \$
SERVICE D'ENTRETIEN LAGOA	78 300 000 \$
ACQUISITION D’UNE LIBRAIRIE DE STOCKAGE ET SES COMPOSANTES	
AUCUN SOUMISSIONNAIRE	

*SOUMISSIONNAIRE RETENU.

L’INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUES D’APPEL D’OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTP://SEAO.CA](http://seao.ca).

G.10 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021 :

- A. LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;**
- B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);**
- C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;**
- D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;**
- E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;**
- F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;**
- G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;**
- H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.**

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTP://WWW.SEAO.CA/](http://www.seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
PROGRAMME DE TRANSFORMATION (LEXIUS)* PROJET 1 : DÉPÔT DES ACTES DE PROCÉDURES ET DES DEMANDES (STATUT : EXÉCUTION EN COURS)	LIVRER LES PRODUITS D'AFFAIRES QUI PERMETTENT DE METTRE À LA DISPOSITION DE LA CLIENTÈLE DES SERVICES DE DÉPÔTS D'ACTES DE PROCÉDURE, DE DEMANDES, AINSI QUE DE DOCUMENTS PAR LE BIAIS DE MOYENS TECHNOLOGIQUES.	29 476 358 \$	592 000 \$	OUI	< 5 %	AUCUNE
PROGRAMME DE TRANSFORMATION (LEXIUS) PROJET 2 : GESTION DU DOSSIER JUDICIAIRE DES REGISTRES ET DU DOSSIER DU JUGE (STATUT : PLANIFICATION EN COURS)	PERMETTRE LA GESTION DU DOSSIER JUDICIAIRE NUMÉRIQUE, DES REGISTRES JUDICIAIRES ET DU DOSSIER DU JUGE, PAR LE BIAIS DE MOYENS TECHNOLOGIQUES ET ADMINISTRATIFS (PLUMITIFS, REGISTRES DES PLAIDEURS SUJETS À AUTORISATION, REGISTRES DES JUGEMENTS ET AUTRES). LA GESTION COMPREND LES ACTIVITÉS DE CRÉATION DU DOSSIER, SON ACCÈS, SA MISE À JOUR ET SA DISPOSITION, SOIT PAR SA DESTRUCTION OU SON VERSEMENT À BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. LE PROJET COMPREND ÉGALEMENT LA CONVERSION ET LA GESTION DES REGISTRES JUDICIAIRES TOUT EN RESPECTANT LES RÈGLES DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ PRESCRITES.	80 810 348 \$	1 104 700 \$	OUI	< 5 %	AUCUNE
PROGRAMME DE TRANSFORMATION (LEXIUS) PROJETS 3 À 6 : 3 : NOTIFICATION ET TRANSMISSION DE DOCUMENTS PAR LE GREFFE 4 : SOUTIEN DE L'INSTANCE, GESTION DES SALLES ET MISE AU RÔLE 5 : GESTION DE L'AUDIENCE NUMÉRIQUE 6 : SERVICES FINANCIERS ET EXÉCUTION DES JUGEMENTS (STATUT : PLANIFICATION EN COURS)	AMÉLIORER LES SERVICES OFFERTS À LA CLIENTÈLE EN NOTIFIANT ET TRANSMETTANT LES DOCUMENTS, EN GÉRANT LES CALENDRIERS D'AUDIENCE ET EN INTÉGRANT LES APPLICATIONS UTILISÉES PAR LES SERVICES FINANCIERS DANS LES GREFFES, LE TOUT DE FAÇON NUMÉRIQUE.	38 476 200 \$	2 332 100 \$	OUI	< 5 %	AUCUNE

*LE DOSSIER D’AFFAIRES EST APPROUVÉ ET LES TRAVAUX DE CONCEPTION SONT TERMINÉS À 100 %. L’EXÉCUTION DU PROJET EST EN DÉMARRAGE.

FONDS D’ACCÈS À LA JUSTICE
AUCUN.

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES
AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALTÉS
ACCOMPAGNEMENT ET CONSTITUTION D’UN DOSSIER D’AFFAIRES (STATUT : TERMINÉ)	MODERNISATION ET TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DU RÉSEAU DE L’AIDE JURIDIQUE. (KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.).	40 660 \$	40 660 \$	N/A	100 %	AUCUNE
METTRE EN PLACE UNE STRATÉGIE ET DES MÉTHODES CLÉS D’UNE GESTION DE PROJET DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DU RÉSEAU DE L’AIDE JURIDIQUE (STATUT : RÉALISATION EN COURS)	MODERNISATION ET TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DU RÉSEAU DE L’AIDE JURIDIQUE. (TALSOM INC.).	59 150 \$	44 590 \$	N/A	75 %	AUCUNE
ACCOMPAGNEMENT À LA GESTION DE L’INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS ET À LA GESTION DU CHANGEMENT DANS LE CADRE DU PROJET DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DU RÉSEAU DE L’AIDE JURIDIQUE (STATUT : RÉALISATION EN COURS)	MODERNISATION ET TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DU RÉSEAU DE L’AIDE JURIDIQUE. (CGI INC.).	59 588 \$	46 253 \$	N/A	78 %	AUCUNE

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALTÉS
DÉCISION ET DOSSIER DE POURSUITE (STATUT : RÉALISATION-EXÉCUTION)	DÉVELOPPEMENT DES COMPOSANTES D’AFFAIRES QUI PERMETTRONT AUX PROCUREURS DE RENDRE UNE DÉCISION SUIVANT L’ANALYSE D’UNE DEMANDE D’INTENTER DES PROCÉDURES.	5 465 800 \$	1 037 304 \$	OUI	25 %	AUCUNE
RÉCEPTION ET ANALYSE DES DEMANDES D’INTENTER DES PROCÉDURES (STATUT : TERMINÉ)	DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ET SOLUTIONS D’AFFAIRES PERMETTANT DE RECEVOIR LES DEMANDES D’INTENTER DES PROCÉDURES ET LES ÉLÉMENTS DE PREUVE DE FAÇON NUMÉRIQUE.	6 950 555 \$	7 297 778 \$	OUI	100 %	AUCUNE

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALTÉS
INFORMATISATION DU FORMULAIRE DE DOTATION (STATUT : TERMINÉ)	INFORMATISATION DU FORMULAIRE ADMINISTRATIF UTILISÉ POUR GÉRER ET OBTENIR L’AUTORISATION DE DOTER UN POSTE AU DPCP.	203 400 \$	190 299 \$	NON	100 %	AUCUNE
SYSTÈME DE RECRUTEMENT DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (STATUT : RÉALISATION-EXÉCUTION)	MISE EN PLACE D’UNE PLATEFORME PERMETTANT LA GESTION DES OPÉRATIONS LIÉES AU RECRUTEMENT DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES.	458 800 \$	459 518 \$	NON	90 %	AUCUNE

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALTÉS
RIIL - RECOURS INTRODUCTIF D’INSTANCE EN LIGNE (INCLUT LES PHASES D’AVANT-PROJET, DE PLANIFICATION ET D’EXÉCUTION)	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE	849 000 \$	790 000 \$	OUI	98 %	AUCUNE
TNDM - TRAITEMENT NUMÉRIQUE DES DÉCISIONS ET DES MOTIFS (INCLUT LES PHASES D’AVANT-PROJET, DE PLANIFICATION ET LA LIVRAISON 1 DE L’EXÉCUTION)	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE	391 000\$	292 000 \$	OUI	65 %	AUCUNE
DDEL - DÉPÔT DE DOCUMENTS EN LIGNE (INCLUT LES PHASES D’AVANT-PROJET, DE PLANIFICATION AINSI QU’UNE ESTIMATION DE LA PHASE EXÉCUTION)	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE	755 000 \$	59 000 \$	OUI	8 %	AUCUNE
MS365 - SOLUTION INFONUAGIQUE (INCLUT LES PHASES D’AVANT-PROJET, DE PLANIFICATION AINSI QU’UNE ESTIMATION DE LA PHASE EXÉCUTION)	MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES	817 000 \$	99 000 \$	NON	12 %	AUCUNE

DE L’INFORMATION SUR LES PROJETS INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU TABLEAU DE BORD EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES À L’ADRESSE SUIVANTE : [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/TABLEAU-DE-BORD/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/).

- G.12** POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE EN INFONUAGIQUE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDiquer :
- A. LE NOM DU PROJET;
 - B. LA NATURE DU PROJET;
 - C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);
 - D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;
 - E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;
 - F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
 - G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
 - H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
 - I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;
 - J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;
 - K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
 - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
 - L. INDiquer SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

G.13 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2020-2021 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- A. LA PHOTOCOPIE;
- B. LE MOBILIER DE BUREAU;
- C. L'AMEUBLEMENT;
- D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;
- E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
- F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
- G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
- H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
- I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
- J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :

a. AU QUÉBEC;

b. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

MINISTÈRE

	MJQ	CDPDJ	CSJ	CJA	DPCP	FAAC	SOQUJD	TAQ
PHOTOCOPIE	N/D	1 648 \$	0 \$	0 \$	N/D	0 \$	N/D	2 020 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	23 465 \$	0 \$	0 \$	180 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	44 \$	0 \$	0 \$	29 \$	56 \$	0 \$	0 \$	0 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	57 025 \$	3 793 \$	1 159 \$	1 545 \$	11 205 \$	0 \$	3 447 \$	2 669 \$
FRAIS DE FÊTES (AUCUN FRAIS D'ALCOOL)	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	36 695 \$	2 198 \$	179 \$	1 257 \$	149 \$	0 \$	153 \$	2 355 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
TOTAL	117 229 \$	7 639 \$	1 338 \$	3 011 \$	11 410 \$	0 \$	3 600 \$	7 044 \$

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.14 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2020-2021, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;
- B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;
- C. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;
- D. LE COÛTS D'UTILISATION DES APPAREILS;
- E. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
- F. LES NOMS DES FOURNISSEURS;
- G. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;
- H. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
- I. LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
- J. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU;
- K. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL.

MINISTÈRE

	MJQ	CDPDJ	CSJ	CJA	DPCP	FAAC	SOQUIJ	TAQ
LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	1 834 \$	0 \$	493 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	549 \$
LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	3 669 \$	0 \$	63 \$	1 \$	INFORMATIONS INCLUSES AUX DONNÉES DU MJQ*	406 \$	0 \$	0 \$
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	21 211 \$	697 \$	754 \$	1 079 \$		0 \$	370 \$	990 \$
LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$		0 \$	0 \$	0 \$
LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$		0 \$	0 \$	0 \$
LES COÛTS DE RÉSILIATION	392 \$	126 \$	0 \$	0 \$		0 \$	0 \$	0 \$

* LE DPCP REMBOURSE UN MONTANT GLOBAL AU MJQ POUR L'OBTENTION DES SERVICES INFORMATIQUES ET DE COMMUNICATION.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 25).

MJQ : <https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-l-information-et-protection-des-renseignements-personnels/>

CDPDJ : <http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx>

CSJ : <https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-l-information/diffusion-de-l-information.aspx>

CJA : <https://www.cja.gouv.qc.ca/fr/faire-demande-acces-information.html>

DPCP : http://www.dpcp.gouv.qc.ca/documentation/diffusion_information/contrat_telecom.aspx

FAAC : <http://www.faac.justice.gouv.qc.ca/#>

SOQUIJ : <http://soquij.qc.ca/fr/a-propos/acces-a-l-information-et-protection-des-renseignements-personnels>

TAQ : <http://www.tao.gouv.qc.ca/fr/a-propos-du-tribunal/services-offerts/diffusion-de-l-information>

G.15	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2020-2021 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022 :	
A.	LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE <u>35 ANS ET PLUS</u> ;	
B.	LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE <u>35 ANS ET MOINS</u> ;	
C.	LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;	
D.	LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;	
E.	LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) : — LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;	
F.	LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;	
G.	LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;	
H.	LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;	
I.	LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;	
J.	L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);	
K.	L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;	
L.	LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;	
M.	LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);	
N.	LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;	
O.	LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;	
P.	LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;	
Q.	LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;	
R.	L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;	
S.	LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.	

MINISTÈRE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	RÉGULIER	OCCA	TOTAL	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
CADRES :															
MOINS DE 35 ANS	2	0	2	2	0,1 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	160	0	160	93	4,1 %	67	7,5 %	11	1,6 %	1	2,1 %	0	0,0 %	2	3,2 %
TOTAL	162	0	162	95	4,2 %	67	7,5 %	11	1,6 %	1	2,1 %	0	0,0 %	2	3,2 %
PERSONNEL PROFESSIONNEL :															
MOINS DE 35 ANS	172	113	285	194	7,3 %	91	10,2 %	32	4,6 %	1	2,1 %	1	3,2 %	4	6,4 %
35 ANS ET PLUS	803	33	836	495	21,8 %	341	38,1 %	122	17,5 %	10	20,8 %	8	25,8 %	5	8,1 %
TOTAL	975	146	1 121	689	29,1 %	432	48,3 %	154	22,1 %	11	22,9 %	9	29,0 %	9	14,5 %
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :															
MOINS DE 35 ANS	223	333	556	508	14,4 %	48	5,4 %	105	15,1 %	4	8,3 %	9	29,1 %	18	29,1 %
35 ANS ET PLUS	1 064	936	2 000	1667	51,9 %	333	37,2 %	425	61,1 %	32	66,7 %	13	41,9 %	33	53,2 %
TOTAL	1 287	1 269	2 556	2 175	66,3 %	381	42,6 %	530	76,2 %	36	75,0 %	22	71,0 %	51	82,3 %
PERSONNEL OUVRIER :															
MOINS DE 35 ANS	0	2	2	0	0,0 %	2	0,2 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	2	12	14	1	0,3 %	13	1,5 %	1	0,1 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	2	14	16	1	0,4 %	15	1,7 %	1	0,1 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL PAR GROUPE D'AGE:															
MOINS DE 35 ANS	3 97	448	845	704	23,8 %	141	15,8 %	137	19,7 %	5	10,4 %	10	32,3 %	22	35,5 %
35 ANS ET PLUS	2 029	981	3 010	2 256	78,1 %	754	84,2 %	559	80,3 %	43	89,6 %	21	67,7 %	40	64,5 %
TOTAL	2 426	1 429	3 855	2 960	100,0 %	895	100,0 %	696	100,0 %	48	100,0 %	31	100,0 %	62	100,0 %

SOURCE : GIR-ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2020-2021
CADRES	136,7
PERSONNEL PROFESSIONNEL	2 983,6
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	6 431,9
PERSONNEL OUVRIER	39,3
TOTAL	9 591,5

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - MALADIES_ VACANCES

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
CADRES	0,0	0,0	0,0	N/D
PERSONNEL PROFESSIONNEL	30 303,1	15 046,8	45 349,9	N/D
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	60 533,7	12 381,3	72 915,0	N/D
PERSONNEL OUVRIER	112,0	0,8	112,8	N/D
TOTAL	90 948,8	27 428,9	118 377,7	N/D

SOURCE : G.15-GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - HEURES SUPPLÉMENTAIRES

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	TOTAL
CADRE	56,0	32,5	141,0	726,0	797,9	141,0	67,0	58,5	265,5	116,0	58,0	2 459,4
PERSONNEL PROFESSIONNEL	140,0	200,2	940,3	3 806,3	5 637,6	1 053,9	323,6	332,3	2 086,8	624,4	299,9	15 445,3
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	252,5	289,1	1 721,5	7 511,0	9 487,2	2 414,4	1 345,7	967,9	3 657,4	1 482,5	1 080,7	30 209,9
PERSONNEL OUVRIER	0,0	1,5	12,5	47,0	25,0	4,5	10,5	6,5	14,5	3,0	1,0	126,0
TOTAL	448,5	523,3	2 815,3	12 090,3	15 947,7	3 613,8	1 746,8	1 365,2	6 024,2	2 225,9	1 439,6	48 240,6

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - MALADIES_ VACANCES

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 54, DU PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE LA LOI. CES RENSEIGNEMENTS NE PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÈMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	3	4	13	14	0	34
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	3	4	16	33	0	56
CAPITALE-NATIONALE	91	717	215	138	0	1 161
MAURICIE	4	4	13	32	0	53
ESTRIE	2	2	12	27	0	43
MONTREAL	24	207	118	206	1	556
OUTAOUAIS	3	1	6	25	0	35
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	3	11	29	0	47
CÔTE-NORD	2	1	5	15	0	23
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	1	0	0	1
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	1	6	10	0	19
CHAUDIÈRE-APPALACHES	1	1	5	12	0	19
LAVAL	3	4	10	21	1	39
LANAUDIÈRE	3	3	13	27	0	46
LAURENTIDES	5	6	23	46	0	80
MONTÉRÉGIE	10	15	50	110	0	185
CENTRE-DU-QUÉBEC	2	2	6	19	0	29
TOTAL	162	975	523	764	2	2 426

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2020-2021
EXPERT	136
ÉMÉRITE	5

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

L. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE

2020-2021	
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	57

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	3	4	15	44	0	66
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	3	5	16	57	0	81
CAPITALE-NATIONALE	91	795	233	320	0	1 439
MAURICIE	4	5	14	56	2	81
ESTRIE	2	3	16	58	1	80
MONTREAL	24	264	150	594	4	1 036
OUTAOUAIS	3	3	11	86	0	103
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	3	17	77	1	102
CÔTE-NORD	2	1	6	38	0	47
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	1	6	0	7
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	2	7	38	0	49
CHAUDIÈRE-APPALACHES	1	1	5	34	0	41
LAVAL	3	4	10	67	2	86
LANAUDIÈRE	3	4	14	57	0	78
LAURENTIDES	5	6	26	120	3	160
MONTÉRÉGIE	10	18	57	262	3	350
CENTRE-DU-QUÉBEC	2	3	6	38	0	49
TOTAL	162	1 121	604	1 952	16	3 855

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D’EMPLOI, POUR 2020-2021 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

R. L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L’INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D’ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION

	2020-2021
NOMBRE DE POSTES VACANTS	N/D

FONDS D’ACCÈS À LA JUSTICE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D’ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D’EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	RÉGULIER	OCCA	TOTAL	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	%
CADRES :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	
TOTAL	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	
PERSONNEL PROFESSIONNEL :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	
35 ANS ET PLUS	3	1	4	80,0 %	1	50,0 %	3	100,0 %	1	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	
TOTAL	3	1	4	80,0 %	1	50,0 %	3	100,0 %	1	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	
35 ANS ET PLUS	1	0	1	20,0 %	1	50,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	
TOTAL	1	0	1	20,0 %	1	50,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	
PERSONNEL OUVRIER :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	
TOTAL	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	
TOTAL PAR GROUPE D'AGE:															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	
35 ANS ET PLUS	4	1	5	100,0 %	2	100,0 %	3	100,0 %	1	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	
TOTAL	4	1	5	100,0 %	2	100,0 %	3	100,0 %	1	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	

SOURCE : GIR-ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2020-2021
CADRES	0,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	36,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	3,4
PERSONNEL OUVRIER	0,0
TOTAL	39,4

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - MALADIES_ VACANCES

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
CADRES	0,0	0,0	0,0	N/D
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0,0	19,5	19,5	N/D
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0,0	0,0	0,0	N/D
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	N/D
TOTAL	0,0	19,5	19,5	N/D

SOURCE : G.15-GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - HEURES SUPPLÉMENTAIRES

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	TOTAL
CADRE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0,0	0,0	0,0	1,0	11,0	1,0	1,0	3,0	24,0	3,0	0,0	44,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0,0	0,0	3,0	8,0	0,5	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	0,0	16,5
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	0,0	0,0	3,0	9,0	11,5	1,0	1,0	3,0	29,0	3,0	0,0	60,5

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - MALADIES_ VACANCES

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 54, DU PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE LA LOI. CES RENSEIGNEMENTS NE PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÈMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.)
ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	3	1	0	0	4
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	3	1	0	0	4

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2020-2021
EXPERT	0
ÉMÉRITE	0

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

L. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE

2020-2021	
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	0

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELLES/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	4	1	0	0	5
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	4	1	0	0	5

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D’EMPLOI, POUR 2020-2021 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

R. L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L’INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D’ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION

	2020-2021
NOMBRE DE POSTES VACANTS	N/D

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D’ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D’EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	RÉGULIER	OCCA	TOTAL	NB	%	NB	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
CADRES :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
PERSONNEL PROFESSIONNEL :															
MOINS DE 35 ANS	1	0	1	1	12,5 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	6	0	6	4	75,0 %	2	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	7	0	7	5	87,5 %	2	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	1	0	1	1	12,5 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	1	0	1	1	12,5 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
PERSONNEL OUVRIER :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL PAR GROUPE D'AGE:															
MOINS DE 35 ANS	1	0	1	1	12,5 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	7	0	7	5	87,5 %	2	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	8	0	8	6	100,0 %	2	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %

SOURCE : GIR-ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2020-2021
CADRES	0,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	17,6
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0,0
PERSONNEL OUVRIER	0,0
TOTAL	17,6

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - MALADIES_ VACANCES

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
CADRES	0,0	0,0	0,0	N/D
PERSONNEL PROFESSIONNEL	15,0	0,0	15,0	N/D
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0,0	0,0	0,0	N/D
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	N/D
TOTAL	15,0	0,0	15,0	N/D

SOURCE : G.15-GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - HEURES SUPPLÉMENTAIRES

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	TOTAL
CADRE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0,0	1,5	6,0	13,0	45,0	8,0	5,0	0,0	17,0	10,0	0,0	105,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0,0	0,0	0,0	10,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	0,0	1,5	6,0	23,0	55,0	8,0	5,0	0,0	17,0	10,0	0,0	125,5

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - MALADIES_ VACANCES

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 54, DU PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE LA LOI. CES RENSEIGNEMENTS NE PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÈMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	7	1	0	0	8
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	7	1	0	0	8

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2020-2021
EXPERT	1
ÉMÉRITE	0

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

L. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE

2020-2021	
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	0

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	7	1	0	0	8
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTRÉAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	7	1	0	0	8

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D’EMPLOI, POUR 2020-2021 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

R. L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L’INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D’ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION

	2020-2021
NOMBRE DE POSTES VACANTS	N/D

FONDS DES REGISTRES

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D’ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D’EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	RÉGULIER	OCCA	TOTAL	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
CADRES :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	5	0	5	3	4,3 %	2	8,0 %	1	2,2 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	5	0	5	3	4,3 %	2	8,0 %	1	2,2 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
PERSONNEL PROFESSIONNEL :															
MOINS DE 35 ANS	1	0	1	1	1,1 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	24	0	24	17	24,6 %	7	28,0 %	6	13,3 %	1	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	25	0	25	18	26,1 %	7	28,0 %	6	13,3 %	1	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :															
MOINS DE 35 ANS	8	6	14	14	14,9 %	0	0,0 %	11	24,4 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	43	7	50	34	49,3 %	16	64,0 %	27	60,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	51	13	64	48	69,6 %	16	64,0 %	38	84,4 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
PERSONNEL OUVRIER :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL PAR GROUPE D'AGE:															
MOINS DE 35 ANS	9	6	15	15	16,0 %	0	0,0 %	11	24,4 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	72	7	79	54	78,2 %	25	100,0 %	34	75,6 %	1	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	81	13	94	69	100,0 %	25	100,0 %	45	100,0 %	1	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %

SOURCE : GIR-ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2020-2021
CADRES	5,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	97,8
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	213,2
PERSONNEL OUVRIER	0,0
TOTAL	316,0

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - MALADIES_ VACANCES

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
CADRES	0,0	0,0	0,0	N/D
PERSONNEL PROFESSIONNEL	352,0	546,0	898,0	N/D
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	311,5	26,9	338,4	N/D
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	N/D
TOTAL	663,5	572,9	1 236,4	N/D

SOURCE : G.15-GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - HEURES SUPPLÉMENTAIRES

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	TOTAL
CADRE	0,0	0,0	0,0	13,5	19,5	11,0	2,0	0,0	2,0	0,0	4,0	52,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0,0	1,0	14,0	141,0	129,3	30,0	9,0	38,7	42,7	30,8	17,0	453,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	20,0	10,0	37,0	128,0	200,0	98,0	41,0	40,3	108,3	78,0	35,0	795,6
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	20,0	11,0	51,0	282,5	348,8	139,0	52,0	79,0	153,0	108,8	56,0	1 301,1

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - MALADIES_ VACANCES

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 54, DU PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE LA LOI. CES RENSEIGNEMENTS NE PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÈMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.)
ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	0	0	0	0	0
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	5	25	35	16	0	81
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	5	25	35	16	0	81

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2020-2021
EXPERT	5
ÉMÉRITE	0

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

L. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE

2020-2021	
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	2

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	0	0	0	0	0
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	5	25	42	22	0	94
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	5	25	42	22	0	94

SOURCE : G.15 GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D’EMPLOI, POUR 2020-2021 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

R. L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L’INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D’ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION

	2020-2021
NOMBRE DE POSTES VACANTS	N/D

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE SONT PAS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (R.L.R.Q., CHAPITRE F-3.1.1).

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LES EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES NE SONT PAS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (R.L.R.Q., CHAPITRE F-3.1.1).

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D’ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D’EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	RÉGULIER	OCCA	TOTAL	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
CADRES :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
PERSONNEL PROFESSIONNEL :															
MOINS DE 35 ANS	1	0	1	1	20,0 %	1	20,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	2	0	2	2	40,0 %	2	40,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	3	0	3	3	60,0 %	3	60,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :															
MOINS DE 35 ANS	1	0	1	1	20,0 %	1	20,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	1	0	1	1	20,0 %	1	20,0 %	1	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	2	0	2	2	40,0 %	2	40,0 %	1	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
PERSONNEL OUVRIER :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL PAR GROUPE D'AGE:															
MOINS DE 35 ANS	2	0	2	2	40,0 %	2	40,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	3	0	3	3	60,0 %	3	60,0 %	1	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	5	0	5	5	100,0 %	5	100,0 %	1	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %

SOURCE : SAGIR-RAPPORT SUR LE TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES MEMBRES DE GROUPES CIBLES PAR REGROUPEMENT D'EMPLOI ET DÉTAILLÉ PAR GROUPES D'ÂGE

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L’ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L’ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L’ACCÈS.

E. LE NOMBRE D’HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D’EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
CADRES	0,0	0,0	0,0	N/D
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0,0	0,0	0,0	N/D
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0,0	0,0	0,0	N/D
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	N/D
TOTAL	0,0	0,0	0,0	N/D

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L’ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L’ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L’ACCÈS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L’ÉDUCATION

ÉN CE QUI A TRAIT À L’INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 54, DU PARAGRAPHE 1° DE L’ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 59 DE LA LOI. CES RENSEIGNEMENTS NE PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉS. PAR AILLEURS, L’AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N’A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L’ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L’ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.)
ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	3	2	0	0	5
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	3	2	0	0	5

SOURCE : SAGIR EI GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES - VERSION 1.5

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2020-2021
EXPERT	0
ÉMÉRITE	0

L. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE

2020-2021	
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	0

SOURCE : SAGIP

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	3	2	0	0	5
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTRÉAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE--APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	3	2	0	0	5

SOURCE : SAGIR EI GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES - VERSION 1.5

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D’EMPLOI, POUR 2020-2021 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

R. L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L’INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D’ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION

	2020-2021
NOMBRE DE POSTES VACANTS	0

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D’ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D’EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	RÉGULIER	OCCA	TOTAL	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
PROCUREUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR:															
MOINS DE 35 ANS	204	94	298	220	23,6 %	78	23,0 %	14	14,1 %	0	0,0 %	3	33,3 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	460	5	465	291	31,2 %	174	51,3 %	23	23,3 %	1	12,5 %	0	0,0 %	10	66,7 %
TOTAL	664	99	763	511	54,8 %	252	74,3 %	37	37,4 %	1	12,5 %	3	33,3 %	10	66,7 %
CADRES :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	24	0	24	14	1,5 %	10	2,9 %	3	3,0 %	0	0,0 %	1	11,1 %	1	6,7 %
TOTAL	24	0	24	14	1,5 %	10	2,9 %	3	3,0 %	0	0,0 %	1	11,1 %	1	6,7 %
PERSONNEL PROFESSIONNEL :															
MOINS DE 35 ANS	16	1	17	12	1,3 %	5	1,5 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	79	0	79	47	5,0 %	32	9,4 %	4	4,0 %	3	37,5 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	95	1	96	59	6,3 %	37	10,9 %	4	4,0 %	3	37,5 %	0	0,0 %	0	0,0 %
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :															
MOINS DE 35 ANS	110	28	138	126	13,5 %	12	3,5 %	13	13,2 %	0	0,0 %	3	33,4 %	1	6,7 %
35 ANS ET PLUS	229	23	252	224	24,0 %	28	8,3 %	42	42,4 %	4	50,0 %	2	22,2 %	3	20,0 %
TOTAL	339	51	390	350	37,5 %	40	11,8 %	55	55,6 %	4	50,0 %	5	55,6 %	4	26,7 %
TOTAL PAR GROUPE D'AGE:															
MOINS DE 35 ANS	330	123	453	358	38,3 %	95	28,0 %	27	27,3 %	0	0,0 %	6	66,7 %	1	6,7 %
35 ANS ET PLUS	792	28	820	576	61,7 %	244	72,0 %	72	72,7 %	8	100,0 %	3	33,3 %	14	93,3 %
TOTAL	1 122	151	1 273	934	100,0 %	339	100,0 %	99	100,0 %	8	100,0 %	9	100,0 %	15	100,0 %

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2021, DRH

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2020-2021
PROCUREUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR	3 078,0
CADRES	36,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	225,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIEN ET ASSIMILÉ	1 547,0
TOTAL	4 886,0

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2021, DRH

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
PROCUREUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR	9 919,0	10 187,0	20 106,0	982 \$
CADRES	0,0	0,0	0,0	0 \$
PERSONNEL PROFESSIONNEL	2 208,0	821,0	3 029,0	1 010 \$
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIEN ET ASSIMILÉ	4 444,0	1 514,0	5 958,0	395 \$
TOTAL	16 571,0	12 522,0	29 093,0	786 \$

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2021, DRH

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	TOTAL
PROCUREUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR	86,0	111,0	452,0	2 251,0	4 150,0	927,0	410,0	217,0	1 196,0	405,0	366,0	10 571,0
CADRE	21,0	21,0	30,0	157,0	152,0	17,0	8,0	4,0	29,0	17,0	3,0	459,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	4,0	17,0	137,0	393,0	629,0	67,0	33,0	18,0	222,0	60,0	23,0	1 603,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	64,0	81,0	387,0	1 402,0	1 822,0	464,0	247,0	87,0	655,0	240,0	183,0	5 632,0
TOTAL	175,0	230,0	1 006,0	4 203,0	6 753,0	1 475,0	698,0	326,0	2 102,0	722,0	575,0	18 265,0

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2021, DRH

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 54, DU PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE LA LOI. CES RENSEIGNEMENTS NE PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÈMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS / BUREAUX	ADMINISTRATEURS D'ÉTAT	CADRES	PROCTUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	0	5	3	0	1	5	0	14
DIRECTION DES COMMUNICATIONS	0	1	1	0	6	2	0	10
BUREAU DES MANDATS ORGANISATIONNELS	1	3	8	2	4	12	0	30
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	0	6	50	1	2	13	18	90
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE	0	6	22	2	3	5	1	39
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION	0	9	0	0	53	17	5	84
QUÉBEC	0	9	54	0	2	15	26	106
EST DU QUÉBEC	0	5	26	0	3	7	11	52
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	10	79	0	1	18	25	133
SUD DU QUÉBEC	0	8	78	0	3	13	26	128
MONTRÉAL	0	12	101	0	4	14	29	160
OUEST DU QUÉBEC	0	4	34	0	1	6	11	56
NORD-DU-QUÉBEC	0	3	21	0	1	3	10	38
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	0	3	17	0	0	2	0	22
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	0	7	42	0	1	7	12	69
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	0	8	52	0	5	22	4	91
TOTAL	1	99	588	5	90	161	178	1 122

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2021, DRH

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2020-2021
EXPERT	16
ÉMÉRITE	0

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2021, DRH

L. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE

	2020-2021
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	3

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2021, DRH

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

	RÉGIONS / BUREAUX	ADMINISTRATEURS D’ÉTAT	CADRES	PROCUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
	SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	0	5	3	0	1	6	0	15
	DIRECTION DES COMMUNICATIONS	0	1	1	0	6	2	0	10
	BUREAU DES MANDATS ORGANISATIONNELS	1	3	11	2	4	18	0	39
	BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	0	6	55	1	2	15	25	104
	BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE	0	6	25	2	3	6	1	43
	DIRECTION GÉNÉRALE DE L’ADMINISTRATION	0	9	0	0	54	17	8	88
	QUÉBEC	0	9	74	0	2	16	30	131
	EST DU QUÉBEC	0	5	31	0	3	9	13	61
	CENTRE-DU-QUÉBEC	0	10	90	0	1	19	27	147
	SUD DU QUÉBEC	0	8	96	0	3	13	32	152
	MONTREAL	0	12	110	0	4	14	32	172
	OUEST DU QUÉBEC	0	4	42	0	1	6	13	66
	NORD-DU-QUÉBEC	0	3	29	0	1	3	13	49
	BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	0	3	17	0	0	2	0	22
	BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	0	7	45	0	1	7	13	73
	BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	0	8	58	0	5	24	6	101
	TOTAL	1	99	687	5	91	177	213	1 273

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2021, DRH

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D’EMPLOI, POUR 2020-2021 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

R. L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L’INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D’ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION

	2020-2021
NOMBRE DE POSTES VACANTS	N/D

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D’ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D’EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	RÉGULIER	OCCA	TOTAL	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
CADRES : MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0,0 %			0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	1	0	1	1	16,7 %			0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	1	0	1	1	16,7 %			1	50,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL															
PERSONNEL PROFESSIONNEL : MOINS DE 35 ANS	1	1	2	2	33,3 %			0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0	0,0 %			0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	1	1	2	2	33,3 %			0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS : MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0,0 %			0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	3	0	3	1	25,0 %			1	50,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	3	0	3	1	25,0 %			1	50,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
PERSONNEL OUVRIER : MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0,0 %			0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0	0,0 %			0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	0	0	0	0	0,0 %			0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL PAR GROUPE D'AGE: MOINS DE 35 ANS	1	1	2	2	33,3 %			0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	4	0	4	2	66,7 %			2	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	5	1	6	4	100,0 %			2	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %

SOURCE : SAGIP (28.02.2021)

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2020-2021
CADRES	0,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	8,0
PERSONNEL OUVRIER	0,0
TOTAL	8,0

SOURCE : SAGIP

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
CADRES	0,0	0,0	0,0	0 \$
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0,0	0,0	0,0	0 \$
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0,0	0,0	0,0	0 \$
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	0 \$
TOTAL	0,0	0,0	0,0	0 \$

SOURCE : SAGIP

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	TOTAL
CADRE	0,0	0,0	3,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	0,0	13,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	6,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0,0	0,0	0,0	9,0	5,0	7,0	0,0	2,0	2,0	0,0	1,0	26,0
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	0,0	0,0	3,0	16,0	5,0	7,0	1,0	2,0	8,0	2,0	1,0	45,0

SOURCE : SAGIP

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 54, DU PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE LA LOI. CES RENSEIGNEMENTS NE PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÈMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	0	0	0	0	0
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	1	1	2	1	0	5
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1	1	2	1	0	5

SOURCE : SAGIP

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2020-2021
EXPERT	0
ÉMÉRITE	0

SOURCE : SAGIP

L. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE

2020-2021	
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	0

SOURCE : SAGIP

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	0	0	0	0	0
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	1	2	2	1	0	6
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE--APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1	2	2	1	0	6

SOURCE : SAGIP

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D’EMPLOI, POUR 2020-2021 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

R. L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L’INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D’ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION

	2020-2021
NOMBRE DE POSTES VACANTS	1

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

LES EMPLOYÉS DE LA SOQUIJ NE SONT PAS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (R.L.R.Q., CHAPITRE F-3.1.1).

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D’ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D’EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	RÉGULIER	OCCA	TOTAL	NB	%	NB	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
CADRES : MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0,0 %		0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	9	0	9	5	4,7 %		3,6 %	1	1,8 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	9	0	9	5	4,7 %		3,6 %	1	1,8 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
PERSONNEL PROFESSIONNEL :															
MOINS DE 35 ANS	12	1	13	13	6,7 %		9,4 %	3	5,3 %	0	0,0 %	0	0,0 %	1	33,3 %
35 ANS ET PLUS	49	2	51	27	26,4 %		19,6 %	13	22,8 %	0	0,0 %	0	0,0 %	1	33,3 %
TOTAL	61	3	64	40	33,1 %		29,0 %	16	28,1 %	0	0,0 %	0	0,0 %	2	66,7 %
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :															
MOINS DE 35 ANS	26	7	33	30	17,1 %		21,7 %	9	15,8 %	1	16,7 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	73	14	87	63	45,1 %		45,7 %	31	54,4 %	5	83,3 %	0	0,0 %	1	33,3 %
TOTAL	99	21	120	93	62,2 %		67,4 %	40	70,2 %	6	100,0 %	0	0,0 %	1	33,3 %
PERSONNEL OUVRIER :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0,0 %		0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0	0,0 %		0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	0	0	0	0	0,0 %		0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL PAR GROUPE D'AGE:															
MOINS DE 35 ANS	38	8	46	43	23,8 %		31,2 %	12	21,1 %	1	16,7 %	0	0,0 %	1	33,3 %
35 ANS ET PLUS	131	16	147	95	76,2 %		68,8 %	45	78,9 %	5	83,3 %	0	0,0 %	2	66,7 %
TOTAL	169	24	193	138	100,0 %		100,0 %	57	100,0 %	6	100,0 %	0	0,0 %	3	100,0 %

SOURCE : GIR-ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2020-2021
CADRES	5,4
PERSONNEL PROFESSIONNEL	145,2
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	424,7
PERSONNEL OUVRIER	0,0
TOTAL	575,3

SOURCE : RAPPORT SAGIR – ABSENCE ET FORMATION (VACANCES) 2020-2021

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
CADRES	0,0	0,0	0,0	N/D
PERSONNEL PROFESSIONNEL	1 754,1	232,1	1 986,2	N/D
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	1 017,5	378,1	1 395,6	N/D
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	N/D
TOTAL	2 771,6	610,2	3 381,8	N/D

SOURCE : RAPPORT SAGIR – HEURES SUPPLÉMENTAIRES

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	TOTAL
CADRE	0,0	0,0	8,0	23,0	74,0	11,0	0,0	2,0	20,0	2,0	1,0	141,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	2,0	8,5	51,3	214,3	321,5	95,5	48,5	10,5	99,0	49,5	25,5	926,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	10,0	6,5	91,1	367,3	319,5	151,0	72,0	66,6	189,5	59,0	28,6	1361,1
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	12,0	15,0	150,4	604,6	715,0	257,5	120,5	79,1	308,5	110,5	55,1	2 428,1

SOURCE : RAPPORT SAGIR – ABSENCE ET FORMATION (VACANCES) 2020-2021

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 54, DU PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE LA LOI. CES RENSEIGNEMENTS NE PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÈMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	6	45	31	15	0	97
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	3	16	29	24	0	72
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	9	61	60	39	0	169

SOURCE : RAPPORT SAGIR – EFFECTIFS ET RÉSERVES

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2020-2021
EXPERT	7
ÉMÉRITE	0

SOURCE : RAPPORT SAGIR – EFFECTIFS ET RÉSERVES (EFFECTIFS COMPLEXITÉ)

L. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE

2020-2021	
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	3

SOURCE : RAPPORT SAGIR – EFFECTIFS ET RÉSERVES (EFFECTIFS TRAITEMENT SUPÉRIEUR)

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	6	47	34	19	0	106
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTRÉAL	3	19	34	35	0	91
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE--APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	9	66	68	54	0	197

SOURCE : RAPPORT SAGIR – POSTES

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D’EMPLOI, POUR 2020-2021 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

R. L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L’INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D’ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION

	2020-2021
NOMBRE DE POSTES VACANTS	13

SOURCE : RAPPORT SAGIR – POSTES

- G.16** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2021-2022 :
- A.** LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;
 - B.** LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;
 - C.** LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2020-2021 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;
 - D.** LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.
-

A ET C LA RÉPONSE À CES QUESTIONS SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

- B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2020-2021, AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

- D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS**

114 RETRAITÉS.

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE

- B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2020-2021, AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

- D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS**

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

- B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2020-2021, AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

- D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS**

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

- B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2020-2021, AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

- D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS**

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

- B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2020-2021, AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

- D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS**

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

20 REMPLACEMENTS.

D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

2 RETRAITÉS.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

7 REMPLACEMENTS.

D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

AUCUN.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

POUR L'EXERCICE 2020-2021, AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

POUR L'EXERCICE 2020-2021, AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

14 RETRAITÉS.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

POUR L'EXERCICE 2020-2021, AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

POUR L'EXERCICE 2020-2021, AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

POUR L'EXERCICE 2020-2021, AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'À ÉTÉ FIXÉ.

D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

3 RETRAITÉS.

G.17 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2020-2021 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
- G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- H. LA DURÉE DU BAIL;
- I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT;
- K. S'IL S'AGIT D'UN RENOUVELLEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE;
- L. EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.

MINISTÈRE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2020	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL (DGRC)	814 642 \$	3 957,78	790 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
725, BOUL. HARVEY OUEST, ALMA	418 244 \$	3 003,24	2 868 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
891, 3 ^E RUE OUEST, AMOS	549 063 \$	3 030,87	55 638 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
242, RUE PRINCIPALE SUD, AMOS	90 233 \$	533,34			INFORMATION SQI	CONSTRUCTION GOLIX S.G.C. INC.
29, BOUL. SAINT-BENOIT, AMQUI	113 446 \$	550,45	2 392 \$		INFORMATION SQI	MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA MATAPÉDIA
71, AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU	467 991 \$	2 539,67	16 194 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
30, RUE JOHN, CAMPBELL'S BAY	208 022 \$	865,06	9 716 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
17, RUE LACROIX, CARLETON-SUR-MER	50 487 \$	305,61	2 070 \$		INFORMATION SQI	MAISON MONTI ENR.
860, 3 ^E RUE, CHIBOUGAMAU	125 629 \$	775,92	1 754 \$		INFORMATION SQI	LES IMMEUBLES DU NORD
227, RUE RACINE EST, CHICOUTIMI	1 286 807 \$	5 739,40	31 642 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
920, RUE PRINCIPALE, COWANSVILLE	715 031 \$	1 722,22			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1 420, BOUL. WALBERG, DOLBEAU-MISTASSINI	87 784 \$	531,08	5 369 \$		INFORMATION SQI	IMMEUBLE MCJR INC.
1 680, BOUL. SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE	393 357 \$	2 435,28	21 809 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
134, ROUTE 138 EST, FORESTVILLE	26 472 \$	210,31	3 285 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
11, RUE DE LA CATHÉDRALE, GASPÉ	60 787 \$	242,07	2 510 \$		INFORMATION SQI	HABITAT HONGUEDO INC.

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2020	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
170, RUE DE L'HÔTEL DE VILLE, GATINEAU	2 313 246 \$	10 627,29	68 638 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
77, RUE PRINCIPALE, GRANBY	609 242 \$	4 787,28	55 558 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
200, RUE SAINT-MARC, JOLIETTE	1 476 819 \$	6 237,36	101 553 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
450, RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	91 720 \$	592,60			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
604, RUE STURALIKUUT, KUUJUAQ	110 280 \$	349,40	44 729 \$		INFORMATION SQI	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK
1123, ROUTE ÎMIRTAVIK, KUUJUAQ	46 808 \$	109,95			INFORMATION SQI	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK
985, RUE MAKIVIK, KUUJUAQ	37 120 \$	109,72			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ MAKIVIK
1125, AVENUE HENRI JAMET, KUUJUAUAPIK	68 523 \$	334,57			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
30, CHEMIN DE LA VALLÉE, LA MALBAIE	331 746 \$	1 004,05	4 492 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
651, 2 ^E RUE EST, LA SARRÉ	72 975 \$	407,59	10 179 \$		INFORMATION SQI	LES IMMEUBLES NORBI INC.
290, RUE SAINT-JOSEPH, LA TUQUE	155 470 \$	713,33	2 322 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ EN COMM. CARREFOUR LA TUQUE (1995)
505, RUE BETHANY, LACHUTE	36 006 \$	215,47	4 792 \$		INFORMATION SQI	9088-6003 QUÉBEC INC.
5527, RUE FRONTENAC, LAC-MÉGANTIC	111 216 \$	636,49	1 656 \$		INFORMATION SQI	VILLE DE LAC-MÉGANTIC
2800, BOUL. SAINT-MARTIN OUEST, LAVAL	2 244 853 \$	9 159,61	144 559 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
405, CHEMIN D'EN HAUT, ÎLE DU HAVRE-AUBERT	174 945 \$	407,39	3 660 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
2555, BOUL. ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	2 091 416 \$	11 636,18	152 718 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
25, BOULEVARD LAFAYETTE, LONGUEUIL	207 608 \$	773,74			INFORMATION SQI	IMM. REDBOURNE SOUTH SHORE INC.
7, RUE PRINCIPALE EST, MAGOG	3 974 \$	78,10			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
266, RUE NOTRE-DAME, MANIWAKI	157 164 \$	884,63	17 060 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
382, AVENUE SAINT-JÉRÔME, MATANE	116 664 \$	685,70	2 933 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
40, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, MONT-JOLI	27 997 \$	358,72	712 \$		INFORMATION SQI	CORPORATION MUNICIPALE MONT-JOLI
645, RUE DE LA MADONE, MONT-LAURIER	1 184 588 \$	3 521,53	13 246 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
110, AVENUE JACQUES-CARTIER, MONTMAGNY	1 150 342 \$	2 702,21	3 794 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
450, BOUL. GOUIN OUEST, MONTRÉAL	1 174 602 \$	3 159,51	32 109 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	17 190 005 \$	83 101,30	550 061 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
205, RUE VIGER, MONTRÉAL	161 601 \$	662,67			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
100, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL - CA	3 604 550 \$	12 601,09	34 868 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
410, RUE DE BELLECHASSE EST, MONTRÉAL - CJ	3 135 063 \$	12 805,52	54 573 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL - FAAC	57 017 \$	275,28			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
87, BOUL. GÉRARD-D.-LÉVESQUE, NEW CARLISLE	564 825 \$	2 319,60	835 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2020	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
460, BOUL. LOUIS-FRÉCHETTE, NICOLET	17 216 \$	180,53			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
124, ROUTE 132, PERCÉ	462 364 \$	1 851,59	14 254 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
730, ROUTE PUVIRNITUQ, PUVIRNITUQ	272 861 \$	415,84	38 093 \$		INFORMATION SQI	ASSOCIATION COOPERATIVE DE POVUNGNIITUK
300, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	6 418 363 \$	32 720,97	110 847 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1665, BOUL. WILFRID-HAMEL OUEST, QUÉBEC	89 958 \$	1 042,88			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
2875, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	766 031 \$	3 184,51			INFORMATION SQI	CROMWELL
1020, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	320 959 \$	1 440,12			INFORMATION SQI	IMMEUBLES RÉGIME VII INC. & AL.
1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	4 208 540 \$	18 525,21			INFORMATION SQI	L'INDUSTRIELLE ALLIANCE SERV. IMMOBILIERS INC.
1, MONTÉE DES ARSENAUX, REPENTIGNY	13 195 \$	100,00			INFORMATION SQI	VILLE DE REPENTIGNY
183, AVENUE DE LA CATHÉDRALE, RIMOUSKI	268 695 \$	2 559,07	7 708 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
337, RUE MOREAULT, RIMOUSKI	17 397 \$	104,57			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
33, RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP	889 122 \$	4 247,48	15 088 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
750, BOUL. SAINT-JOSEPH, ROBERVAL	132 102 \$	1 352,89	6 867 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
2, AVENUE DU PALAIS, ROUYN-NORANDA	417 168 \$	1 816,35	6 940 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
85, RUE SAINT-VINCENT, SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	57 494 \$	314,00	2 561 \$		INFORMATION SQI	ROBERT WASSERMAN ET GEORGES WEISZ
10, BOUL. SAINTE-ANNE OUEST, SAINTE-ANNE-DES-MONTS	86 120 \$	539,62	5 580 \$		INFORMATION SQI	DOMINIQUE MICHAUD
1550, RUE DESSAULES, SAINT-HYACINTHE	612 616 \$	3 544,72	75 842 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
6625 BOULEVARD CHOQUETTE, SAINT-HYACINTHE	79 546 \$	636,70			INFORMATION SQI	DARMEUX INC.
109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	1 126 466 \$	5 006,91	18 355 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
25, RUE DE MARTIGNY OUEST, SAINT-JÉRÔME	2 349 300 \$	9 981,80	126 309 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
25, RUE DE MARTIGNY OUEST, SAINT-JÉRÔME (ANNEXE)	1 634 791 \$	4 861,46			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
795, AVENUE DU PALAIS, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	822 790 \$	4 187,01	12 061 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
74 RUE ACADEMIE, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	2 608 669 \$	8 703,83	82 483 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
8, AVENUE DES CÈDRES, SENNETERRE	37 858 \$	358,46	30 674 \$		INFORMATION SQI	CONSEIL ÉCONOMIQUE DE SENNETERRE INC.
425, BOUL. LAURE, SEPT-ÎLES	550 287 \$	1 940,21	78 314 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
106, RUE NAPOLÉON, SEPT-ÎLES	5 690 \$	53,00			INFORMATION SQI	LES PLACEMENTS NORD-CÔTIERS INC.
212, 6 ^E RUE, SHAWNIGAN	598 511 \$	2 961,20	10 356 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	1 322 953 \$	7 186,19	68 872 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1040, BOUL. QUEEN VICTORIA, PORTE 200, SHERBROOKE	24 652 \$	283,66			INFORMATION SQI	2162-7682 QUÉBEC INC.
46, RUE CHARLOTTE, SOREL-TRACY	599 336 \$	2 851,33	27 415 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2020	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
693, RUE SAINT-ALPHONSE NORD, THETFORD MINES	475 533 \$	1 912,33	12 688 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
878, RUE DE TONNANCOUR, TROIS-RIVIÈRES	80 874 \$	579,37			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
850, RUE HART, TROIS-RIVIÈRES	1 733 374 \$	7 348,18	13 008 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
900, 7 ^E RUE, VAL-D'OR	1 024 971 \$	2 650,94	22 258 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
800, BOUL. BOIS-FRANCS SUD, VICTORIAVILLE	398 744 \$	2 229,86	25 223 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
8, RUE SAINT-GABRIEL NORD, VILLE-MARIE	239 755 \$	1 302,14	12 508 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

FONDS D’ACCÈS À LA JUSTICE
 INCLUS DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS
 INCLUS DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.

FONDS DES REGISTRES
 INCLUS DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
 AUCUN.

L’INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L’EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L’ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D’INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 27).
[HTTPS://WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/MINISTERE/ACCES-A-LINFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS/](https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels/)

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE						
L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE TOTALE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2020	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
360, RUE SAINT-JACQUES, MONTRÉAL	1 554 908 \$	5 222,00			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
575, RUE JACQUES-PARIZEAU, QUÉBEC	123 882 \$	364,00			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
227, RUE RACINE, SAGUENAY	9 816 \$	43,00			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
227, RUE ST-GEORGES, SAINT-JÉRÔME	39 503 \$	219,00			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE TOTALE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2020	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
456, AVENUE ARNAUD, SEPT-ÎLES	4 886 \$	24,00			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
375, RUE KING, SHERBROOKE	21 096 \$	106,00			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
100, RUE LAVIOLETTE, TROIS-RIVIÈRES	26 159 \$	139,00			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
849, 5 ^E AVENUE, VAL-D'OR	8 096 \$	33,00			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 27). [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE TOTALE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2020	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
283 BOULEVARD LA SALLE, BAIE-COMEAU	62 122 \$	343,45			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
25 ROUTE 138, FORESTVILLE	26 107 \$	175,00			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
700 BOULEVARD LAURE, SEPT-ÎLES	64 070 \$	429,29			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
420 RUE SAINT-GEORGES, DRUMMONDVILLE	65 464 \$	334,52			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
547 RUE COMMERCIALE, LA TUQUE	13 579 \$	80,16			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
320 AVENUE SAINT-LAURENT, LOUISEVILLE	17 523 \$	93,00			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
500 AVENUE BROADWAY, SHAWINIGAN	56 360 \$	331,56			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1350 RUE ROYALE, TROIS-RIVIÈRES	206 199 \$	982,47			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
746 RUE NOTRE-DAME, VICTORIAVILLE	50 605 \$	309,92			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
147 BOULEVARD SAINT-JEAN-BAPTISTE, CHÂTEAUGUAY	39 658 \$	205,60			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
406 RUE DU SUD, COWANSVILLE	43 887 \$	204,34			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
55 RUE PRINCIPALE, GRANBY	41 082 \$	269,28			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1732 MARIE-VICTORIN, LONGUEUIL	169 717 \$	703,35			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
101 BOULEVARD ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	308 823 \$	322,09			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
431 AVENUE SAINTE-ANNE, SAINT-HYACINTHE	75 072 \$	251,92			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
232 RUE LONGUEUIL, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	48 632 \$	246,85			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
151 RUE SALABERRY, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	68 020 \$	349,45			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
75 RUE GEORGE, SOREL-TRACY	49 764 \$	267,86			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE TOTALE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2020	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
566 1RE AVENUE, AMOS	71 683 \$	365,57			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
361 3E RUE, CHIBOUGAMAU	15 918 \$	91,66			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
575 KATINGAJIT ROAD, KUJUUJUAQ	48 847 \$	105,00			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
604 SIURALITUUK STREET, KUJUUJUAQ	23 229 \$	66,04			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
660 MAKUUK STREET, KUJUUJUAQ	28 154 \$	84,18			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
360 RUE PRINCIPALE, LA SARRE	22 545 \$	133,75			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
53 RUE DU TERMINUS, ROUYN-NORANDA	47 098 \$	216,75			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
849 5E AVENUE, VAL-D'OR	140 689 \$	376,13			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
3 RUE SAINTE-ANNE, VILLE-MARIE	22 689 \$	120,90			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
450 RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	118 682 \$	583,28			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
505 AVENUE BÉTHANIE, LACHUTE	23 076 \$	149,42			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
585 RUE HÉBERT, MONT-LAURIER	42 926 \$	270,78			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
10 A BOULEVARD BRIEN, REPENTIGNY	52 312 \$	224,45			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
118 RUE PRINCIPALE, SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	26 302 \$	98,82			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
220 BOULEVARD LABELLE, SAINTE-THÉRÈSE	47 382 \$	222,58			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
300, RUE SICARD BUREAU 210 SAINTE-THÉRÈSE	67 468 \$	327,34			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
11 CHEMIN DE LA GRANDE-CÔTE, SAINT-EUSTACHE	26 551 \$	122,22			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
460 RUE LABELLE, SAINT-JÉRÔME	244 168 \$	924,23			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
891 RUE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER, TERREBONNE	28 332 \$	111,27			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
18 RUE DU MANÈGE, COATCOOK	16 066 \$	71,00			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
674 RUE DUFFERIN, STANSTEAD	4 054 \$	27,44			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1717 BOULEVARD SAINT-MARTIN, LAVAL	159 391 \$	716,19			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
5800 RUE SAINT-DENIS, MONTRÉAL	163 791 \$	670,48			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
425 BOULEVARD DE MAISONNEUVE, MONTRÉAL	538 593 \$	1 157,62			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
3535 CHEMIN QUEEN-MARY, MONTRÉAL	153 004 \$	509,52			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
5100 RUE SHERBROOKE, MONTRÉAL	155 529 \$	620,41			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
5879 BOULEVARD HENRI-BOURASSA, MONTRÉAL-NORD	175 612 \$	601,06			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
201 BOULEVARD CRÉMAZIE, MONTRÉAL	201 646 \$	825,46			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
800 BOULEVARD DE MAISONNEUVE, MONTRÉAL	706 009 \$	1 747,57			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
4250 RUE WELLINGTON, VERDUN	184 938 \$	618,52			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE TOTALE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2020	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
600 RUE FULLUM, MONTRÉAL	99 834 \$	620,47			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
21 RUE PATRICK-MORGAN, LA MALBAIE	18 571 \$	121,89			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
5130 BOULEVARD GUILLAUME-COUTURE, LÉVIS	68 135 \$	328,58			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
68 RUE DU PALAIS DE JUSTICE, MONTMAGNY	36 052 \$	212,11			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
420 BOULEVARD CHAREST, QUÉBEC (BAIL TERMINÉ LE 30 SEPT 2020)	106 511 \$	506,30			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
8500 BOULEVARD HENRI-BOURASSA, QUÉBEC	106 862 \$	509,76			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
400 BOULEVARD JEAN-LESAGE, QUÉBEC	367 770 \$	1 663,00	372 477 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1515 AVENUE D'ESTIMAUVILLE, QUÉBEC	63 171 \$	421,30			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
11535 1RE AVENUE, SAINT-GEORGES	46 399 \$	242,87			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
700 AVENUE ROBERT-CLICHE, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	32 658 \$	228,44			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
49 BOULEVARD SAINT-BENOÎT, AMQUI	23 071 \$	131,11			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
455 CHEMIN AVILA-ARSENEAU, CAP-AUX-MEULES	21 600 \$	103,47			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
505 AVENUE DAIGNEAULT, CHANDLER	46 788 \$	180,42			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
185 BOULEVARD DE YORK, GASPÉ	33 938 \$	165,46			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
308 RUE DE LA GARE, MATANE	38 198 \$	222,60			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
122 BOULEVARD PERRON, NEW RICHMOND	36 636 \$	188,13			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
320 RUE SAINT-GERMAIN, RIMOUSKI	132 023 \$	702,30			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
33 RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP	48 423 \$	398,83			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
6 1RE AVENUE, SAINTE-ANNE-DES-MONTS	18 499 \$	119,02			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
38 RUE SAINT-PHILIPPE, TÉMISCOUATA-SUR-LE-LAC	20 952 \$	109,98			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
530 RUE COLLARD, ALMA	48 455 \$	255,49			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1390 BOULEVARD WALLBERG, DOLBEAU-MISTASSINI	33 239 \$	159,38			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
845 BOULEVARD SAINT-JOSEPH, ROBERVAL	35 073 \$	155,18			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
3639 BOULEVARD HARVEY, SAGUENAY	57 578 \$	318,93			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
267 RUE RACINE, SAGUENAY	144 609 \$	537,45			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
301 RUE ALBERT, SAGUENAY	26 642 \$	100,83			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
150 RUE SAINTE-CATHERINE, MONTRÉAL	687 566 \$	1 658,41			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
225 RUE KING OUEST, SHERBROOKE	214 987 \$	1 130,22			10 ANS	GILLES BOISVERT INC.
57, RUE NOTRE-DAME OUEST, THETFORD MINES	44 214 \$	311,18			5 ANS	COMPAGNIE (9164-4222) INC.
321, RUE CHASSÉ, ASBESTOS	20 338 \$	169,89			5 ANS	M.R.C. ASBESTOS

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE TOTALE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2020	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
4340 B, RUE LAVAL, LAC-MÉGANTIC	32 375 \$	171,87			5 ANS	PLACEMENTS L.H.V. INC.
42, RUE PRINCIPALE OUEST BUREAU 200, MAGOG	36 036 \$	182,22			5 ANS	OPTO GESTION INC.
225 RUE KING OUEST, SHERBROOKE	91 863 \$	534,19			10 ANS	GILLES BOISVERT INC.
207, ST-GEORGES, WINDSOR	4 680 \$	19,71			1 AN	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI
245, RUE MONTCALM, DISRAËLI	2 400 \$	18,00			6 ANS	C.L.S.C. FRONTENAC
510, BOUL MALONEY, BUREAU 201, GATINEAU	46 872 \$	223,70			5 ANS	6611923 CANADA INC.
142, RUE FRONT, CAMPBELL'S BAY	16 200 \$	142,60			5 ANS	ROBERT C. LARVIÈRE ET CHRISTINE BURKE
116, RUE KING, BUREAU C, MANIWAKI	16 705 \$	111,50			5 ANS	75835910 CANADA INC
135, RUE JOSEPH, GATINEAU	49 920 \$	237,00			5 ANS	MARQUIS LAFLEUR INC ET ÉRIC ROBILLARD
136, RUE WRIGHT, GATINEAU	114 073 \$	546,30			5 ANS	135 933 CANADA INC.
365, BOUL. GRÉBER, BUR 202, GATINEAU	69 280 \$	313,70			5 ANS	LES IMMEUBLES TASSÉ
204, CHEMIN AYLMER, GATINEAU	30 878 \$	102,50			5 ANS	4201221 CANADA INC.
768, BOUL. ST-JOSEPH, BUREAU 210, GATINEAU	94 485 \$	419,00			5 ANS	146 786 CANADA INC.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPH 27). [HTTPS://WWW.CSJ.QC.CA/COMMISSION-DES-SERVICES-JURIDIQUES/ACCES-A-L-INFORMATION/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION.ASPX](https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-l-information/diffusion-de-l-information.aspx)

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE TOTALE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2020	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
575, RUE JACQUES-PARIZEAU, BUREAU 4.30 QUÉBEC	79 458 \$	253,09			INFORMATION SQI	LA CAPITALE IMMOBILIÈRE MFQ INC.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPH 27). [HTTP://WWW.CJA.GOUV.QC.CA/FR/05-ACCES-A-L-INFORMATION.HTML](http://www.cja.gouv.qc.ca/fr/05-acces-a-l-information.html)

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE TOTALE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2020	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
725 RUE HARVEY OUEST, ALMA, Qc G8B 1P5	36 731 \$	249,05			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
891 3 ^E RUE, AMOS, Qc J9T 2T4	99 938 \$	485,63	1 613 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
27 BOULEVARD SAINT-BENOÎT, AMQUI, Qc G5J 2E4	5 333 \$	23,46			8 ANS	MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MATAPÉDIA
71 AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU, Qc G4Z 1N2	63 582 \$	273,42	2 883 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
30 RUE JOHN, CAMPBELL'S BAY, Qc J0X 1K0	14 583 \$	55,75	2 504 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
17 RUE LACROIX, CARLETON-SUR-MER, Qc G0C 1J0	11 060 \$	58,68			1 AN	MAISON MONTI ENR.
860 3 ^E RUE, CHIBOUGAMAU, Qc G8P 1P9	2 759 \$	15,59			2 ANS	LES IMMEUBLES DU NORD
1680 BOULEVARD SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE, Qc J2C 2G3	82 067 \$	419,58			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
134 ROUTE 138, FORESTVILLE, Qc G0T 1E0	1 535 \$	11,33			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
170 RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU, Qc J8X 4C2	459 031 \$	1 733,02	1 972 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
77 RUE PRINCIPALE, GRANBY, Qc J2G 9B3	102 771 \$	684,92	921 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
450 RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE, Qc J6E 2Y8	216 480 \$	1 082,94	480 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
604 SIURALIKUUT STREET, KUJUUJUAQ, Qc J0M 1C0	24 066 \$	68,42			1 AN	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATTVIK
KUJUUJUAQ, Qc J0M 1C0	82 027 \$	109,79			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
30 CHEMIN DE LA VALLÉE, LA MALBAIE, Qc G5A 1A3	56 250 \$	161,74			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
655 2 ^E RUE, LA SARRÉ, Qc J9Z 2Y9	2 275 \$	11,55			2 ANS	LES IMMEUBLES NORBI INC.
290 RUE SAINT-JOSEPH, LA TUQUE, Qc G9X 3Z8	32 298 \$	176,97	3 744 \$		14 ANS	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CARREFOUR LA TUQUE (1995)
2800 BOULEVARD SAINT-MARTIN, LAVAL, Qc H7T 2S9	365 157 \$	1 278,29	385 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1255 CHEMIN DU TREMBLAY, LONGUEUIL, Qc J4N 0G3	168 976 \$	648,68			2 ANS	ROCHEFORT, DANIEL
2178 RUE DU COLISÉE, LONGUEUIL, Qc J4N 0H3	162 560 \$	617,46			2 ANS	ROCHEFORT, DANIEL
25 BOULEVARD LA FAVETTE, LONGUEUIL, Qc J4K 5C7	12 963 \$	43,14			7 ANS	IMM. REDBOURNE SOUTH SHORE INC.
2555 BOULEVARD ROLAND- THERRIEN, LONGUEUIL, Qc J4M 2J4	275 402 \$	1 469,78	16 022 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
266 RUE NOTRE-DAME, MANIWAKI, Qc J9E 2J8	35 941 \$	194,12			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
382 AVENUE SAINT-JÉRÔME, MATANE, Qc G4W 3B3	18 986 \$	81,53			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
597 AVENUE DU PHARE, MATANE, Qc G4W 4L6	72 913 \$	394,62			5 ANS	9272-4053 QUÉBEC INC.
40 AVENUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, MONT-JOLI, Qc G5H 1W8	3 071 \$	35,68			1 AN	CORPORATION MUNICIPALE DE MONT-JOLI
645 RUE DE LA MADONE, MONT-LAURIER, Qc J9L 1T1	100 372 \$	296,91	1 578 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
110 AVENUE JACQUES-CARTIER, MONTMAGNY, Qc G5V 0G5	182 547 \$	389,14			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE TOTALE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2020	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
1 RUE NOTRE-DAME, MONTRÉAL, Qc H2Y 1B6	1 654 352 \$	7 308,62	187 062 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
380 RUE SAINT-ANTOINE, MONTRÉAL, Qc H2Y 3X7	1 527 981 \$	3 604,89	144 \$		7 ANS	747 RUE SQUARE VICTORIA INC.
410 RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL, Qc H2S 1X3	425 449 \$	1 574,69	4 091 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
450 BOULEVARD GOUIN, MONTRÉAL, Qc H3L 3W3	281 526 \$	702,20			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
87 BOULEVARD GÉRARD-D.-LÉVESQUE, NEW CARLISLE, Qc G0C 1Z0	63 596 \$	234,50	1 501 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
124 ROUTE 132, PERCÉ, Qc G0C 2L0	61 828 \$	192,92	1 575 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
ROUTE PUVIRNITUK, PUVIRNITUK, Qc J0M 1P0	28 793 \$	39,96			2 ANS	ASSOCIATION COOPÉRATIVE DE POVUNGNIUK
1665 BOULEVARD WILFRID-HAMEL, QUÉBEC, Qc G1N 3Y7	1 436 \$	29,20			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
2828 BOULEVARD LAURIER, QUÉBEC, Qc G1V 0B9	1 809 138 \$	6 341,55	26 261 \$		5 ANS	COMPLEXE JULES-DALLAIRE INC.
300 BOULEVARD JEAN-LESAGE, QUÉBEC, Qc G1K 8K6	628 489 \$	2 917,39			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
400 BOULEVARD JEAN-LESAGE, QUÉBEC, Qc G1K 8W1	73 426 \$	330,77			6 ANS	ÉDIFICE LES FAÇADES INC.
183 AVENUE DE LA CATHÉDRALE, RIMOUSKI, Qc G5L 5J1	283 730 \$	1 121,99	2 268 012 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
2 RUE SAINT-GERMAIN, RIMOUSKI, Qc G5L 8T7	88 509 \$	RÉTROCÉDÉ OCTOBRE 2020			RÉTROCÉDÉ	GESTION M.B.S. INC.
33 RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP, Qc G5R 1J1	105 390 \$	436,53	14 235 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
53 BOULEVARD DE L'ANSE, ROBERVAL, Qc G8H 1Z1	108 698 \$	394,44			1 AN	DISTILLERIE BEEMER INC.
750 BOULEVARD SAINT-JOSEPH, ROBERVAL, Qc G8H 2L5	14 400 \$	142,75			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
180 BOULEVARD RIDEAU, ROUYN-NORANDA, Qc J9X 1N9	126 194 \$	514,65	776 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
2 AVENUE DU PALAIS, ROUYN-NORANDA, Qc J9X 2N9	13 940 \$	50,28			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
227 RUE RACINE, SAGUENAY, Qc G7H 7B4	190 935 \$	747,97	2 104 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
10 BOULEVARD SAINTE-ANNE, SAINTE-ANNE-DES- MONTS, Qc G4V 1P3	17 886 \$	101,83			5 ANS	LOGISTIQUE POLAR INC.
1550 RUE DESSAULLES, SAINT-HYACINTHE, Qc J2S 2S8	120 609 \$	610,51			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
109 RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU, Qc J3B 2C2	176 361 \$	691,10			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
25 (ANNEXE) RUE DE MARTIGNY, SAINT-JÉRÔME, Qc J7Y 4Z1	957 544 \$	2 595,54	460 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
795 AVENUE DU PALAIS, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE, Qc G0S 2V0	67 695 \$	318,14	210 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
74 RUE ACADÉMIE, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD, Qc J6T 0B8	388 826 \$	1 256,34	825 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
106 RUE NAPOLÉON, SEPT-ÎLES, Qc G4R 3L7	75 989 \$	364,47			2 ANS	LES PLACEMENTS NORD-CÔTIERS INC.
425 BOULEVARD LAURE, SEPT-ÎLES, Qc G4R 1X6	24 040 \$	81,88	138 124 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
212 6 ^E RUE DE LA POINTE, SHAWINIGAN, Qc G9N 8B6	101 919 \$	445,10			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
375 RUE KING, SHERBROOKE, Qc J1H 6B9	207 739 \$	1 048,72	339 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE TOTALE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2020	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
46 RUE CHARLOTTE, SOREL-TRACY, Qc J3P 6N5	43 091 \$	172,37			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
693 RUE SAINT-ALPHONSE, THETFORD MINES, Qc G6G 3X3	61 598 \$	221,34			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
850 RUE HART, TROIS-RIVIÈRES, Qc G9A 1T9	182 825 \$	699,40	95 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
878 RUE DE TONNANCOUR, TROIS-RIVIÈRES, Qc G9A 4P8	75 618 \$	408,76	250 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
900 7 ^E RUE, VAL-D'OR, Qc J9P 3P8	142 831 \$	349,56			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
800 BOULEVARD DES BOIS-FRANCS, VICTORIAVILLE, Qc G6P 5W5	103 729 \$	484,12	1 050 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
8 RUE SAINT-GABRIEL, VILLE-MARIE, Qc J9V 1Z9	12 153 \$	58,47			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 27). [HTTP://WWW.DPCP.GOUV.QC.CA/DOCUMENTATION/DIFFUSION_INFORMATION/FRAIS_BAIL.ASPX](http://www.dpcp.gouv.qc.ca/documentation/diffusion_information/frais_bail.aspx)

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
 INCLUS DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE TOTALE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2020	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
715, RUE DU SQUARE VICTORIA MONTRÉAL, QUÉBEC	1 062 849 \$	9 478,37			22 ANS	PORTEFEUILLE IMMOBILIER CANADIEN MANUVIE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 27). [HTTPS://SOQUIJ.QC.CA/FR/A-PROPOS/ACCES-A-L-INFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS](https://soquij.qc.ca/fr/a-propos/acces-a-l-information-et-protection-des-renseignements-personnels)

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE TOTALE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2020	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
575, RUE JACQUES-PARIZEAU, QUÉBEC	1 826 137 \$	5 382,48			INFORMATION SQI	LA CAPITAL IMMOBILIÈRE MFQ INC.
25, RUE DE MARTIGNY OUEST, ST-JÉRÔME	20 424 \$	74,98			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	16 810 \$	84,86			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
530, RUE NOTRE-DAME, JOLIETTE	11 210 \$	42,49			INFORMATION SQI	2973-2369 QUÉBEC INC.
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, MONTRÉAL	2 608 893 \$	6 120,48			INFORMATION SQI	ALFID SERVICES IMMOBILIERS LTÉE
689, 3 ^{ÈME} AVENUE, VAL D'OR	21 351 \$	101,77			INFORMATION SQI	ARDURO LTÉE
125, RUE JACQUES-ATHANASE, RIVIÈRE-DU-LOUP	37 801 \$	182,25			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU	45 926 \$	173,39	136 611 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 27). [HTTP://WWW.TAQ.GOUV.QC.CA/FR/A-PROPOS-DU-TRIBUNAL/SERVICES-OFFERTS/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION](http://www.ta.qouv.qc.ca/fr/a-propos-du-tribunal/services-offerts/diffusion-de-l-information)

G.18 CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021, FOURNIR :

- A.** LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;
- B.** LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;
- C.** LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;
- D.** LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE

INCLUS DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

INCLUS DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.

FONDS DES REGISTRES

INCLUS DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.19 PORTRAIT DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES, RATIO LOCATION PROPRIÉTÉ ET NOUVEAU PIED-CARRÉS EN PROPRIÉTÉ.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.18.

LA NOTION D’ACTIF IMMOBILIER EXCÉDENTAIRE S’APPLIQUE UNIQUEMENT AUX IMMEUBLES DONT L’ORGANISME PUBLIC EST PROPRIÉTAIRE.

- G.20** POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2020-2021, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :
- A. LES DATES DES TRAVAUX;
 - B. LES COÛTS;
 - C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

MINISTÈRE

ENDROIT	COÛT
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	660 \$

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ENDROIT	COÛT
380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	96 \$
2828, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	87 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

L'INFORMATION FOURNIE INCLUT LES CABINETS MINISTÉRIELS. LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.21 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2020-2021, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :

- A. LES DATES DES TRAVAUX;**
- B. LES COÛTS;**
- C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.20.

- G.22** **LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2020-2021, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :**
- A.** LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;
 - B.** LE TITRE DE LA FONCTION;
 - C.** L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;
 - D.** LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;
 - E.** LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;
 - F.** LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;
 - G.** LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;
 - H.** LA DESCRIPTION DE TÂCHES;
 - I.** LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2020-2021;
 - J.** LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;
 - K.** LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET;
 - L.** LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;
 - M.** S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.

MINISTÈRE

DESCRIPTION DE TÂCHE	PORT D'ATTACHE
CABINET DE SIMON JOLIN-BARRETTE	
ALEXIS AUBRY – DIRECTEUR DE CABINET	MONTRÉAL
MARC-ANDRÉ GOSSELIN – DIRECTEUR DE CABINET ADJOINT	MONTRÉAL
ÉLISABETH GOSSELIN – ATTACHÉE DE PRESSE	MONTRÉAL
PASCAL FERLAND – ATTACHÉ POLITIQUE	QUÉBEC
JONATHAN ROY – ATTACHÉ POLITIQUE	MONTRÉAL
ÉRIC POIRIER – ATTACHÉ POLITIQUE	MONTRÉAL
MICHAËL BISSON – EMPLOYÉ DE SOUTIEN	MONTRÉAL
ANNE LECLERC – ATTACHÉE POLITIQUE	QUÉBEC
AMÉLIE MILLETTE-GAGNON – ATTACHÉE POLITIQUE	MONTRÉAL
ANNE-SOPHIE ROBITAILLE – ATTACHÉE POLITIQUE	QUÉBEC
CAROL LYNE LAMONT – ATTACHÉE POLITIQUE	BELOEIL
ANNIE TARDIF – ATTACHÉE POLITIQUE	BELOEIL
MARTINE RIOPELLE – ATTACHÉE POLITIQUE (26 JUIN 2020 – 24 JUILLET 2020)	BELOEIL
MÉLANIE DUBUC-LUSSIER – ATTACHÉE POLITIQUE (26 JUIN 2020 – 24 AOÛT 2020)	BELOEIL
MARIE-HÉLÈNE LEBOEUF – ATTACHÉE POLITIQUE	BELOEIL

MASSE SALARIALE AUTORISÉE DU CABINET MINISTÉRIEL : 1 173 000 \$ À COMPTER DU 20 AOÛT 2020.

CABINET DE SONIA LEBEL	
MARC-ANDRÉ ROSS – DIRECTEUR DE CABINET (29 OCTOBRE 2018 – 8 MAI 2020)	MONTRÉAL
FRANCE BEAULIEU – EMPLOYÉE DE SOUTIEN (1 NOVEMBRE 2018 – 22 JUIN 2020)	TROIS-RIVIÈRES
NICKY CAYER – ATTACHÉE POLITIQUE (19 NOVEMBRE 2018 – 22 JUIN 2020)	MONTRÉAL
NICOLAS DESCROIX – DIRECTEUR DE CABINET ADJOINT (14 NOVEMBRE 2018 - 10 MAI 2020) DIRECTEUR DE CABINET (11 MAI 2020-22 JUIN 2020)	MONTRÉAL
THIERRY FOURNIER – ATTACHÉ POLITIQUE (23 OCTOBRE 2018 – 22 JUIN 2020)	QUÉBEC
JEAN-CHRISTOPHE LAMBERT – ATTACHÉ POLITIQUE (12 NOVEMBRE 2018 – 22 JUIN 2020)	MONTRÉAL
VALÉRIE LAPOINTE – ATTACHÉE POLITIQUE (12 NOVEMBRE 2018 – 15 JUIN 2020)	MONTRÉAL
MARYLÈNE LEHOULLIER – ATTACHÉE POLITIQUE (9 OCTOBRE 2018 – 22 JUIN 2020)	TROIS-RIVIÈRES
ANNE LECLERC – EMPLOYÉE DE SOUTIEN (24 JUIN 2019 – 22 JUIN 2020)	QUÉBEC
CYRIL MALOUEU – ATTACHÉ POLITIQUE (22 JUILLET 2019 – 22 JUIN 2020)	MONTRÉAL
JUSTICE SAVARD – ATTACHÉE POLITIQUE (24 OCTOBRE 2018 – 22 JUIN 2020)	QUÉBEC
CAROLINE THIBAUT-GERVAIS – ATTACHÉE POLITIQUE (19 AOÛT 2019 – 22 JUIN 2020)	MONTRÉAL
ÈVE GAUCHER – EMPLOYÉE DE SOUTIEN (10 OCTOBRE 2019 – 22 JUIN 2020)	QUÉBEC
GENEVIÈVE FRAPPIER – ATTACHÉE POLITIQUE (18 NOVEMBRE 2019 – 22 JUIN 2020)	ST-TITE
FLORE BOUCHON – ATTACHÉE POLITIQUE (17 FÉVRIER 2020 – 22 JUIN 2020)	MONTRÉAL

DESCRIPTION DE TÂCHE	PORT D'ATTACHE
WILLIAM LAWLESS – STAGIAIRE (24 FÉVRIER 2020 – 1ER JUIN 2020)	QUÉBEC
PASCALE HOUDE – ATTACHÉE POLITIQUE (2 MARS 2020 – 22 JUIN 2020)	TROIS-RIVIÈRES
ANTONINE YACCARINI – DIRECTRICE DE CABINET ADJOINTE (11 MAI 2020 – 22 JUIN 2020)	QUÉBEC

- G.23** **LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2020-2021, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :**
- A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;**
B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;
D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.
-

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 26).

- MJQ : [HTTPS://WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/MINISTERE/ACCES-A-LINFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS/](https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels/)
- CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)
- CSJ : [HTTPS://WWW.CSJ.QC.CA/COMMISSION-DES-SERVICES-JURIDIQUES/ACCES-A-LINFORMATION/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION.ASPX](https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx)
- CJA : [HTTPS://WWW.CJA.GOUV.QC.CA/FR/FAIRE-DEMANDE-ACCES-INFORMATION.HTML](https://www.cja.gouv.qc.ca/fr/faire-demande-acces-information.html)
- DPCP : [HTTP://WWW.DPCP.GOUV.QC.CA/SERVICES/ACCES-INFORMATION-PROTECTION.ASPX](http://www.dpcp.gouv.qc.ca/services/acces-information-protection.aspx)
- FAAC : [HTTP://WWW.FAAC.JUSTICE.GOUV.QC.CA/#](http://www.faac.justice.gouv.qc.ca/#)
- OPC : [HTTPS://WWW.OPC.GOUV.QC.CA/DIFFUSION-INFORMATION/](https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/)
- SOQUIJ : [HTTP://SOQUIJ.QC.CA/FR/A-PROPOS/ACCES-A-L-INFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS](http://soquij.qc.ca/fr/a-propos/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels)
- TAQ : [HTTP://WWW.TAQ.GOUV.QC.CA/FR/A-PROPOS-DU-TRIBUNAL/SERVICES-OFFERTS/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION](http://www.taq.gouv.qc.ca/fr/a-propos-du-tribunal/services-offerts/diffusion-de-l-information)

- G.24** **LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N’OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :**
- A. LE NOM DE LA PERSONNE;**
 - B. LE POSTE OCCUPÉ;**
 - C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;**
 - D. L’ASSIGNATION INITIALE ET L’ASSIGNATION ACTUELLE;**
 - E. LA DATE DE L’ASSIGNATION HORS STRUCTURE;**
 - F. LA DATE DE LA FIN DE L’ASSIGNATION, S’IL Y A LIEU;**
 - G. LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.**
-

AUCUN.

- G.25** **LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :**
- A. LE POSTE INITIAL;**
 - B. LE SALAIRE;**
 - C. LE POSTE ACTUEL, S’IL Y A LIEU;**
 - D. LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;**
 - E. LES PRÉVISIONS 2021-2022.**
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.26** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :
- A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);**
 - B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE;**
 - C. PRÉVISIONS 2021-2022.**
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.27 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, LEUR PORT D'ATTACHE (PAR EXEMPLE DANS UN BUREAU RÉGIONAL) AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.15 Q.

G.28 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET DE L'EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, PAR MISSION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.15 J.

- G.29** LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :
- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
 - B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;
 - C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
 - D. L'ASSIGNATION INITIALE;
 - E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;
 - F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
 - G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.

MINISTÈRE

- A. LE NOM DE LA PERSONNE :** ANNIE SAVOIE
- B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME :** INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE QUÉBEC (IAPQ)
- C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT :** 95 844 \$
- D. L'ASSIGNATION INITIALE :** SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA SANTÉ DES PERSONNES – MJQ
- E. L'ASSIGNATION ACTUELLE :** DIRECTRICE GÉNÉRALE – IAPQ
- F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE :** 2019-09-27
- G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU :** 2022-08-26

G.30 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2020-2021, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- A. LE COÛT DE CHACUN;**
- B. LE FOURNISSEUR;**
- C. LA NATURE DU SERVICE.**

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

MINISTÈRE

FOURNISSEUR	Coût	DESCRIPTION
CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE	44 352 \$	CENTRES D'INFORMATION/SERVICES D'INFORMATION
CONTINUING LEGAL EDUCATION, THE	410 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS JURIDIQUES FD INC., LES	12 734 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS NITRAM INC., LES	1 660 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS SR INC., LES	1 001 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS THÉMIS INC.	50 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS WILSON ET LAFLEUR INC., LES	116 372 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS YVON BLAIS INC., LES	1 494 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
EQUIFAX CANADA CO.	43 648 \$	SYSTÈMES DE RECHERCHE D'INFORMATION SUR BASES DE DONNÉES ACCESSIBLES EN DIRECT/SERVICES D'INFORMATION
I.C.I. INFLUENCE COMMUNICATIONS INC.	32 401 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES/DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE
INFORMATION DU NORD, L'	266 \$	JOURNAUX/SUPPORTS IMPRIMÉS
JURISMÉDIA INC.	103 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
LAFORTUNE TECHNOLOGIES INC.	34 123 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
LEXISNEXIS CANADA INC.	159 558 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
LIBRAIRIE JACLO INC.	199 \$	JOURNAUX/SUPPORTS IMPRIMÉS
LIBRAIRIE LA LIBERTÉ INC.	125 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
LIBRAIRIE PANTOUTE	177 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC.	27 \$	OUVRAGES DE RÉFÉRENCE/SUPPORTS IMPRIMÉS
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	18 715 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉ
MCGILL UNIVERSITY	25 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉ
REVUE DE DROIT DE MCGILL, LA (THE MCGILL LAW JOURNAL)	160 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉ
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	111 335 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	645 859 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	25 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	174 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
UNIVERSITÉ D'OTTAWA	10 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	25 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
UNIVERSITÉ LAVAL	345 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
WILSON & LAFLEUR, LTÉE	152 783 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	85 562 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	Coût	DESCRIPTION
CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER	266 \$	CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER (VERSION PDF)
CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER	66 \$	DIRECT (CHRR – EN LIGNE)
LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS	30 \$	REVUE DES DROITS ET LIBERTÉS ABONNEMENT ANNUEL (VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	480 \$	ALTER EGO : CHARTES DES DROITS DE LA PERSONNE. 33 ^E ÉDITION 2020 (4 EXEMPLAIRES, VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	360 \$	CODE CIVIL DU QUÉBEC (2 EXEMPLAIRES) CODE DE PROCÉDURE CIVILE (2 EXEMPLAIRES) (VERSION PAPIER)
THOMSON REUTERS	30 \$	LA RÉFÉRENCE : FRAIS SERVICE EN LIGNE (DROIT QUÉBÉCOIS) ABONNEMENT ANNUEL
THOMSON REUTERS	102 \$	DROITS DE LA PERSONNE ET LES RELATIONS DU TRAVAIL (1 EXEMPLAIRE - VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE)
THOMSON REUTERS	460 \$	ACCÈS À L'INFORMATION : LOI ANNOTÉE (1 EXEMPLAIRE - VERSION PAPIER)
THOMSON REUTERS	290 \$	FRAIS DE JUSTICE LÉGISLATION ANNOTÉE (1 EXEMPLAIRE - VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE)
THOMSON REUTERS	380 \$	CONGÉDIEMENT DROIT QUÉBÉCOIS (1 EXEMPLAIRE - VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE)
LEXISNEXIS CANADA INC.	5 090 \$	ABONNEMENT LEXIS ADVANCE QUICKLAW
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	6 576 \$	FRAIS CODE D'ACCÈS, FORFAIT RECHERCHE JURIDIQUE, FORFAIT PLUMITIFS (EN LIGNE)
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	620 \$	EXPRESS CIVIL (4 ACCÈS)
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	510 \$	EXPRESS CIVIL PALIER049 (25 À 49 ACCÈS) ACCÈS SUPPLÉMENTAIRES
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	710 \$	EXPRESS TRAVAIL (4 ACCÈS)
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	180 \$	EXPRESS TRAVAIL PALIER 024 (10 À 24 ACCÈS) ACCÈS SUPPLÉMENTAIRES
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	500 \$	ALTER EGO : CODE DE PROCÉDURE CIVILE (4 ACCÈS)
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	300 \$	ALTER EGO : CODE DE PROCÉDURE CIVILE (ACCÈS SUPPLÉMENTAIRES)
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	250 \$	LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ANNOTÉE (4 ACCÈS)
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	100 \$	LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ANNOTÉE (ACCÈS SUPPLÉMENTAIRES)

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	Coût	DESCRIPTION
LEXIS-NEXIS	10 734 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	470 570 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
THOMSON REUTERS CANADA	26 412 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	3 427\$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
FONDS DES BIENS ET DES SERVICES	46 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES ÉDITIONS JURIDIQUES FD	257 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES ÉDITIONS THÉMIS INC.	151 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES ÉDITIONS WILSON & LAFLEUR INC.	1 318 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LEXIS-NEXIS	5 290 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	77 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
THOMSON REUTERS CANADA	65 178 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	45 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	3 710 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEUR	Coût	DESCRIPTION
BOOSTALAB	199 \$	ABONNEMENT GUIDE DE TRAVAIL SUR LE WEB
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	178 \$	ABONNEMENT PUBLICATION (FORMAT PAPIER)
CNW GROUP LTD	17 216 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES/DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE
COURRIER PARLEMENTAIRE, LE (PUBLICATION MASS-MÉDIA INC.)	2 000 \$	ABONNEMENT COURRIER PARLEMENTAIRE (LCP) ET L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE (LAG)
ÉDITIONS JURIDIQUES FD INC., LES	580 \$	ABONNEMENT PUBLICATION (FORMAT PAPIER)
ÉDITIONS SR INC., LES	4 104 \$	ABONNEMENT PUBLICATION (FORMAT PAPIER)
ÉDITIONS THÉMIS INC.	770 \$	ABONNEMENT PUBLICATION (FORMAT PAPIER)
ÉDITIONS WILSON ET LAFLEUR INC., LES	229 \$	ABONNEMENT PUBLICATION (FORMAT PAPIER)
ÉDITIONS YVON BLAIS INC., LES	34 \$	ABONNEMENT PUBLICATION (FORMAT PAPIER)
EMOND PUBLISHING	139 \$	ABONNEMENT PUBLICATION (FORMAT PAPIER)
FONDS DES BIENS ET DES SERVICES (MTESS)	350 \$	ABONNEMENT PUBLICATION (FORMAT PAPIER)
JOURNAL DE MONTRÉAL	108 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE À UN JOURNAL
JOURNAL LA PRESSE	12 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE À UN JOURNAL
LEXISNEXIS CANADA INC.	91 145 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMATS PAPIER ET ÉLECTRONIQUE)
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	1 337 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMATS PAPIER ET ÉLECTRONIQUE) ET ABONNEMENT À L'ANNUAIRE TÉLÉPHONIQUE JUDICIAIRE DU QUÉBEC
REPORTING NINJA	78 \$	ABONNEMENT BASE DE DONNÉES POUR RAPPORTS DE STATISTIQUES GLOBAUX
REVUE CANADIAN LAWYER	99 \$	ABONNEMENT REVUE (FORMAT ÉLECTRONIQUE)
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	308 106 \$	ABONNEMENT SITE SPÉCIALISÉ DE RECHERCHES INTERNET (AZIMUT)
SOUNDSTRIPE INC.	325 \$	ABONNEMENT BASE DE DONNÉES POUR BANDES SONORES
TC MÉDIA LIVRES INC.	1 982 \$	ABONNEMENT PUBLICATION (FORMAT PAPIER)
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	172 795 \$	ABONNEMENT PUBLICATION (FORMAT PAPIER)
WOLTERS KLUWER CANADA LIMITED	2 227 \$	ABONNEMENT PUBLICATION (FORMAT PAPIER)
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	4 752 \$	ABONNEMENT PUBLICATION (FORMAT PAPIER)

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

FOURNISSEUR	Coût	DESCRIPTION
WILSON & LAFLEUR	87 \$	CODE CIVIL DU QUÉBEC
WILSON & LAFLEUR	87 \$	CODE DE PROCÉDURE CIVILE

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

FOURNISSEUR	Coût	DESCRIPTION
ANNUAIRE TÉLÉPHONIQUE JUDICIAIRE DU QUÉBEC	65 \$	REVUE PAPIER
BULLETIN GESTION PLUS	156 \$	PRODUIT ÉLECTRONIQUE
CAHIERS DE DROIT UNIVERSITÉ LAVAL	60 \$	REVUE PAPIER
CAHIERS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	210 \$	REVUE PAPIER
GLOBE AND MAIL	336 \$	PRODUIT ÉLECTRONIQUE
JOURNAL LES AFFAIRES	40 \$	REVUE PAPIER
LA RÉFÉRENCE (YVON BLAIS/THOMSON REUTERS)	6 869 \$	PRODUIT ÉLECTRONIQUE
LE DEVOIR	185 \$	PRODUIT ÉLECTRONIQUE
LE JOURNAL DE MONTRÉAL	108 \$	PRODUIT ÉLECTRONIQUE
PROTÉGEZ-VOUS	45 \$	REVUE PAPIER
QUICKLAW (LEXIS NEXIS)	1 020 \$	PRODUIT ÉLECTRONIQUE
RECUEIL DES SENTENCES DE L'ÉDUCATION	300 \$	PRODUIT ÉLECTRONIQUE
REVUE DE DROIT MCGILL	80 \$	REVUE PAPIER
REVUE DE DROIT, UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	80 \$	REVUE PAPIER
REVUE DE DROIT, UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	250 \$	PRODUIT ÉLECTRONIQUE
TABLEAU DES MODIFICATIONS ET INDEX SOMMAIRE RRQ	70 \$	REVUE PAPIER

FOURNISSEUR	Coût	DESCRIPTION
TERMINOTIX	838 \$	PRODUIT ÉLECTRONIQUE
WESTLAW	16 121 \$	PRODUIT ÉLECTRONIQUE

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	Coût	DESCRIPTION
ASSOCIATION DES PHARMACIENS DU CANADA	6 432 \$	BASE DE DONNÉES SPÉCIALISÉE
EGORA	242 \$	PÉRIODIQUE SPÉCIALISÉ EN SANTÉ
COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU CANADA	814 \$	MANUEL DES NORMES COMPTABLES
FONDS DES BIENS ET DES SERVICES (MTESS)	855 \$	MANUEL D'ÉVALUATION FONCIÈRE
LEXISNEXIS CANADA (BUTTERWORTHS) INC.	8 636 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LEXISNEXIS CANADA (QUICKLAW) INC.	8 340 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE EN LIGNE
PUBLICATIONS CCH LTÉE	20 459 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	7 080 \$	ABONNEMENT À LA PLATEFORME LIFESPEAK
THOMSON REUTERS CANADA	21 018 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
UP TO DATE	10 208 \$	BASE DE DONNÉES SPÉCIALISÉE EN SANTÉ
WILSON & LAFLEUR LTEE	3 210 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE

L’INFORMATION FOURNIE INCLUT LES CABINETS MINISTÉRIELS.

G.31 **LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU CABINET MINISTÉRIEL EN 2020-2021, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :**

A. LE COÛT DE CHACUN;
B. LE FOURNISSEUR;
C. LA NATURE DU SERVICE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.30.

G.32 LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

MINISTÈRE

AUCUNE.

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE

AUCUNE.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUNE.

FONDS DES REGISTRES

AUCUNE.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUNE.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUNE.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUNE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUNE.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUNE.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

AUCUNE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUNE.

- G.33** POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :
- A. LE NOM DU SITE WEB;
 - B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
 - C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
 - D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
 - E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
 - F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);
 - G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
 - H. LE RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE;
 - I. LES NOMS DE DOMAINES RÉSERVÉS;
 - J. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.

MINISTÈRE

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	COFOMO
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	860 200 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	118 837 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	2 236 \$

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.TRIBUNAUX.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	VOLCAN
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	139 360 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	10 800 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	INCLUS DANS LES COÛTS D'ENTRETIEN.

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE
AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.RDPRM.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 1997 – GROUPE LGS INC. (FIRME INFORMATIQUE) – DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES) POUR LA VERSION 1, 2 ET 3 – BLEU OUTREMER : VERSION 4 – ASPECTS GRAPHIQUES POUR SE CONFORMER AU PROGRAMME D'IDENTIFICATION VISUELLE DU GOUVERNEMENT – CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.: VERSIONS 5-6
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	748 440 \$ (INFORMATIONNEL ET UNE PARTIE DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. DEPUIS MAI 2019, LES POSTES CONCERNANT L'ÉVOLUTION ONT ÉTÉ INTERNALISÉS.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	931 \$

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.LOBBY.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2002 - DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES)-GROUPE LGS INC. (FIRME INFORMATIQUE) - SPOUTNIK CRÉATIVITÉ MARKETING INC. : GRAPHISME DE CHACUNE DES PAGES - CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. (VERSION 2)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	774 206 \$ (INFORMATIONNEL ET 100 % DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L’APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. DEPUIS MAI 2019, LES POSTES CONCERNANT L’ÉVOLUTION ONT ÉTÉ INTERNALISÉS.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE :	AUCUN
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	104 \$

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.ASSERMENTATION.JUSTICE.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2008 DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES) CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	577 697 \$ (INFORMATIONNEL ET 100 % DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L’APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. DEPUIS MAI 2019, LES POSTES CONCERNANT L’ÉVOLUTION ONT ÉTÉ INTERNALISÉS.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE :	AUCUN
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	104 \$

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.CDPDJ.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	BLANKO ET MBIANCE
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	91 425 \$
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	HÉBERGEMENT SITE PRINCIPAL : 240 \$ HÉBERGEMENT SITE 40 ANS DE LA CHARTE : 862 \$ ENTRETIEN ET MISE À JOUR : EFFECTUÉS À L’INTERNE
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE :	3 000 \$
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	SITE PRINCIPAL (WWW.CDPDJ.QC.CA) : 124 \$ MES DROITS SOUS LA DPJ (WWW.MESDROITSSOUSLADPJ.CA ET WWW.MYRIGHTSUNDERTHEDYP.CA) : 28 \$ 40 ANS DE LA CHARTE (WWW.40ANSDELACHARTE.ORG): INCLUS DANS COÛT D’HÉBERGEMENT DE CE SITE

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.CSJ.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LE SITE A ÉTÉ CRÉÉ EN 2000 PAR DES RESSOURCES INTERNES ET PAR M. JEAN-FRANÇOIS BOURRET, CONSULTANT. IL A ÉTÉ COMPLÈTEMENT RESTAURÉ EN 2017 PAR DES RESSOURCES INTERNES.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	33 775 \$
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	4 723 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	50 582 \$
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	23 \$

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.SARPAQUEBEC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LE SERVICE INFORMATIQUE INTERNE DE LA COMMISSION
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	120 652 \$
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	4 465 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	11 381 \$
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	45 \$

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.CJA.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	GRAPHISCAN
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	4 075 \$
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	927 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	24 000 \$
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	95 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.DPCP.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	CENTRE DE DÉVELOPPEMENT NEXIO INC. (FUSEPOINT SERVICE D’INFOGÉRANCE INC.) SITE CRÉÉ EN 2009
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	44 175 \$
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LES COÛTS SONT INCLUS DANS L’ENTENTE DE SERVICES EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES CONCLUE AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	AUCUN

ADRESSE DU SITE INTERNET : HTTPS://DIVULGATION.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	M2P INC. A CRÉÉ LE SITE EN 2009.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	LE SITE A ÉTÉ CONÇU PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. AUCUN COÛT DE CONSTRUCTION N’A ÉTÉ ASSUMÉ PAR LE DPCP.
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	64 850 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	AUCUN

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

ADRESSE DU SITE INTERNET : HTTP://PRIMEUR.SOQUIJ.QC.CA/RECHERCHE	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	HAVAS
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	20 000 \$
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE COÛT D’HÉBERGEMENT EST COMPRIS AVEC CELUI DES MICROSITES
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	AUCUN

ADRESSE DU SITE INTERNET : HTTP://BLOGUE.SOQUIJ.QC.CA/	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	BANG MARKETING
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	À L’INTERNE
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	700 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	AUCUN

ADRESSE DU SITE INTERNET : HTTP://LESPLUMITIFS.SOQUIJ.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	HAVAS
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	13 640 \$
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE COÛT D’HÉBERGEMENT EST COMPRIS AVEC CELUI DES MICROSITES
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	8 292 \$
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	AUCUN

ADRESSE DU SITE INTERNET : HTTP://MAITRE.SOQUIJ.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	HAVAS
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	27 785 \$
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE COÛT D’HÉBERGEMENT EST COMPRIS AVEC CELUI DES MICROSITES
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	AUCUN

ADRESSE DU SITE INTERNET : HTTP://CITATION.SOQUIJ.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	HAVAS
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	8 000 \$
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE COÛT D’HÉBERGEMENT EST COMPRIS AVEC CELUI DES MICROSITES
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	AUCUN

ADRESSE DU SITE INTERNET : HTTP://CARRIERES.SOQUIJ.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	BANG MARKETING
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	5 600 \$
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE COÛT D’HÉBERGEMENT EST INCLUS AVEC CELUI DES MICROSITES
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	AUCUN

ADRESSE DU SITE INTERNET : HTTP://DECISION.SOQUIJ.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	RANDY DELPIERRE
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	2 207 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE COÛT D'HÉBERGEMENT EST INCLUS AVEC CELUI DES MICROSITES
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	AUCUN

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

ADRESSE DU SITE INTERNET : HTTP://WWW.TAQ.GOUV.QC.CA/	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	RESSOURCES INTERNES
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	24 525 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LES COÛTS D'HÉBERGEMENT DU SITE INTERNET DU TRIBUNAL AU CSPQ ONT ÉTÉ DE 780 \$. LES COÛTS D'ENTRETIEN ONT ÉTÉ D'ENVIRON 3 500 \$, EN HEURES TRAVAILLÉES PAR LES RESSOURCES INTERNES DU TRIBUNAL.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	INCLUS DANS LES COÛTS D'ENTRETIEN

- G.34 NOMINATIONS, POUR 2020-2021, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :**
- A. LA LISTE;**
 - B. LE NOM DE LA PERSONNE;**
 - C. LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES;**
 - D. LE DÉTAIL DES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;**
 - E. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;**
 - F. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;**
 - G. LES SOMMES IMPLIQUÉES.**
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.8.

- G.35** POUR 2020-2021, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT
- A. LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES;
 - B. LES PERSONNES ET ORGANISMES RENCONTRÉS;
 - C. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
 - D. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;
 - E. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
 - F. LES COÛTS VENTILÉS;
 - G. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.
-

AUCUNE.

- G.36** LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2020-2021 :
- A. LE DÉTAIL DES MANDATS;
 - B. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);
 - C. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;
 - D. LE NOMBRE DE RENCONTRES;
 - E. LE NOMBRE D’ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE;
 - F. L’OBJET;
 - G. LES DATES.

MINISTÈRE

MATHIEU LÉVESQUE, ADJOINT PARLEMENTAIRE AU MINISTRE DE LA JUSTICE

AUCUNE DÉPENSE.

G.37 LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.38 LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2020-2021 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA *LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF* OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.39 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.40 L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFIÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2021-2022.

L'INFORMATION CONCERNANT LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2020-2021** DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES.

G.41 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2020-2021 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2020 POUR 2021-2022.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.42 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2020-2021, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022 ET 2022-2023, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDiquer DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DE VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

MINISTÈRE

1. AIDE JURIDIQUE

L'ENTENTE COUVRE LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2022. SELON CETTE ENTENTE, LA CONTRIBUTION ANNUELLE MAXIMALE AU QUÉBEC COUVRE L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE AINSI QUE L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS :

- CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE MAXIMALE EST ÉTABLIE À 27 553 102 \$ POUR 2020-2021 ET EST CALCULÉE EN FONCTION DE DEUX ENVELOPPES.

- CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS

POUR L'EXERCICE 2020-2021, L'ENVELOPPE TOTALE DU FÉDÉRAL POUR L'ENSEMBLE DES PROVINCES PARTICIPANTES EST DE 28 214 451 \$. LA PART DU QUÉBEC EST CALCULÉE EN FONCTION DE SA PART DE LA DEMANDE TOTALE DE SERVICES RELATIVEMENT AUX VARIABLES PRÉCITÉES ET EST ÉTABLIE À 9 394 923 \$.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE MAXIMALE POUR 2020-2021 EST DONC DE 36 948 025 \$ (27 553 102 \$ + 9 394 923 \$).

LES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL SONT ENCOURUES PAR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES.

2. ENTENTE RELATIVE AU FINANCEMENT DES MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE

L'ENTENTE COUVRE LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2022. CETTE ENTENTE PRÉVOIT UN FINANCEMENT DANS LE CADRE DU FONDS CANADIEN DE JUSTICE FAMILIALE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA, AFIN DE DÉFRAYER UNE PARTIE DES COÛTS ASSOCIÉS AU RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE JUSTICE FAMILIALE QUÉBÉCOISE AU MOYEN D'UN MEILLEUR ACCÈS AUX SERVICES. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER LES HONORAIRES DES MÉDIATEURS IMPLIQUÉS DANS LE PROGRAMME DE MÉDIATION FAMILIALE ET LES RECHERCHES EN MATIÈRE FAMILIALE.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE PRÉVUE POUR 2020-2021 EST DE 2 742 188 \$.

CE MONTANT SERA RÉPARTI ENTRE LE FONDS ACCÈS JUSTICE (2 605 079 \$) QUI ASSUME LE VOLET « MÉDIATION FAMILIALE » ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (137 109 \$) POUR LE VOLET « RECHERCHE ».

3. INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES

LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU LE 15 MAI 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES QUI EST REQUISE DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. L'ENTENTE S'APPLIQUE À TOUTE PERSONNE CONDAMNÉE AU QUÉBEC À PURGER UNE SENTENCE D'INCARCÉRATION DANS UN PÉNITENCIER.

LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE AU QUÉBEC POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES. CE MONTANT, INITIALEMENT FIXÉ À 18,00 \$ PAR CASSETTE LORS DE LA SIGNATURE DE L'ENTENTE EN 1995, EST INDEXÉ LE 1^{ER} AVRIL DE CHAQUE ANNÉE ET S'ÉLÈVE À 28,65 \$ POUR L'EXERCICE 2020-2021.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE REÇUE AU 28 FÉVRIER 2021 POUR L'EXERCICE FINANCIER 2020-2021 EST DE 34 977,56 \$.

4. ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE

L'ACCORD PRÉVOIT QUE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA REMET AU QUÉBEC 3,00 \$ POUR CHAQUE DEMANDE EN DIVORCE DÉPOSÉE AU QUÉBEC.

DEPUIS 2014-2015, LE QUÉBEC ENCAISSE ET CONSERVE LES DROITS EXIGÉS (10,00 \$) ET TRANSMET LES FORMULAIRES AU FÉDÉRAL. AUX 3 MOIS, CE DERNIER FACTURE LE QUÉBEC, QUI REMET ALORS 7,00 \$ PAR DEMANDE D'ENREGISTREMENT.

LES PERSONNES ADMISSIBLES À L'AIDE JURIDIQUE SONT EXEMPTÉES DU PAIEMENT DE CE DROIT.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE REÇUE AU 28 FÉVRIER 2021 POUR L'EXERCICE FINANCIER 2020-2021 EST DE 24 348,00 \$.

5. CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES

EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS (2013) CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE RECEVRA UN REMBOURSEMENT ESTIMÉ À 510 000 \$ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2020-2021.

6. PROGRAMME D'ASSISTANCE PARAJUDICIAIRE AUX AUTOCHTONES

L'ENTENTE PRÉCÉDENTE A PRIS FIN LE 31 MARS 2020, ET UNE NOUVELLE ENTENTE D'UNE DURÉE DE 3 ANS VIENT D'ÊTRE CONCLUE. ELLE COUVRIRA LES EXERCICES FINANCIERS 2020-2021 À 2022-2023.

LES PARAMÈTRES FINANCIERS DEMEURENT LES MÊMES QUE DANS L'ENTENTE PRÉCÉDENTE, AVEC UNE CONTRIBUTION FÉDÉRALE MAXIMALE QUI S'ÉLÈVERA À 829 694 \$ PAR EXERCICE FINANCIER.

7. ENTENTE POUR LES COURS DE LANGUE ANGLAISE POUR LES JUGES

CETTE ENTENTE QUI COUVRE LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 MARS 2021 PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION ANNUELLE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA D'UN MONTANT MAXIMAL DE 108 000 \$ POUR DÉFRAYER UNE PARTIE DES DÉPENSES ENCOURUES PAR LE QUÉBEC POUR LA PARTICIPATION DES JUGES, JUGES DE PAIX MAGISTRATS ET JUGES MUNICIPAUX DU QUÉBEC, TRAITANT DE CAUSES DE NATURE CRIMINELLE, À DES COURS SEMI-PARTICULIERS, INTENSIFS OU D'IMMERSION EN ANGLAIS JURIDIQUE.

POUR L'EXERCICE 2020-2021, UN MONTANT MAXIMAL DE 108 000 \$ SERA REMBOURSÉ AU QUÉBEC EN VERTU DE CET ACCORD.

8. PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC (PTTCQ)

DEUX PTTCQ SONT EN VIGUEUR AU QUÉBEC, SOIT DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL ET DANS LE VILLAGE NORDIQUE DE PUVIRNITUQ.

L'ENTENTE DE FINANCEMENT EST ÉCHUE DEPUIS LE 31 MARS 2018. LE PROCESSUS DE NÉGOCIATION POUR CONCLURE UNE NOUVELLE ENTENTE CANADA-QUÉBEC EST TOUJOURS EN COURS.

CHACQUE MINISTÈRE ET ORGANISME QUI PARTICIPE AU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC ASSUME À MÊME SES BUDGETS LE FINANCEMENT DE CE PROGRAMME.

9. ENTENTE POUR LES SERVICES EN LANGUE ANGLAISE

UNE ENTENTE CANADA-QUÉBEC POUR LES SERVICES EN LANGUE ANGLAISE EST EN NÉGOCIATION POUR LES ANNÉES 2020-2021 À 2022-2023.

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE

VOIR LE POINT #2 DU MINISTÈRE, QUI PORTE SUR L'ENTENTE RELATIVE AU FINANCEMENT DES MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

1. PROJET AMÉLIORER LES SERVICES D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES ET VEILLER AU RESPECT DES DROITS PRÉVUS À LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES (CCDV)

ENTENTE DE FINANCEMENT ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC RELATIVE AU PROJET AMÉLIORER LES SERVICES D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES ET VEILLER AU RESPECT DES DROITS PRÉVUS À LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES (CCDV), POUR UN MONTANT MAXIMAL DE 548 284 \$ EN 2020-2021.

CETTE SOMME SERT À BONIFIER DES OUTILS ET METTRE EN ŒUVRE DES SERVICES DE LA LIGNE D'URGENCE SOS VIOLENCE CONJUGALE, À AMÉLIORER LA RECONNAISSANCE ET LA PARTICIPATION DES PERSONNES VICTIMES PAR L'INSTALLATION DE SYSTÈMES DE VISIOCONFÉRENCE MOBILE DANS DOUZE (12) CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AU QUÉBEC (CAVAC) ET POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT DES OUTILS SPÉCIALISÉS DE FORMATION ET D'INFORMATION PAR L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES À L'INTENTION DES INTERVENANTS DES RÉSEAUX D'AIDE AU SEIN DU SYSTÈME DE JUSTICE. CE PROJET PERMET D'ASSURER AUX PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET LEURS PROCHES UN TRAITEMENT JUSTE ET ÉQUITABLE À TOUTES LES ÉTAPES DE LEUR PARCOURS ET AINSI VEILLER AU RESPECT DE LEURS DROITS.

2. PROJET MISE EN PLACE DE L'UNITÉ QUÉBÉCOISE DE LIAISON ET D'INFORMATION À L'INTENTION DES FAMILLES (UQLIF)

UNE NOUVELLE ENTENTE CANADA-QUÉBEC RELATIVE AU PROJET INTITULÉ MISE EN PLACE DE L'UNITÉ QUÉBÉCOISE DE LIAISON ET D'INFORMATION À L'INTENTION DES FAMILLES (UQLIF) EST EN NÉGOCIATION POUR TROIS EXERCICES FINANCIERS (2020-2023). L'UQLIF CONSTITUE UN GUICHET UNIQUE POUR FACILITER LES DÉMARCHES DE RECHERCHE D'INFORMATION DES FAMILLES DE FEMMES ET DE FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES. L'UQLIF A ÉGALEMENT POUR MANDAT D'ACCOMPAGNER CES FAMILLES DANS LEUR GUÉRISON, NOTAMMENT EN LES RÉFÉRANT VERS LES RESSOURCES APPROPRIÉES.

FONDS DES REGISTRES

AUCUNE.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUNE.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUNE.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUNE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

SYSTÈME NATIONAL DE REPÉRAGE

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SUBVENTIONS VERSÉES À UNE CATÉGORIE DE BÉNÉFICIAIRES AU SEIN DE SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) A OBTENU UN FINANCEMENT DE 166 506,82 \$ POUR LE SYSTÈME NATIONAL DE REPÉRAGE, ET CE, POUR L'EXERCICE FINANCIER 2020-2021.

SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA ACCORDE CE FINANCEMENT DANS LE BUT D'ACCROÎTRE LA CAPACITÉ DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES, D'IDENTIFIER ET DE RETRACER DES DÉLINQUANTS VIOLENTS À RISQUE ÉLEVÉ SUSCEPTIBLES DE NUIRE À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.

ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS

ÉGALEMENT, UN ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS (2013) A ÉTÉ CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, LE 6 MAI 2013, POUR LEQUEL LE DPCP RECEVRA UN REMBOURSEMENT ESTIMÉ À 325 000 \$ POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021.

CET ACCORD PRÉVOIT NOTAMMENT LA POURSUITE DES CONTRAVENTIONS, L'IMPOSITION ET L'EXÉCUTION DU PAIEMENT DES AMENDES ET DES FRAIS AFFÉRENTS AUX CONTRAVENTIONS COMMISES DANS LA PROVINCE AINSI QUE SUR LE PARTAGE AVEC CETTE PROVINCE DES AMENDES ET DES FRAIS PERÇUS QUI ONT ÉTÉ IMPOSÉS EN VERTU DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS.

ENTENTE POUR LES SERVICES EN LANGUE ANGLAISE

UNE ENTENTE CANADA-QUÉBEC POUR LES SERVICES EN LANGUE ANGLAISE EST EN NÉGOCIATION POUR LES ANNÉES 2020-2021 À 2022-2023.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUNE.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

AUCUNE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUNE.

G.43 **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.**

PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS	MJQ*	FAVAC*	FAJ*	FRCP*	FDR*	CDPDJ*	CSJ	CJA	DPCP*	FAAC	SOQUIJ	TAQ
TOTAL	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

*SOURCE : G.41- GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - PRIMES ET BONIS - PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS SAGIR EI GIR

G.44 POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS VERSÉS AU PERSONNEL DE CABINET.

EN 2020-2021, AUCUN BONI OU AUTRE RÉMUNÉRATION VARIABLE FONDÉ SUR LE RENDEMENT N'A ÉTÉ ACCORDÉ AU PERSONNEL DE CABINET MINISTÉRIEL, ET CE, CONFORMÉMENT À LA DIRECTIVE CONCERNANT LE RECRUTEMENT, LA NOMINATION, LA RÉMUNÉRATION ET LES AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE.

G.45 **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.**

PRIMES DE DÉPART ET BRIS DE CONTRAT		MJQ ¹	FAVAC ¹	FAJ ¹	FRCP	FDR ¹	CDPDJ	CSJ	CJA	DPCP ¹	FAAC ²	SOQUIJ	TAQ ³
TOTAL		0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

¹ SOURCE : G.43- GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - MASSE SALARIALE ET INDEMNITÉS - PRIMES DE DÉPARTS ET ALLOCATION DE TRANSITION

² SOURCE : SAGIP

³ SOURCE : SAGIR

G.46 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.47** POUR 2020-2021, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE :
- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
 - B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.
-

IL N'Y A PAS DE CADRE, DE DIRIGEANT OU DE SOUS-MINISTRE QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION SANS EXERCER DE FONCTION.

- G.48** **POUR 2020-2021, LE NOMBRE DE CADRE, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS. POUR CHAQUE PERSONNE :**
- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;**
B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.49 LA LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2021-2022. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2020-2021, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2021-2022, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.50 INDiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.51 NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD EN 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.52 VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ AU PLAN NORD POUR 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.53 NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.54 VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.55 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS VERT.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.56 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES/FONDS ÉNERGIE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.57 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.58 POUR CHACUNE DES CINQ ANNÉES, LES SOMMES ALLOUÉES À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICE JURIDIQUE ET PRÉCISER LA RAISON POUR LAQUELLE LES SERVICES ONT ÉTÉ TRAITÉS À L'EXTERNE AINSI QUE LES PROFESSIONNELS QUI ONT DONNÉ CES SERVICES.

MINISTÈRE

SELON L'INFORMATION ACCESSIBLE, LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICES JURIDIQUES S'ÉLÈVE AU TOTAL À 18 350 \$.

CE MONTANT CORRESPOND À LA SOMME DES HONORAIRES VERSÉS À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR DES MANDATS DE REPRÉSENTATION DE MINISTÈRES ET D'INDIVIDUS DE MOINS DE 25 000 \$.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICES JURIDIQUES S'ÉLÈVE AU TOTAL À 92 886 \$.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICES JURIDIQUES S'ÉLÈVE AU TOTAL À 6 203 \$.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICES JURIDIQUES S'ÉLÈVE AU TOTAL À 35 081 \$.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICES JURIDIQUES S'ÉLÈVE, AU TOTAL, À 234 000 \$.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUNE.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICES JURIDIQUES S'ÉLÈVE AU TOTAL À 45 828 \$.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICES JURIDIQUES S'ÉLÈVE AU TOTAL À 112 143 \$.

- G.59 CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :**
- A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);**
 - B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;**
 - C. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;**
 - D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;**
 - E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNE ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.**
-

B : LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
SITE INTERNET : [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/)

D : LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

E : LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

MINISTÈRE

- A. POUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LA DÉPENSE TOTALE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES POUR 2020-2021 (OPÉRATION ET CAPITALE) S’ÉLÈVERA À 88 524 600 \$ (INCLUANT LE FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS ET LE FONDS ACCÈS JUSTICE).

FONDS DES REGISTRES

- A. POUR LE FONDS DES REGISTRES, LA DÉPENSE TOTALE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES POUR 2020-2021 (OPÉRATION ET CAPITALE) S’ÉLÈVERA À 35 046 900 \$.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- A. POUR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE, LA DÉPENSE TOTALE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES POUR 2020-2021 (OPÉRATION ET CAPITALE) S’ÉLÈVE À 944 671 \$.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. POUR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES, LA DÉPENSE TOTALE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES POUR 2020-2021 (OPÉRATION ET CAPITALE) S’ÉLÈVE À 1 424 596 \$.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

- A. LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE SONT ASSUMÉES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

- A. POUR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LA DÉPENSE TOTALE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES POUR 2020-2021 (OPÉRATION ET CAPITALE) S’ÉLÈVE À 19 386 300 \$.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

- A. AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

- A. POUR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE, LA DÉPENSE TOTALE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES POUR 2020-2021 (OPÉRATION ET CAPITALE) S’ÉLÈVE À 10 547 900 \$.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

- A. POUR LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC, LA DÉPENSE TOTALE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES POUR 2020-2021 (OPÉRATION ET CAPITALE) S’ÉLÈVE À 8 228 000 \$.

G.60 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021, LE MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.61 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.62** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN 2020-2021 EN INDIQUANT POUR CHACUN :
- A. LE SUJET;
 - B. LA OU LES RAISONS POUR LESQUELLES IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;
 - C. LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;
 - D. LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.

PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

- G.63** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :
- A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;
 - B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;
 - C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.

MINISTÈRE

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
BARREAU DU QUÉBEC	530	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	757 763 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	34	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	50 512 \$
ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC	4	COMMUNIQUÉ DU SCT AUX MINISTÈRES ET ORGANISMES	4 300 \$
ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN, DIVISION DU QUÉBEC	1	6-79	620 \$
ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION	1	6-79	620 \$
CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA	COTISATION DE BASE	6-79	9 500 \$
INFORMATION SYSTEMS AUDIT AND CONTROL ASSOCIATION	1	6-79	242 \$
INSTITUT DES AUDITEURS INTERNES – SECTION DE QUÉBEC	7	6-79	1 404 \$
PROJECT MANAGEMENT INSTITUTE SECTION DE LÉVIS-QUÉBEC	1	6-79	260 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	COTISATION DE BASE	6-79	3 722 \$
RÉSEAU FRANCOPHONE DES CONSEILS DE LA MAGISTRATURE JUDICIAIRE	COTISATION DE BASE	6-79	6 906 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ÉVALUATION DE PROGRAMME	1	6-79	195 \$

FONDS DES REGISTRES

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
BARREAU DU QUÉBEC	1	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	1 542 \$

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS ET CONSEIL DES DROITS DE LA PERSONNE	ORGANISME	6-79	6 000 \$
CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES ENFANTS ET DES JEUNES	ORGANISME	6-79	4 000 \$
BARREAU DU QUÉBEC	31	CONDITIONS DE TRAVAIL DES CADRES JURIDIQUES ET CONVENTION COLLECTIVE (CONSEILLERS JURIDIQUES)	53 028 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
Barreau du Québec	479	Conventions collectives des avocats en vigueur; Article 13, 44 et 46 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques (RLRQ, c.A-14).	678 872 \$
Ordre des CPA du Québec	10	Directive 6-79	9 942 \$
Ordre des CRHAQ	2	Directive 6-79	1 236 \$

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
Barreau du Québec	2	Lettre du SCT au Président de l'Association des juristes de l'État	3 108 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
Association des archivistes	1	Directive concernant le paiement par le Gouvernement de cotisations à des associations (Article 3)	205 \$
Association des avocats et avocates du District de Saint-Hyacinthe	1	Directive concernant le paiement par le Gouvernement de cotisations à des associations (Article 3)	80 \$
Association nationale des procureurs	2	Directive concernant le paiement par le Gouvernement de cotisations à des associations (Article 3)	248 \$
Association internationale des procureurs	1	Directive concernant le paiement par le Gouvernement de cotisations à des associations (Article 3)	77 \$
Association internationale des procureurs	S.O. ¹	Directive concernant le paiement par le Gouvernement de cotisations à des associations (Article 3)	3 040 \$
Barreau du Québec	726	Directive concernant le paiement par le Gouvernement de cotisations à des associations (Article 3)	1 224 161 \$
Barreau du Québec ²	1	Directive concernant le paiement par le Gouvernement de cotisations à des associations (Article 3)	220 \$
Chambre des notaires du Québec	1	Directive concernant le paiement par le Gouvernement de cotisations à des associations (Article 3)	1 854 \$
Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada	S.O. ¹	Directive concernant le paiement par le Gouvernement de cotisations à des associations (Article 3)	7 500 \$
École nationale d'administration publique (ENAP)	S.O. ¹	Directive concernant le paiement par le Gouvernement de cotisations à des associations (Article 3)	1 400 \$
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	1	Directive concernant le paiement par le Gouvernement de cotisations à des associations (Article 3)	1 116 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	S.O. ¹	Directive concernant le paiement par le Gouvernement de cotisations à des associations (Article 3)	2 905 \$

1. Cotisations payées pour l'ensemble de l'organisme.
2. Cotisation spéciale afin de pouvoir exercer hors Québec.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

NOM DE L’ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
Barreau du Québec	3	Lettre du SCT au Président de l’Association des Juristes de l’État	4 240 \$

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

NOM DE L’ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
Barreau du Québec	30	Politique interne	48 542 \$
Chambre des notaires	3	Politique interne	4 848 \$
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	2	Politique interne	2 079 \$
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	3	Politique interne	1 855 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DE L’ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
Barreau du Québec	58	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	87 463 \$
Barreau du Québec	16	Lettre du Secrétariat du Conseil du Trésor au Président de l’Association des Juristes de l’État	24 292 \$
Chambre des notaires	1	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	1 616 \$
Chambre des notaires	1	Lettre du Secrétariat du Conseil du Trésor au Président de l’Association des Juristes de l’État	1 616 \$
Ordre des psychologues du Québec	3	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	1 794 \$
Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec	7	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	3 983 \$
Ordre des évaluateurs agréés du Québec	9	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	8 914 \$
Ordre des ingénieurs du Québec	1	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	484 \$
Ordre des urbanistes du Québec	1	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	617 \$
Ordre des agronomes du Québec	1	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	612 \$
Collège des médecins du Québec	9	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	14 736 \$

G.64 LA LISTE DE TOUTE RENCONTRE D’ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, DE RENCONTRES DIPLOMATIQUES OU DE SOMMETS GOUVERNEMENTAUX, DE GRANDES RENCONTRES POLITIQUES ET DE NÉGOCIATIONS IMPORTANTES, DE TOUTE NATURE, AUXQUELLES A PRIS PART LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME. POUR CHAQUE RENCONTRE, INDIQUER LA DATE, LA NATURE, ET LE LIEU DE LA RENCONTRE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L’EXERCICE D’ÉTUDE DES CRÉDITS.

- G.65** POUR CHAQUE RENCONTRE D'ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, POUR CHAQUE RENCONTRE DIPLOMATIQUE ET SOMMET GOUVERNEMENTAL, POUR CHAQUE GRANDE RENCONTRE POLITIQUE ET NÉGOCIATION IMPORTANTE DE TOUTE NATURE AUXQUELS PREND PART LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, INDIQUER :
- A. LA DATE;
 - B. LA NATURE;
 - C. LES PARTICIPANTS;
 - D. SI L'ÉVÉNEMENT A EU LIEU SUR LE TERRITOIRE DE LA CAPITALE-NATIONALE, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 4 DE LA CHARTE DE LA VILLE DE QUÉBEC, CAPITALE NATIONALE DU QUÉBEC.
-

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.66 POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D’OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME, INDIQUER :

- A. LA DATE;
- B. LA NATURE;
- C. LES QUESTIONS POSÉES;
- D. LES RÉPONSES;
- E. LA FIRME RETENUE;
- F. LES COÛTS.

MINISTÈRE

FIRME	Coût
INFRAS	9 700 \$
ACADÉMIE DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE	28 567 \$
ACADÉMIE DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE	28 331 \$
ACADÉMIE DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE	3 750 \$

FONDS D’ACCÈS À LA JUSTICE

AUCUN.

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FIRME	Coût
SOM INC.	6 393 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FIRME	Coût
SOM INC.	11 200 \$

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FIRME	Coût
LÉGER	2 500 \$

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

FIRME	Coût
COSSETTE	11 110 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.67 POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

- A. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT ;
- B. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.

MINISTÈRE

AUCUNE.

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE

DIFFUSION PAR :	MONTANT	%
MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	0 \$	0,0
INTERNET ET MÉDIAS SOCIAUX	136 522 \$	100,0

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

DIFFUSION PAR :	MONTANT	%
MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	0 \$	0,0
INTERNET ET MÉDIAS SOCIAUX	2 817 \$	100,0

FONDS DES REGISTRES

AUCUNE.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUNE.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DIFFUSION PAR :	MONTANT	%
MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	0 \$	0,0
INTERNET ET MÉDIAS SOCIAUX	30 379 \$	100,0

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

DIFFUSION PAR :	MONTANT	%
MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	5 479 \$	4,0
INTERNET ET MÉDIAS SOCIAUX	131 500 \$	96,0

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUNE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DIFFUSION PAR :	MONTANT	%
MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	0 \$	0,0
INTERNET ET MÉDIAS SOCIAUX	3 571 \$	100,0

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUNE.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

DIFFUSION PAR :	MONTANT	%
MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	42 104 \$	15,4
INTERNET ET MÉDIAS SOCIAUX	230 784 \$	84,6

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

DIFFUSION PAR :	MONTANT	%
MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	1 398 \$	100,0
INTERNET ET MÉDIAS SOCIAUX	0 \$	0,0

G.68 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE JEUNESSE DU QUÉBEC EN 2020-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.69 AU SUJET DU TRANSFERT D’EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION, FOURNIR TOUT SCÉNARIO ET ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME AINSI QUE TOUTE ACTION RÉALISÉE EN 2020-2021.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L’EXERCICE D’ÉTUDE DES CRÉDITS.

**G.70 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AU SUJET DE LA RECONNAISSANCE
DES ACQUIS ET DES COMPÉTENCES DES PERSONNES IMMIGRANTES EN 2020-2021.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION,
ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.71 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME VISANT LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS EN 2020-2021.

LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME VISANT LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS EN 2020-2021, S'IL EN EST, EST PRÉSENTÉE À LA RÉPONSE À LA QUESTION G.8.

EN CE QUI CONCERNE LES ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME VISANT LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS, NOUS VOUS INFORMONS QUE, SUIVANT LE DEUXIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 29 DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (RLRQ, c. A-2.1), NOUS NOUS DEVONS DE REFUSER DE CONFIRMER L'EXISTENCE OU DE DONNER COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS DONT LA DIVULGATION AURAIT POUR EFFET DE RÉDUIRE L'EFFICACITÉ D'UN PROGRAMME, D'UN PLAN D'ACTION OU D'UN DISPOSITIF DE SÉCURITÉ DESTINÉ À LA PROTECTION D'UN BIEN OU D'UNE PERSONNE.

G.72 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE CULTURELLE DU QUÉBEC EN 2020-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.73 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES OU ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DES RECOMMANDATIONS DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.74 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS AU QUÉBEC (RAPPORT VIENS).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.75 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES OU ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS 2017-2022 « FAIRE PLUS, FAIRE MIEUX ».

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.76 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN DÉPENDANCE 2018-2028, « PRÉVENIR, RÉDUIRE ET TRAITER ».

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.77 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL 2017-2021 DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DE PRÉVENTION EN SANTÉ.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.78 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023 : « CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE, AGISSONS ».

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.79 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE D'ACTION EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE PARTICIPATION ET D'INCLUSION 2016-2021 : « ENSEMBLE, NOUS SOMMES LE QUÉBEC ».

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.80 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE NATIONALE SUR LA MAIN-D'ŒUVRE 2018-2023.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.81 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION POUR LA MAIN D'ŒUVRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.82 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION 2018-2023 : « UN QUÉBEC POUR TOUS LES ÂGES ».

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.83 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE CONTRIBUTION À L'OCCUPATION ET À LA VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2020.

L'INFORMATION CONCERNANT LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE CONTRIBUTION À L'OCCUPATION ET À LA VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2022 SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2020-2021 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ASSUJETTIS À LA LOI POUR ASSURER L'OCCUPATION ET LE VITALITÉ DES TERRITOIRES.

G.84 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE D'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF 2020-2025.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.85 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'AGRICULTURE DURABLE 2020-2030.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.86 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN ÉCONOMIE SOCIALE 2020-2025.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.87 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION POUR LA CROISSANCE ET LES TECHNOLOGIES PROPRES 2018-2023.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.88 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN ENTREPRENEURIAT - OSER ENTREPRENDRE 2017-2022.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.89 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION 2017-2022.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.90 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DES SCIENCES DE LA VIE 2017-2027.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.91 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE L'AÉROSPATIALE 2016-2026.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.92 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION EN ÉCONOMIE NUMÉRIQUE 2016-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.93 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE MARITIME 2015-2030.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.94 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ALUMINIUM 2015-2025.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.95 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE DES PRODUITS FORESTIERS 2018-2023.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.96 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC 2018-2020.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.97 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN POUR UNE ÉCONOMIE VERTE 2020-2030.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.98 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2015-2020.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.99 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE L'EAU 2018-2030.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.100 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN DIRECTEUR EN TRANSITION, INNOVATION ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DU QUÉBEC.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.101 TOUTE ACTION, NOTE OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.102 TOUTE ACTION, NOTE, OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 EN APPLICATION DE L'ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES (ADS).

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.103 TOUTE ACTION, NOTE OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.104 TOUTE ACTION, NOTE OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA RÉTENTION DES TRAVAILLEURS D'EXPÉRIENCE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

- G.105 AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2020-2021, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME :**
- A. NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ;**
 - B. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAANT TOUJOURS AU 31 MARS 2021;**
 - C. PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ.**
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.106 COÛT TOTAL DES PRIMES COVID-19 ACCORDÉES AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, MONTANT INDIVIDUEL DE CES PRIMES ET NOMBRE D'EMPLOYÉS QUI EN ONT BÉNÉFICIÉ EN 2020-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.107 NOMBRE DE MISES À PIEDS ET DE NON-RENOUVELLEMENT DE CONTRATS DÉCOULANT DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN 2020-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.108 SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE L'ACQUISITION DE MATÉRIEL POUR FINS DE TÉLÉTRAVAIL (TABLETTES, CELLULAIRES, AMÉNAGEMENT DE BUREAU, REMBOURSEMENT DE FRAIS D'INTERNET, ETC.).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.8.

G.109 SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INFORMATIQUE EN SPÉCIFIANT PRÉCISÉMENT LES SOMMES DÉPENSÉES EN FRAIS DE CONSULTANTS EN SÉCURITÉ INFORMATIQUE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.8.

G.110 SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 POUR L'ACQUISITION DE SERVICES DE VIDÉO-CONFÉRENCE (ZOOM, TEAMS, ETC.) :

A. LISTE DES CONTRATS;
B. NOM DU FOURNISSEUR;
C. MONTANT DÉBOURSÉ.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.8.

G.111 SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.

MINISTÈRE

LES SOMMES DÉPENSÉES EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENTS AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL TOTALISAIENT 703 \$.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LES SOMMES DÉPENSÉES EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENTS AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL TOTALISAIENT 497 \$.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUNE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LES SOMMES DÉPENSÉES EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENTS AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL TOTALISAIENT 299 \$.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

LES SOMMES DÉPENSÉES EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENTS AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL TOTALISAIENT 970 \$.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

LES SOMMES DÉPENSÉES EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENTS AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL TOTALISAIENT 45 631 \$.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

LES SOMMES DÉPENSÉES EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENTS AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL TOTALISAIENT 3 785 \$.

G.112 NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT ÉTÉ ABSENT DU TRAVAIL POUR CAUSE DE QUARANTAINE LIÉE À LA COVID-19 OU EN RETRAIT PRÉVENTIF LIÉ À LA COVID-19 AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021 AINSI QUE L'ESTIMATION DES COÛTS EN DÉCOULANT.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.113 CONCERNANT TOUTES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021 :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES;**
- B. LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE);**
- C. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.**

MINISTÈRE

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR DES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE SONT DE 95 745 \$.
- C. AUCUNE SOMME N'A ÉTÉ DÉPENSÉE EN RESSOURCES EXTERNES.

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR DES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE SONT DE 1 340 \$.
- C. AUCUNE SOMME N'A ÉTÉ DÉPENSÉE EN RESSOURCES EXTERNES.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
AUCUNE.

FONDS DES REGISTRES

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR DES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE SONT DE 3 830 \$.
- C. AUCUNE SOMME N'A ÉTÉ DÉPENSÉE EN RESSOURCES EXTERNES.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUNE.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR DES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE SONT DE 3 137 \$.
- C. AUCUNE SOMME N'A ÉTÉ DÉPENSÉE EN RESSOURCES EXTERNES.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUNE.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUNE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR DES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE SONT DE 26 715 \$.
- C. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE SONT DE 26 715 \$.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUNE.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
AUCUNE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR DES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE SONT DE 22 923 \$.
- C. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE SONT DE 16 791 \$.

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.CA/](https://seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000\$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

G.114 CONCERNANT L’ACHAT DE MATÉRIEL DE PROTECTION INDIVIDUEL PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME EN 2020-2021 :

- A. TOTAL DES DÉPENSES RÉALISÉES;
- B. TYPE DE MATÉRIEL DE PROTECTION ACQUIS (GANTS, GELS, VISIÈRES, ETC.);
- C. LISTE DES FOURNISSEURS RETENUS;
- D. COÛTS D’INSTALLATION;
- E. LISTE DES CONTRATS ACCORDÉS ET MONTANTS DÉBOURSÉS;
- F. SI LES CONTRATS ONT ÉTÉ ACCORDÉS DE GRÉ À GRÉ, EN FOURNIR LE MOTIF.

- D. LES COÛTS D'INSTALLATION, S'IL EN EST, SONT INCLUS DANS LE TOTAL DES DÉPENSES RÉALISÉES.
- F. UN CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT PEUT ÊTRE CONCLUT DE GRÉ À GRÉ SI LE MONTANT EST INFÉRIEUR AUX SEUILS D'APPEL D'OFFRES DÉTERMINÉS PAR LES ACCORDS DE LIBÉRALISATION.

MINISTÈRE

FOURNISSEUR	TYPE DE MATÉRIEL	MODE D’OCTROI	MONTANT
9101-0405 QUÉBEC INC. VITRERIE MÉGANTIC	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	1 296 \$
9111-4439 QUÉBEC INC - IMPRESSION CHARLES (13 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	63 727 \$
9150-2344 QUÉBEC INC.	LINGETTES	GRÉ À GRÉ	60 \$
9177-9512 QUÉBEC INC.(CONSTRUCTION AUDET)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	18 409 \$
9327-9351 QUÉBEC INC. (6 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	14 846 \$
9371-1331 QUÉBEC INC. (4 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	33 591 \$
9393-7985 QUÉBEC INC - VITRO PLUS	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	4 660 \$
9405-3527 QUEBEC INC (13 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	63 420 \$
AMAZON CANADA	DISTRIBUTEURS À DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	890 \$
ARTOPEX (16 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	64 492 \$
BASIC 3 DESIGN (9 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	44 370 \$
BOUTIQUE DU BUREAU GYVA INC.	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	6 007 \$
BUOPRO CITATION	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	191 \$
CANADIAN TIRE	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	49 \$
CENTRE D'HYGIÈNE	LINGETTES ET SUPPORT	GRÉ À GRÉ	1 116 \$
COMPAGNIE MOLOPARLS	DISTRIBUTEURS À DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	1 922 \$
CONSTRUCTION TREM-NOR INC. (3 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	14 373 \$
CONSTRUCTIONS ROGER FORTIN INC. (2 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	8 162 \$
DÉCOUPAGE DE PRÉCISION F.A.B. (6 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	34 827 \$
DISTILLERIE STADACONÉ	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	1 000 \$
DISTRIBUTION O-MAX	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	287 \$
DISTRIMAR INC. (5 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	76 124 \$
ENSEIGNES F.X. BOISVERT INC. (3 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	50 399 \$
ENSEIGNES SIMON (15 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	127 152 \$
FERBLANTERIE CÔTE-NORD INC (5 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	19 279 \$
FORMOTHANE INC. (3 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	16 692 \$
FOURNITURES DE BUREAU DENIS	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	1 840 \$
FOURNITURES DE BUREAU DENIS	LINGETTES, MASQUES, GANTS ET DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	1 556 \$
FRANCE LAURE	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	306 \$
GROUPE POLYALTO	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	2 619 \$
INOPRO INC.	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	576 \$
JEAN COUTU	MASQUES ET GANTS	GRÉ À GRÉ	13 838 \$
LABORATOIRE PROVENCE CANADA	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	4 865 \$
LES EMBALLAGES CARROUSEL INC.	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	4 145 \$
LES ENTREPRISES DANIEL ST-PIERRE	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	5 063 \$
LES PRODUITS SANITAIRES LÉPINE	GANTS, DÉSINFECTANT ET DISTRIBUTEURS À DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	4 176 \$
LES SPÉCIALISTES DU VERRE GHIS-VIN INC.	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	1 980 \$

FOURNISSEUR	TYPE DE MATÉRIEL	MODE D'OCTROI	MONTANT
LETTAGE CREATION ES (3 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	5 985 \$
LTP LOCATION	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	9 605 \$
MICRO MARCHÉ 3R - GESTION MT 75 INC.	DÉSINFECTANT, DISTRIBUTEURS À DÉSINFECTANT, MASQUES	GRÉ À GRÉ	4 106 \$
MOBICO INC.	MASQUES ET VISIÈRES	GRÉ À GRÉ	13 685 \$
MONBURO	LINGETTES, DÉSINFECTANT ET DISTRIBUTEURS À DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	994 \$
NANCY FARMER	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	180 \$
NETTOYEUR ARSENEAULT	VISIÈRES	GRÉ À GRÉ	10 \$
NEVAC INC	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	1 199 \$
NOVEXCO INC (HAMSTER)	DÉSINFECTANT, LINGETTES ET GANTS	GRÉ À GRÉ	21 715 \$
ONEKA ELEMENTS	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	700 \$
ORBIT SOLUTIONS	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	977 \$
PH. JÉRÉMIE DUFOUR	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	763 \$
PLASTIQUE MULTIFAB INC. (27 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	108 425 \$
PRODUITS SANY	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	227 \$
QUÉBEC INC - ONYS	DÉSINFECTANT ET DISTRIBUTEURS À DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	1 380 \$
RELAIS D'EAU PURE ST-JEAN	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	1 287 \$
RICHARD LAPIERRE ÉBÉNISTE	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	2 250 \$
SANI-MARC INC.		GRÉ À GRÉ	1 520 \$
SANIX	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	360 \$
SHERBY	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	1423 \$
SIÈGES DUCHARME INTERNATIONAL (1991) INC. (2 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	4 570 \$
SOLUTIONS HPM INC	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	800 \$
SOLUTIONS SUPÉRIEURES	DÉSINFECTANT ET GANTS	GRÉ À GRÉ	131 \$
STAPLES	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	1 103 \$
TECHNOCHIMIE INC	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	216 \$
TEKNION ROY ET BRETON INC. (18 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	63 875 \$
TENAQUIP	MASQUES	GRÉ À GRÉ	1 049 \$
ULINE	DISTRIBUTEURS À DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	26 \$
ULINE	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	1 305 \$
VITRERIE A. & E. FORTIN INC. (6 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	30 069 \$
VITRERIE BAS DU FLEUVE INC. (5 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	9 598 \$
VITRERIE CLAUDE	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	2 700 \$
VITRERIE KRT	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	8 225 \$
VITRERIE ML INC. (3 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	8 585 \$
VITRERIE MORIN 2010 (2 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	6 225 \$
VITRERIE POMERLEAU (2 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	28 740 \$
VITRERIE SHERBROOKE INC. (4 CONTRATS)	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	20 200 \$
VITRERIE SMITH INC.	ÉCRANS DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	2 100 \$
WALMART	GANTS	GRÉ À GRÉ	19 \$
WOOD WYANT CANADA INC.	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	5 395 \$

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	TYPE DE MATÉRIEL	MODE D'OCTROI	MONTANT
AMAZON	BOUEILLES POUR REMPLISSAGE	GRÉ À GRÉ	253 \$
BOUTIQUE DISTANCIA	AFFICHES DISTANCIATION - AFFICHES LAVAGE DES MAINS	GRÉ À GRÉ	273 \$
RÉNO-DÉPÔT	RUBAN MARQUEUR	GRÉ À GRÉ	103 \$
RÉNO-DÉPÔT	PRODUITS NETTOYANTS ET DÉSINFECTANTS	GRÉ À GRÉ	94 \$
RONA	MASQUES	GRÉ À GRÉ	18 \$
RONA	LINGETTES ESSUIE-TOUT	GRÉ À GRÉ	40 \$

FOURNISSEUR	TYPE DE MATÉRIEL	MODE D'OCTROI	MONTANT
RONA	VAPORISATEUR	GRÉ À GRÉ	196 \$
RONA	NETTOYANT TOUT USAGE	GRÉ À GRÉ	101 \$
RONA	DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	643 \$
NOVEXCO INC.	PRODUITS NETTOYANTS ET DÉSINFECTANTS	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	569 \$
NOVEXCO INC.	LINGETTES ESSUIE-TOUT	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	157 \$
NOVEXCO INC.	GEL DÉSINFECTANT	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	165 \$
NOVEXCO INC.	RUBAN MARQUEUR	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	127 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	TYPE DE MATÉRIEL	MODE D'OCTROI	MONTANT
NOVEXCO INC.	GANTS, GEL, LINGETTES, MASQUES, VISIÈRES, AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 887 \$
WOOD WYANT INC.	GEL	GRÉ À GRÉ	265 \$
TRAUMA SECOURS INC.	VISIÈRES	GRÉ À GRÉ	52 \$
AMP DIGITAL INC.	AUTRES	GRÉ À GRÉ	176 \$
IGA MARCHÉ LOUISE MÉNARD	AUTRES	GRÉ À GRÉ	20 \$

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

FOURNISSEUR	TYPE DE MATÉRIEL	MODE D'OCTROI	MONTANT
STAPLES ADVANTAGE	GEL, LINGETTES ET AUTRES	GRÉ À GRÉ	236 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEUR	TYPE DE MATÉRIEL	MODE D'OCTROI	MONTANT
3D COUPE	AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 830 \$
ACKLANDS GRAINGER	AUTRES	GRÉ À GRÉ	200 \$
ALPHA SIGNA	AUTRES	GRÉ À GRÉ	50 \$
BOUTIQUE DISTANCIATION SOCIALE (ESPACE TA VIE)	AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 426 \$
CANAC	AUTRES	GRÉ À GRÉ	100 \$
CANADIAN TIRE	AUTRES	GRÉ À GRÉ	442 \$
CANADIAN TIRE	GEL	GRÉ À GRÉ	250 \$
CANADIAN TIRE	LINGETTES	GRÉ À GRÉ	83 \$
CARROUSEL	AUTRES	GRÉ À GRÉ	429 \$
CARROUSEL	GANTS	GRÉ À GRÉ	60 \$
CARROUSEL	GEL	GRÉ À GRÉ	1 108 \$
CARROUSEL	VISIÈRES	GRÉ À GRÉ	351 \$
CONSTRUCTION A. FILLION INC.	AUTRES	GRÉ À GRÉ	245 \$
CORPORATE EXPRESS CANADA, INC.	AUTRES	GRÉ À GRÉ	3 984 \$
CORPORATE EXPRESS CANADA, INC.	GANTS	GRÉ À GRÉ	186 \$
COSTCO	AUTRES	GRÉ À GRÉ	283 \$
CÔTÉ, PAUL (SERVICES DE CONCIERGERIE)	AUTRES	GRÉ À GRÉ	625 \$
CÔTÉ, PAUL (SERVICES DE CONCIERGERIE)	GANTS	GRÉ À GRÉ	36 \$
CÔTÉ, PAUL (SERVICES DE CONCIERGERIE)	GEL	GRÉ À GRÉ	1 214 \$
CÔTÉ, PAUL (SERVICES DE CONCIERGERIE)	LINGETTES	GRÉ À GRÉ	234 \$
DICKNER INC.	GEL	GRÉ À GRÉ	156 \$
DISTELLERIE NOROI	GEL	GRÉ À GRÉ	668 \$
DISTILLERIE MITIS INC.	GEL	GRÉ À GRÉ	519 \$
DISTRIBUTIONS LEBLANC, LES (2840-1453 QUÉBEC INC.)	LINGETTES	GRÉ À GRÉ	356 \$
DOLLAR EXTRA PLUS INC.	AUTRES	GRÉ À GRÉ	65 \$
DOLLARAMA	LINGETTES	GRÉ À GRÉ	6 \$
DUFORT ET LAVIGNE LTÉE	AUTRES	GRÉ À GRÉ	237 \$
ENSEIGNES SIMON [2006], LES	AUTRES	GRÉ À GRÉ	2 515 \$
FAMILIPRIX	AUTRES	GRÉ À GRÉ	30 \$
FASTENAL CANADA, LTÉE	AUTRES	GRÉ À GRÉ	683 \$
FERBLANTERIE CÔTE-NORD INC.	AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 627 \$
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER ALLIED	AUTRES	GRÉ À GRÉ	3 234 \$
FOURNITURES DE BUREAU DENIS INC.	AUTRES	GRÉ À GRÉ	2 352 \$
FOURNITURES DE BUREAU DENIS INC.	GANTS	GRÉ À GRÉ	80 \$

FOURNISSEUR	TYPE DE MATÉRIEL	MODE D'OCTROI	MONTANT
HOME HARDWARE	AUTRES	GRÉ À GRÉ	14 \$
IKEA	AUTRES	GRÉ À GRÉ	504 \$
IVCOM INC.	AUTRES	GRÉ À GRÉ	55 \$
IVCOM INC.	GEL	GRÉ À GRÉ	1 326 \$
JEAN-COUTU	AUTRES	GRÉ À GRÉ	24 \$
JEAN-COUTU	GEL	GRÉ À GRÉ	14 \$
JEFO NUTRITION INC.	GEL	GRÉ À GRÉ	1 070 \$
LABORATOIRE PROVENCE-CANADA INC.	GEL	GRÉ À GRÉ	1 549 \$
LALEMA	AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 631 \$
LES ESCOMPTES LECOMPTÉ INC.	AUTRES	GRÉ À GRÉ	72 \$
MAGASIN JESSICA RIERA	LINGETTES	GRÉ À GRÉ	10 \$
MAMAN AUTREMENT (LaLOOMA)	AUTRES	GRÉ À GRÉ	78 \$
MANUFACTURE EXM LTÉE	AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 996 \$
MAXI	GEL	GRÉ À GRÉ	18 \$
MAXI	LINGETTES	GRÉ À GRÉ	370 \$
MÉDI-SÉLECT LTÉE	MASQUES	GRÉ À GRÉ	169 \$
MICROBRASSERIE BEEMER	GEL	GRÉ À GRÉ	300 \$
MILL VITRES D'AUTOS	AUTRES	GRÉ À GRÉ	637 \$
MILLAIRE & GODBOUT INC.	AUTRES	GRÉ À GRÉ	120 \$
MOBICO INC.	AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 150 \$
MOBILIER COMMERCIAL MT	AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 899 \$
NOVEXCO INC. (HAMSTER)	AUTRES	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	10 996 \$
NOVEXCO INC. (HAMSTER)	GANTS	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	40 \$
NOVEXCO INC. (HAMSTER)	GEL	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	7 158 \$
NOVEXCO INC. (HAMSTER)	LINGETTES	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	1 077 \$
NOVEXCO INC. (HAMSTER)	MASQUES	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	15 637 \$
NOVEXCO INC. (HAMSTER)	VISIÈRES	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	103 \$
PHYTOFAB LABORATOIRES	AUTRES	GRÉ À GRÉ	270 \$
PHYTOFAB LABORATOIRES	GEL	GRÉ À GRÉ	871 \$
PRÉSENTOIRS DE MAGASIN ÉLITE INC.	AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 177 \$
PRODUITS CAPITAL INC.	GEL	GRÉ À GRÉ	3 564 \$
PRODUITS CHIMIQUES PRO PLUS, LES	AUTRES	GRÉ À GRÉ	261 \$
PRODUITS CHIMIQUES PRO PLUS, LES	LINGETTES	GRÉ À GRÉ	573 \$
PROMOTION LÉPINE INC.	GEL	GRÉ À GRÉ	175 \$
PROMOTION LÉPINE INC.	LINGETTES	GRÉ À GRÉ	1 020 \$
RONA	AUTRES	GRÉ À GRÉ	212 \$
SANITAGEL	GEL	GRÉ À GRÉ	819 \$
SERRURIER LANDRY	AUTRES	GRÉ À GRÉ	160 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	AUTRES	GRÉ À GRÉ	10 081 \$
STAPLES/BUREAU EN GROS	AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 086 \$
STAPLES/BUREAU EN GROS	GEL	GRÉ À GRÉ	113 \$
SUPERIOR SANY	AUTRES	GRÉ À GRÉ	144 \$
TENAQUIP LIMITÉE	AUTRES	GRÉ À GRÉ	40 \$
TENAQUIP LIMITÉE	GANTS	GRÉ À GRÉ	53 \$
TENAQUIP LIMITÉE	GEL	GRÉ À GRÉ	589 \$
TENAQUIP LIMITÉE	MASQUES	GRÉ À GRÉ	566 \$
TENDANCE IMPRESSION	AUTRES	GRÉ À GRÉ	248 \$
ULINE	AUTRES	GRÉ À GRÉ	94 \$
ULINE	GEL	GRÉ À GRÉ	35 \$
UNIPRIX	LINGETTES	GRÉ À GRÉ	40 \$
WALMART CANADA INC.	AUTRES	GRÉ À GRÉ	388 \$
WALMART CANADA INC.	LINGETTES	GRÉ À GRÉ	47 \$
WALMART CANADA INC.	MASQUES	GRÉ À GRÉ	246 \$
WESCO	MASQUES	GRÉ À GRÉ	9 036 \$
WESCO	VISIÈRES	GRÉ À GRÉ	1 199 \$
WOOD WYANT CANADA INC.	AUTRES	GRÉ À GRÉ	2 131 \$
WOOD WYANT CANADA INC.	GEL	GRÉ À GRÉ	3 668 \$
ZOZO ET ARTY	AUTRES	GRÉ À GRÉ	296 \$

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

FOURNISSEUR	TYPE DE MATÉRIEL	MODE D’OCTROI	MONTANT
LORTIE ET MARTIN	GANTS	GRÉ À GRÉ	20 \$
DOLLARAMA	GEL	GRÉ À GRÉ	10 \$
DOLLARAMA	DISTRIBUTEUR DE GEL	GRÉ À GRÉ	4 \$
AU NOIR	MASQUES	GRÉ À GRÉ	123 \$

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

FOURNISSEUR	TYPE DE MATÉRIEL	MODE D’OCTROI	MONTANT
AMAZON.CA	DISTRIBUTEURS DE GEL DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	47 \$
CARDIO-CHOC	GEL DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	1 218 \$
HAMSTER/NOVEXCO	MASQUES DE PROCÉDURE, GEL DÉSINFECTANT ET DISTRIBUTEURS	GRÉ À GRÉ	487 \$
MOBICO INC.	ÉCRAN DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	160 \$
RONA	MASQUES DE PROCÉDURE	GRÉ À GRÉ	120 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	TYPE DE MATÉRIEL	MODE D’OCTROI	MONTANT
SOLUTIONS INDUSTRIELLES ALPHA INC.	LAVABOS MOBILES	GRÉ À GRÉ	6 382 \$
PLASTIVERT	ÉCRAN DE PROTECTION POUR SALLES D’AUDIENCES QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	6 605 \$
JF LITHO ENSEIGNE ET AFFICHAGE	ÉCRAN DE PROTECTION POUR SALLES D’AUDIENCES MONTRÉAL	GRÉ À GRÉ	12 283 \$
VITRERIE DE L’EST	ÉCRAN DE PROTECTION POUR SALLES D’AUDIENCES RIVIÈRE-DU-LOUP	GRÉ À GRÉ	1 902 \$
MÉNAGEZ-VOUS INC.	DISTRIBUTEURS MURAL POUR DÉSINFECTANT	GRÉ À GRÉ	4 191 \$
UNIPRIX	GANTS	GRÉ À GRÉ	27 \$
LYRECO CANADA INC.	MASQUES	GRÉ À GRÉ	395 \$
CANADIAN TIRE	VISIÈRES	GRÉ À GRÉ	51 \$

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000\$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET CES INFORMATIONS SONT AUSSI DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS//SEAO.CA/](https://seao.ca/).

G.115 CONCERNANT L'ENTRETIEN MÉNAGER ET LA DÉSINFECTION DES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021, FOURNIR :

- A. LE TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES;**
- B. LE NOM DES FOURNISSEURS RETENUS;**
- C. LA LISTE DES CONTRATS.**

MINISTÈRE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES LOGÉS DANS UN IMMEUBLE DONT CELLE-CI EST PROPRIÉTAIRE.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES LOGÉS DANS UN IMMEUBLE DONT CELLE-CI EST PROPRIÉTAIRE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

POUR LES IMMEUBLES DE LA CSJ QUI SONT LA PROPRIÉTÉ DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES ET DONT CELLE-CI EST RESPONSABLE DU CONTRAT D'ENTRETIEN MÉNAGER :

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES LOGÉS DANS UN IMMEUBLE DONT CELLE-CI EST PROPRIÉTAIRE.

POUR L'IMMEUBLE DE LA CSJ DONT LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES N'EST PAS RESPONSABLE DU CONTRAT D'ENTRETIEN MÉNAGER :

LE COÛT DE L'ENTRETIEN MÉNAGER ET DE LA DÉSINFECTION DES LOCAUX EST INCLUS AU COÛT DU BAIL.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES LOGÉS DANS UN IMMEUBLE DONT CELLE-CI EST PROPRIÉTAIRE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES LOGÉS DANS UN IMMEUBLE DONT CELLE-CI EST PROPRIÉTAIRE.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

INCLUS DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

LE COÛT DE L'ENTRETIEN MÉNAGER ET DE LA DÉSINFECTION DES LOCAUX EST INCLUS AU COÛT DU BAIL.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

POUR LES IMMEUBLES QUI SONT LA PROPRIÉTÉ DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES ET DONT CELLE-CI EST RESPONSABLE DU CONTRAT D'ENTRETIEN MÉNAGER :

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES LOGÉS DANS UN IMMEUBLE DONT CELLE-CI EST PROPRIÉTAIRE.

POUR LES IMMEUBLES DONT LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES N'EST PAS RESPONSABLE DU CONTRAT D'ENTRETIEN MÉNAGER :

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	FOURNISSEUR	SOMMES DÉPENSÉES
575, RUE JACQUES-PARIZEAU, QUÉBEC	MÉNAGEZ-VOUS INC.	44 400 \$
575, RUE JACQUES-PARIZEAU, QUÉBEC	MÉNAGEZ-VOUS INC.	73 260 \$
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, MONTRÉAL	MÉNAGEZ-VOUS INC.	28 490 \$
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, MONTRÉAL	ALFID SERVICES IMMOBILIERS LTÉE	206 \$
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, MONTRÉAL	LES ENTREPRISES AUDEA INC.	4 010 \$

G.116 FOURNIR CHAQUE AVIS REÇU PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DE LA PART DE LA DIRECTION NATIONALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE, L'INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (INSPQ) OU, EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE DE LA COVID-19.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.117 COÛT TOTAL DE MISE EN PLACE DE MESURES DÉCOULANT DES VISITES DE LA CNESST DANS LES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME AINSI QU'UNE LISTE DES RECOMMANDATIONS EFFECTUÉES.

MINISTÈRE

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LES COÛTS TOTALISENT 286 \$.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.118 NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE DE COVID-19. PRÉCISER LE NOMBRE DE PLAINTES PROVENANT DES EMPLOYÉS ET LE NOMBRE DE PLAINTES PROVENANT DU PUBLIC.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.119 CONSIGNES ET DIRECTIVES DONNÉES AUX EMPLOYÉS DES CABINETS MINISTÉRIELS EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET LEUR PRÉSENCE AU BUREAU EN 2020-2021.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.120 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2020-2021 ET QUI ONT FAIT L’OBJET DE D’UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L’ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

- A. LE NOMBRE D’AUTORISATIONS;
- B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L’OBJET DE CET OCTROI;
- C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L’OBJET DE CET OCTROI;
- D. LE MONTANT ACCORDÉ;
- E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE.

MINISTÈRE

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

FOURNISSEUR	MOTIF DE LA DEMANDE	MONTANT ACCORDÉ
COOPÉRATIVE MEILLEUR MONDE	AUGMENTATION DE LA PORTÉE DU MANDAT INITIAL	20 000 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	MOTIF DE LA DEMANDE	MONTANT ACCORDÉ
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE INC	LE TRIBUNAL SOUHAITE AUGMENTER LE MONTANT MAXIMAL PRÉVU AU CONTRAT AFIN DE PERMETTRE LA POURSUITE DE LA PRESTATION DES SERVICES, ET CE, JUSQU’À CE QUE LE TRIBUNAL PUISSE COMPLÉTER UN PROCESSUS D’ATTRIBUTION D’UNE DEMANDE D’INTERVENTION DANS LE CADRE D’UN CONTRAT CONSÉCUTIF À UN AOP.	8 988 \$
MENAGEZ-VOUS INC.	EN RAISON DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 ET DES BESOINS DE DÉCONTAMINATION SANITAIRE ET DE L’INDISPONIBILITÉ DU SERVICE NORMALEMENT COUVERT PAR LE CONTRAT AVEC LA SQI, LE TRIBUNAL A EU L’OBLIGATION (SST) DE POURSUIVRE SON CONTRAT AVEC CETTE ENTREPRISE. LE SERVICE N'A PAS ÉTÉ PRIS EN CHARGE PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES À CE JOUR.	16 280 \$

CES INFORMATIONS SONT TOUTEFOIS DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D’APPEL D’OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.CA](https://seao.ca).

- G.121** **LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES CONTRATS ACCORDÉS EN VERTU DES ARTICLES 118 ET 123 DE LA LOI SUR LA SANTÉ PUBLIQUE, EN INDIQUANT :**
- A. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;**
 - B. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);**
 - C. LE COÛT;**
 - D. L'ÉTAT DE PRESTATION DES SERVICES;**
 - E. L'ÉCHÉANCIER.**
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.122** LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2020-2021, EN INDIQUANT:
- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
 - B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;
 - C. LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
 - D. LE COÛT;
 - E. L'ÉCHÉANCIER;
 - F. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.8.

G.123 NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISMES EN 2020-2021 :

- A. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;**
- B. LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE);**
- C. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;**
- D. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;**

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2020-2021** DES MINISTÈRE ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS D’ACCÈS À LA JUSTICE

AUCUN.

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.125 POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDiquer, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.126 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES, EN 2020-2021, INDIQUER LE NOMBRE DE DIVULGATIONS D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES REÇUES, LE NOMBRE D'ENQUÊTES (DÉBUTÉES, EN COURS OU TERMINÉES), AINSI QUE LE NOMBRE DE DIVULGATIONS FONDÉES, Y COMPRIS CELLES AYANT MENÉ À DES MESURES CORRECTIVES. PRÉCISER, POUR CHAQUE DIVULGATION, LA CATÉGORIE D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES VISÉE À L'ARTICLE 4 DE LA LOI FACILITANT LA DIVULGATION D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES À L'ÉGARD DES ORGANISMES PUBLICS (2016, CHAPITRE 34).

L'INFORMATION CONCERNANT LES DIVULGATIONS D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2020-2021** DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES AINSI QU'AU **RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS 2020-2021** DU PROTECTEUR DU CITOYEN.

G.127 NOMBRE DE POSTES OUVERTS POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2019-2020 ET 2020-2021; ET NOMBRE DE POSTES COMBLÉS POUR CHAQUE CATÉGORIE D’EMPLOI PRÉSENTE AU SEIN DU MINISTÈRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.15 M.

G.128 VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES DEPUIS 2016.

- A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;
- B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉS;
- C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.

MINISTÈRE

STAGIAIRES	RÉMUNÉRATION
137	814 984 \$

SOURCE : FICHIERS DE PAIE DE LA PÉRIODE 1 À 24

FONDS D’ACCÈS À LA JUSTICE

STAGIAIRES	RÉMUNÉRATION
1	6 119 \$

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

STAGIAIRES	RÉMUNÉRATION
3	27 806 \$

SOURCE : DONNÉES À LA PAIE 24

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

STAGIAIRES	RÉMUNÉRATION
27	373 156 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

STAGIAIRES	RÉMUNÉRATION
34	740 409 \$

* ESTIMATION AU 28 FÉVRIER 2021

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

STAGIAIRES	RÉMUNÉRATION
63	646 052 \$

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

STAGIAIRES	RÉMUNÉRATION
24	136 800 \$

- G.129 FOURNIR UNE DESCRIPTION DE LA DOTATION DE VÉHICULES AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, VENTILÉE PAR RÉGION ET INCLUANT :**
- A. NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES;**
 - B. LE TYPE DE VÉHICULES;**
 - C. LE NOMBRE DE VÉHICULES HYBRIDES;**
 - D. LE NOMBRE DE VÉHICULES HYBRIDES RECHARGEABLES;**
 - E. LE NOMBRE DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES.**
-

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

- G.130** VEUILLEZ FOURNIR UNE LISTE DES ACTIONS EFFECTUÉES DANS LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN LIEN AVEC LE PACC 2020, POUR 2019-2020, INCLUANT :
- A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR CHAQUE ACTION;**
 - B. LE NOMBRE D'ETC DÉDIÉS AU SUIVI OU À LA MISE EN ŒUVRE DE CHAQUE ACTION.**
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.131 FOURNIR LA LISTE DES RENCONTRES AVEC DES REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES, AVEC LA DATE DE LA RENCONTRE, LES NATIONS REPRÉSENTÉES ET L'OBJET DE LA RENCONTRE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.132 FAIRE UNE LISTE DE TOUTES LES ANALYSES DIFFÉRENCIÉES SELON LES SEXE (ADS+) EFFECTUÉES AU SEIN DE TOUS LES MINISTÈRES ET TOUS LES ORGANISMES. DONNER LE COÛT POUR EFFECTUER CHACUNE DE CES ANALYSES EN ETC OU LE MONTANT DU CONTRAT OCTROYÉ.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.